

LA JURISPRUDENCE

ET

L'INSAISSABILITÉ DES RENTES

SUR L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 13 Mars 1901

PAR

EUGÈNE RIMAUD

Président : M. BARTIN, professeur.

Suffragants : { MM. BOUVIER, professeur-adjoint.
JOSSERAND, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE MARESCO AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCO & C^{ie} ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT

1901

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

LA JURISPRUDENCE
ET
L'INSAISSABILITÉ DES RENTES
SUR L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 13 Mars 1901

PAR

EUGÈNE RIMAUD

Président : M. BARTIN, professeur.

Suffragants : { MM. BOUVIER, professeur-adjoint.
JOSSERAND, agrégé.

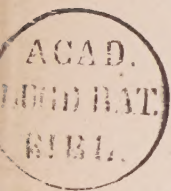
PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie} ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT

1901





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La Cour de cassation a dit un jour : « Il est du devoir des tribunaux d'appliquer les lois telles qu'elles sont, sans se permettre de raisonner sur les inconvénients qu'ils croient apercevoir dans leur exécution littérale ou sur les perfectionnements dont elles peuvent être susceptibles ».

Cette règle est absolue car elle découle de ce principe, garant de nos libertés, qui domine depuis plus d'un siècle toutes nos constitutions successives, celui de la séparation des pouvoirs. Et cependant cette règle, si haut proclamée, est violée sur bien des points par la jurisprudence, sinon toujours ouvertement, au moins par des voies détournées. Faut-il le lui reprocher comme un crime de lèse-constitution ? Nous ne le croyons pas, car elle ne l'a jamais fait que sous l'empire de nécessités presque absolues. D'ailleurs n'a-t-on pas toujours vu la jurisprudence, dans une mesure plus ou moins large, faire subir son influence à la loi, quelquefois même faire la loi, en tout cas servir de guide éclairé au législateur lui-même.

A Rome, nous le savons, le magistrat conserva longtemps le pouvoir de dire quels droits il reconnaîtrait, sous quelles conditions et dans quelles formes de procé-

dure ils devraient être invoqués devant lui ; puis il vint un moment où la jurisprudence de certains magistrats obtint force de loi. Mais tout cela s'explique, si l'on observe que les Romains étaient partis d'hypothèses pratiques, concrètes, et consacraient l'expérience ainsi acquise. Il en devait être autrement sous une législation semblable à la nôtre où des lois rédigées posent des règles conçues *a priori*. De même sous l'ancien régime, indépendamment des causes historiques, les pouvoirs des Parlements s'expliquent par les lacunes de la loi et l'insuffisance du pouvoir législatif ; si l'autorité royale réunissait en ses mains le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, rien ne s'opposait à ce que certaines juridictions disposassent d'une partie du pouvoir législatif.

Cependant pouvait-on croire que, sous l'empire de nos codes, les tribunaux n'allaient plus être que de simples instruments passifs dans la main du législateur ? C'était trop ou trop peu leur demander.

Et tout d'abord la jurisprudence fut naturellement amenée à statuer en dehors de la loi, comme conséquence de l'article 4 Code civil. En effet le juge français ne peut se refuser à juger « sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi », par suite, lorsqu'il se trouve en présence d'une hypothèse qui n'a pas été prévue par un texte et qui ne peut rentrer dans le cadre d'application d'aucune règle générale ou particulière, il devra décider de par son bon sens et l'équité, en un mot statuer en dehors de la loi. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il nous suffit de rappeler que nous sommes redevables à la jurisprudence d'une nouvelle branche de

la science juridique, le droit international privé que la doctrine a pu dégager de ses décisions et dont les conférences internationales ont commencé sur quelques points à consacrer les solutions.

La jurisprudence est parfois allée plus loin et on l'a vue créer de toutes pièces une institution. Tel fut le cas du tribunal de commerce de la Seine qui, il y a quelques années, refusa de reconnaître comme valable toute dation en gage de fonds de commerce qui n'avait pas été inscrite à son greffe sur un registre qu'il venait de faire ouvrir à cet effet. Le prêteur romain ne procédait pas différemment. Cette innovation fut d'ailleurs consacrée par la loi du 1^{er} mars 1898.

Cette double catégorie d'hypothèses constitue la première branche de l'œuvre prétorienne de la jurisprudence, dans laquelle il ne faut pas confondre les simples variations par lesquelles elle a passé sur de nombreux points, mais il en est une autre. On est bien obligé en effet de reconnaître aux magistrats une certaine latitude dans l'interprétation et même dans l'application de la loi.

La loi en effet est une règle de conduite applicable à tous les hommes et par cela même un principe rigide qui ne tient et peut tenir compte des cas particuliers. C'est à la pratique à corriger ce qu'elle peut avoir de trop dur : *summum jus, summa injuria*. Autant la loi est incapable de se modeler par elle-même sur les espèces concrètes, autant, elle qui a eu pour but de fixer et régir les droits de chacun, à une certaine époque, dans un certain milieu fait d'une infinité d'éléments de toute

nature, autant et davantage encore a-t-elle besoin de subir le contre-coup des modifications qui ont pu se produire dans l'état social et d'être adaptée aux nécessités nouvelles. Voilà qui suffit à expliquer que la jurisprudence ait parfois tenté de faire dévier de son application primitive une loi qui ne répondait plus aux besoins actuels, et ce qui justifie ses tentatives quelque hardies qu'elles soient, c'est qu'un mouvement de ce genre un peu accentué a presque toujours provoqué de la part du pouvoir législatif une proposition de loi et reçu sa consécration.

Assurément de semblables tentatives ont été l'exception ; le plus souvent l'œuvre de la jurisprudence s'est bornée à modifier l'étendue d'application d'un principe pour une interprétation un peu plus souple de textes qui manquaient de précision, à dégager un système de textes divers de nos codes sur un point que n'avait pas prévu le législateur. Mais cependant il est des questions sur lesquelles elle a franchi ces limites, où elle a pris nettement le contre-pied d'un texte vieilli en désaccord complet avec l'esprit même de la loi, tel est le problème de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, dont nous nous proposons d'étudier l'histoire à travers la jurisprudence.

Il nous faut tout d'abord exposer la question en quelques mots et nous rappeler, suivant le conseil de Montesquieu (1), « qu'il ne faut point séparer les lois des circonstances dans lesquelles elles ont été faites ».

1. *Esprit des lois*. L. XXIX, ch. XIV.

Au seuil de la Révolution la royauté se trouvait aux prises avec une crise financière effroyable : suivant un rapport de Necker le déficit prévu pour l'année 1789 s'élevait à 56.239.000 livres et la dette publique absorbait 5 années de revenus. Aussi est-il facile de comprendre quelles difficultés allaient rencontrer successivement les gouvernements révolutionnaires. Faire face à la guerre contre l'Europe coalisée, rembourser la finance des offices, des charges de judicature, des maîtrises et jurandes, supporter les dettes du clergé et des émigrés, des communes et des diverses corporations supprimées, sans oublier la dette que leur laissait la royauté et le service des rentes qu'elle avait émises, voilà quelle était leur tâche. Qu'on joigne à cela les conséquences des émissions d'assignats multipliées hors de toute limite, et du cours forcé qui en fut la suite nécessaire, et l'on comprendra aisément comment le gouvernement du Directoire fut conduit à la banqueroute partielle en l'an VI.

Le crédit de l'Etat était donc fort ébranlé. En vain Cambon, par une idée de génie, avait-il réussi par la création du Grand-Livre de la dette publique à unifier, à républicaniser la dette, dans l'espoir d'intéresser au salut de la République ses créanciers eux-mêmes (décret du 24 août 1793). Un seul moyen s'offrait d'équilibrer enfin le budget, celui qu'employa la loi du 21 frimaire an VI, la réduction de la dette publique au tiers consolidé, à 86.000.000.

Mais le coup avait été rude pour le crédit de l'Etat, il fallait le réparer : le gouvernement n'était plus révolu-

tionnaire, il tendait vers un état normal qui n'allait pas tarder à se produire.

Pour payer les rentiers on commençapar leur remettre des bons valables en acquittement des impôts, puis l'idée vint de leur concéder des privilèges. Ce furent la loi du 9 vendémiaire an VI (article 98) exemptant de toute contribution les rentes sur l'Etat, les lois des 22 frimaire et 13 brumaire an VII les affranchissant du timbre et des droits de mutation, et enfin les lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII les dotant de l'insaisissabilité.

En effet, après l'échec complet de la vente des biens nationaux, la seule ressource qui restât, pour liquider le passif de l'ancien régime et de la Révolution, pour permettre enfin à l'équilibre de se rétablir dans les finances publiques, était l'emprunt. Mais comment inspirer confiance aux prêteurs, par quel mirage attirer l'argent aux caisses publiques, faire couvrir les emprunts si nécessaires ? Il fallait offrir aux rentiers une situation assez favorable, des privilèges assez étendus pour rendre une valeur à des placements qui, quelques années auparavant, avaient sombré dans une banqueroute partielle.

Pour répondre à ce but on imagina de faire des rentes sur l'Etat une nature de biens spéciale, qui serait soustraite au gage général des créanciers. « Il ne sera plus à l'avenir reçu d'opposition sur le tiers consolidé de la dette inscrite où à inscrire, » dit l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI et l'article 7 de la loi du 22 floréal an VII étend la mesure aux arrérages des rentes. Et voici de quelle façon s'exprimait Vernier sur le rapport de qui la loi fut votée par le Conseil des Anciens.

« Les rentes sont meubles par leur nature ; elles n'étaient réputées immeubles que par fiction, et dans quelques coutumes seulement. Malgré cette fiction, elles différaient encore essentiellement dans certains lieux des véritables immeubles, en ce que ceux-ci, en vertu de l'action hypothécaire, pouvaient être suivis dans la main des tiers possesseurs, tandis que le transfert fait avant l'opposition dépouillait le créancier de toute espèce de droit sur ces mêmes rentes. Il convenait donc, non seulement de les rendre à leur première nature, mais encore de priver les créanciers pour l'avenir de toute espèce de droit, saisie ou opposition, soit sur le capital, soit sur les arrérages. Les créanciers prévenus et instruits qu'ils n'auront point à compter sur cette ressource pour le paiement et la sûreté de leurs créances, régleront à l'avenir leurs transactions en conséquence et se ménageront d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur attente. En supprimant ces oppositions, on donne en quelque sorte à ces capitaux, à ces sortes de créances, la valeur et l'effet du numéraire en circulation, dont il est si important d'augmenter la masse. On satisfait aux vœux du commerce. Les députés en cette partie ont donné sur cet objet un mémoire au ministre des finances, où ils mettaient en évidence ces inconvénients qui résultaient pour le crédit public des oppositions admises et des entraves perpétuelles qu'éprouvait la circulation des capitaux. En dernier résultat, l'intérêt des créanciers s'y rencontre. Ils trouvaient difficilement à négocier leurs créances ; ils étaient forcés de les vendre à perte et à vil prix, tandis que, libres et sans

danger d'opposition, elles seront portées à un plus haut prix et d'un commerce plus facile. Ces inconvénients avaient été sentis depuis longtemps par une nation perfide et envieuse, si jalouse d'augmenter par tous les moyens possibles la prospérité de son commerce, la valeur et la circulation des fonds publics comme numéraire ».

Ce rapport nous montre exactement quelle devait être la portée de la loi proposée et complète d'une façon nécessaire le texte qui fut voté. La raison d'être du privilège accordé aux rentiers était l'intérêt du crédit public, il fallait leur persuader que les fonds publics étaient devenus, comme s'exprime aujourd'hui la langue courante, des valeurs de tout repos, et même bien mieux encore, puisqu'ils se trouvaient placés hors même de la portée des créanciers, soustraits à toute voie d'exécution forcée. Mais il serait inexact de croire, comme on a depuis tenté de le soutenir, que la loi se bornait à prendre une mesure de comptabilité intérieure du Trésor, qu'elle ne tendait qu'à faciliter la comptabilité publique en la déchargeant de l'obligation de tenir compte des oppositions qui pourraient être faites aux mains de ses agents. Ce ne fut qu'une conséquence, non la fin qu'on s'était proposée.

Vernier nous indique encore un but tout secondaire que se proposait aussi le législateur, c'était de faciliter la circulation des titres de rente, « de leur donner l'effet du numéraire en circulation ». En effet rien n'allait être plus aisé que de transmettre une inscription de rente du moment qu'aucune opposition ne pouvait l'entraver :

une déclaration faite par le vendeur au bureau des transferts et sa signature suffisaient pour réaliser la cession. Le législateur laissait transparaître son désir de voir enfin le papier-monnaie s'implanter en France. Toutes les tentatives dans ce sens avaient échoué, les assignats puis les mandats territoriaux avaient perdu toute valeur et l'exemple envié de l'Angleterre, cette « nation perfide et ennemie » montrait un papier-monnaie jouissant de la faveur du public. De là cette tendance à voir dans les titres de rente des valeurs circulant comme le numéraire, bien qu'ils ne répondissent nullement aux conditions nécessaires du papier-monnaie. Mais cela seul explique cette phrase de Vernier, car les espèces monnayées sont incontestablement soumises à toutes les mesures d'exécution. L'importance de cette seconde raison donnée par Vernier au privilège de l'insaisissabilité est donc fort restreinte, cependant il nous fallait la signaler, car nous la verrons invoquer par un avis du Conseil d'Etat du 26 fructidor an XIII et une instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819 (art. 31).

Mais ce principe allait-il être d'ordre public ? Oui, semble-t-il, parce qu'il était motivé par l'intérêt supérieur du crédit national. Cependant nous ne le croyons pas, quoi qu'en ait pu dire M. Glasson (1), car ce privilège n'était en lui-même qu'un moyen, qu'il ne faut pas confondre avec la fin que l'on se proposait. L'Etat en effet a-t-il un intérêt direct et immédiat à ce qu'aucune saisie ne puisse être pratiquée sur les titres de rente ? non, car que lui importe la personne de son créancier.

1 D. 94, 1, 197.

Le but direct et immédiat de la loi a été d'écarter toute voie d'exécution des inscriptions de rente contre la volonté du rentier, de lui accorder un privilège et par contre-coup seulement de favoriser le crédit de l'Etat. Dès lors, du moment où le rentier renonce à son privilège, par exemple, s'il donne ses titres en gage, l'insaisissabilité n'a plus de raison d'être, et l'Etat n'est nullement intéressé à faire respecter ce privilège dont le bénéficiaire ne veut pas.

Notons qu'il en doit être autrement dans le système de l'insaisissabilité relative qui, comme nous le verrons plus loin, ne prohibe les oppositions ou saisies sur les rentes qu'aux mains du Trésor : cette insaisissabilité n'est plus en effet fondée que sur un intérêt direct et immédiat de l'Etat, le désir d'écarter de la comptabilité publique les complications qui résulteraient des oppositions pratiquées aux mains de ses agents.

Les rentes sont donc placées hors du gage général des créanciers, de là celui qui aura pris la précaution de mettre toute sa fortune en rentes sur l'Etat, rendra inutile toute poursuite de la part de ses créanciers, quels que soient les droits de ceux-ci, privilèges et hypothèques perdront toute efficacité ; une déclaration de faillite ne l'atteindra pas et après son décès ses héritiers, s'ils n'acceptent sa succession que sous bénéfice d'inventaire, jouiront au même titre que lui de ce privilège exorbitant. Et ses créanciers ne pourront attaquer par l'action paulienne ces placements : ce ne peut être une fraude que d'user de la faveur de la loi, et d'ailleurs leur débiteur, par ses achats de rentes, ne s'est pas rendu insolvable.

Voilà en quelques mots les résultats auxquels devait conduire l'insaisissabilité des rentes. Mais ce principe était-il légitimé par l'intérêt du crédit public, c'est-à-dire étant donné qu'on s'était proposé ce but, présentait-il une efficacité réelle ? Tout d'abord ce privilège qui viole si manifestement l'équité ne pouvait être considéré comme une faveur par tous ceux qui estiment que leur première obligation est celle de payer leurs dettes : ce n'est qu'une prime accordée aux gens peu scrupuleux. Mais au point de vue économique, l'insaisissabilité eût-elle une influence quelconque, est-ce à elle qu'il faut attribuer la confiance toujours croissante que les capitalistes accordèrent aux fonds publics ? C'est bien peu probable, car ce bénéfice n'est pas assez connu du grand public pour avoir agi sur lui. De plus la nature humaine pêche plutôt par imprévoyance et il est fort peu vraisemblable de croire que celui qui a des capitaux à placer envisagera le cas où il deviendrait en butte aux poursuites de ses créanciers. Non, la faveur accordée aux emprunts d'Etat tient à d'autres raisons plus sérieuses : c'est la solvabilité presque assurée du débiteur, c'est aussi qu'il est à l'abri de la mort. Enfin nous pouvons invoquer l'opinion des économistes, Charles Comté, J.-B. Say, Cauwès (1), tous signalent la disproportion existant entre le moyen et le but qu'on s'est proposé.

Tout tendait donc à condamner notre principe qui devenait plus odieux à mesure que les émissions de rentes

1. Ch. Comte, *Traité de la propriété*, II, p. 228 ; J.-B. Say, *Cours d'économie politique*, VI, p. 153 ; Cauwès, *Cours d'économie politique*, III, p. 441.

se multipliant, celles-ci devenaient un des principaux éléments de la fortune mobilière en France. L'insaisissabilité fut cependant respectée par tous pendant la première moitié du siècle, mais à partir d'un arrêt de la Cour de Lyon, de 1857, un mouvement de réaction se produit et la jurisprudence dégage du texte même de la loi de l'an VI un nouveau système : la loi n'avait pu vouloir pour une règle aussi offensante pour la morale et quand elle prohibe les saisies sur les rentes, elle n'entend parler que de celles faites aux mains du Trésor. Son but était seulement de dégager la comptabilité publique des oppositions qui la venaient compliquer, l'article 4 ne prenait qu'une mesure intérieure de trésorerie.

Cependant ce nouveau système reçu avec enthousiasme par la doctrine, rencontra une vive résistance et pendant près de 40 ans, nous voyons les décisions les plus contradictoires se répondre d'une juridiction à l'autre et à quelques jours d'intervalle d'une chambre à l'autre dans le sein du même tribunal. Enfin, en 1894 et en 1897, la Cour de cassation se rangea au nouveau système et l'unité tend aujourd'hui à se faire dans la jurisprudence sur cette question si disputée (1).

Si la lutte fut si longue, cela tient en partie à ce que le Conseil d'Etat y prit part. En effet les décisions des tri-

1. La théorie de l'insaisissabilité relative est uniquement l'œuvre de la jurisprudence, et si nous pouvons dire que ses tentatives ont été favorablement accueillies par la doctrine, ce n'est qu'en tant que solutions d'espèces, car la très grande majorité des auteurs n'a pas varié sur l'interprétation à donner de la loi de nivôse an VI. Ce n'est que depuis quelques années seulement que certains auteurs se sont efforcés de justifier en théorie

bunaux devaient s'exécuter par un transfert sur le Grand livre de la dette publique, et ce transfert est un acte administratif. Le ministre des finances a toujours considéré que la loi avait placé les rentes hors de l'atteinte des créanciers et s'est refusé à accomplir tout transfert qui lui paraissait ordonné en violation de la règle. Contre sa décision, une seule voie de recours était ouverte, un pourvoi devant le Conseil d'Etat, et cette juridiction s'est toujours montrée fidèle à l'insaisissabilité absolue.

On comprend donc que beaucoup de tribunaux judiciaires aient refusé de rendre des jugements dont l'exécution devait être paralysée irrémédiablement par l'autorité administrative à qui elle appartenait. Le fossé que crée le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs est si profond qu'un seul moyen s'offre de trancher les conflits qui peuvent s'élever entre les autorités judiciaire et administrative, c'est l'interprétation législative et elle n'a pas été tentée.

Ainsi, nous pouvons le dire dès à présent, c'est la résistance du Conseil d'Etat, c'est-à-dire de l'autorité administrative qui retarda l'évolution de la jurisprudence, la contraignant indirectement, en refusant d'exécuter ses arrêts, à rendre des décisions conformes au principe de l'insaisissabilité ou à chercher des biais pour se soustraire à son application.

Ce rapide exposé suffira à expliquer quel va être notre

la jurisprudence. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Privilèges et hypothèques*, I, n° 269 ; Boivin, *Des rentes perpétuelles sur les particuliers et sur l'Etat*, p. 112 ; Rozier, *De l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat*, p. 55 ; J. Appleton, D. 97, 2, 17.

plan. Dans une première partie, nous étudierons les conséquences de l'insaisissabilité absolue, ce qui sera la meilleure manière de montrer pourquoi une modification s'imposait. Les moyens dont se servit la jurisprudence pour substituer l'insaisissabilité relative au premier système, et ses longues hésitations formeront l'objet de la seconde partie. Dans la troisième partie, la jurisprudence, enfin fixée, ne se trouvera plus en présence que de la résistance du Conseil d'Etat.

PREMIÈRE PARTIE

Les conséquences de l'insaisissabilité absolue.

Pendant toute la première moitié du siècle, l'insaisissabilité absolue est admise en principe et la jurisprudence se borne, sous le contrôle du Conseil d'Etat, à en déterminer les conséquences ; depuis 1857 jusqu'à nos jours, malgré une première atteinte portée au principe, beaucoup de juridictions lui restent fidèles. Ce sont ses conséquences ainsi dégagées qui vont faire l'objet de la première partie de notre étude.

Cependant il nous faut signaler une hésitation de courte durée qui se manifesta dans les premières années d'application de la loi : quelques jugements de tribunaux de première instance ordonnèrent le transfert de titres de rente au profit de créanciers du titulaire. Mais les deux premières de ces décisions, rendues par le tribunal de la Seine, furent paralysées par le refus du ministre de les exécuter. En vain les créanciers se pourvurent devant

le Conseil d'Etat, celui-ci, par deux avis des 17 thermidor an X (1) et 26 fructidor an XIII (2), approuva la décision du ministre. Un troisième jugement fut réformé par la Cour de Paris (3) qui arrêta « qu'il ne peut y avoir lieu à un transfert forcé d'inscriptions d'un débiteur à son créancier ».

La décision ministérielle du 9 août 1816 (4) rejeta un certificat de propriété délivré par le greffier du tribunal de la Seine, en exécution d'un jugement qui avait attribué à un créancier la propriété des rentes appartenant à son débiteur.

Ces décisions administratives auxquelles il faut joindre l'importante instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819 (art. 27 à 32) (5), fixèrent définitivement la doctrine : les rentes françaises sont soustraites au gage général des créanciers, quelles doivent être les conséquences de cette règle ?

Tout d'abord nous allons nous placer dans l'hypothèse la plus simple et la plus générale, celle où l'insaisissabilité ne se heurte qu'à la règle posée dans les articles 2092 et 2093 Code civil, qui fait que tous les biens d'un

1. D. R. v^o Trésor public, n^o 1156.

2. *Eod. loco*, n^o 1161.

3. 12 ventôse an XII, S. 7, 2, 1229.

4. D. R. *eod verbo*, n^o 1158.

Citons encore un décret du Conseil d'Etat approuvant le refus du ministre d'opérer un transfert sur la simple signature d'un créancier, malgré l'autorité d'un jugement, et un autre du 11 novembre 1817.

5. *Eod loco*, p. 1382.

débiteur forment le gage commun de ses créanciers ou à quelques autres droits spéciaux. Dans un deuxième chapitre, nous étudierons les cas où le conflit s'établit entre l'insaisissabilité et les modes de liquidation générale du patrimoine.

CHAPITRE PREMIER

L'insaisissabilité en présence des droits particuliers des créanciers.

Dire qu'un bien est insaisissable c'est, d'une façon générale, dire que ce bien, quoique faisant partie du patrimoine du débiteur, est soustrait au gage commun des créanciers établi par l'article 2092 du Code civil, qu'il n'a pu entrer en ligne de compte dans le crédit qu'ils ont accordé à leur débiteur, et ne pourra servir à les désintéresser contre sa volonté. De là non seulement aucune mesure d'exécution ne sera possible sur lui, mais aucune mesure conservatoire, celle-ci n'étant qu'un acheminement à l'exécution proprement dite. Les créanciers du rentier ne pourront donc, lorsque celui-ci se refusera à réaliser ses titres pour avoir le moyen de les payer, l'y contraindre par aucune des voies d'exécution qu'offre la loi, c'est-à-dire pratiquer soit une saisie-arrêt ou opposition sur ses inscriptions de rente aux mains du Trésor, ou en celles d'un tiers détenteur quelconque, soit une saisie-

exécution (1). Mais les rentes ne sont pas incessibles et leur titulaire conserve en entier son droit de disposition : il pourra réaliser ces inscriptions pour payer ses créanciers, ce qui est assez dire qu'il peut renoncer à son privilège d'insaisissabilité qui n'est qu'un accessoire, que la garantie de son droit absolu de disposition. En d'autres termes, le rentier peut seul exercer sur ses titres de rente les droits qui lui appartiennent et personne ne peut acquérir sur eux aucun droit sans sa volonté et son concours.

Toutefois cette exigence du concours du rentier pour obtenir le transfert d'un titre de rente sur le Grand livre de la dette publique, n'est pas une conséquence de l'insaisissabilité, elle résulte du mode de transfert spécial à cette nature de biens. La transmission de propriété ne s'opère pas comme en droit commun par le seul effet de la convention, du moins quand il s'agit de titres nominatifs, il faut de plus, aux termes de la loi du 28 floréal an VII, une déclaration de transfert portant la signature du vendeur sur la production de laquelle un nouveau titre est délivré au nom de l'acheteur. Mais la raison de cette formalité est seulement le désir de faciliter les opé-

6. La question de savoir si les meubles incorporels sont susceptibles de saisie-exécution, est d'ailleurs discutée. M. Colmet d'Aage (6^e éd., II, n^o 846) l'admet dans le silence de la loi, car ce serait les reconnaître insaisissables, au moins quand la saisie-arrière n'est pas possible. *Contra*, Carré et Chauveau, n^o 2030 ; Dutruc, *Supplément* à Carré et Chauveau, v^o saisie exécution, n^{os} 91 et 92 ; Garsonnet, III, p. 596. Ils n'admettent l'exception qu'en cas de faillite et pour les reconnaissances du mont-de-piété.

rations du Trésor, d'écarter toute responsabilité qui pourrait lui incomber. C'est la même préoccupation qui a inspiré le décret du 27 prairial an X, complété par le décret du 13 thermidor an XIII, qui exige de plus la présence et la signature d'un agent de change.

Quoi qu'il en soit, cette nécessité de réaliser la vente d'une inscription de rente par l'accomplissement de formalités solennelles, a permis à la direction de la dette publique de veiller au respect de l'insaisissabilité et de refuser toute mutation qui était faite malgré la volonté du rentier, alors même qu'elle était ordonnée par justice. En effet le transfert sur les registres de la dette constitue une mesure intérieure de trésorerie, par suite un acte administratif qui échappe à l'appréciation des tribunaux judiciaires et qu'ils sont impuissants à ordonner (1).

En prohibant les oppositions, la loi réserve cependant celles que peut former le propriétaire. Elles ne portent en effet nullement atteinte à l'insaisissabilité, mais sont au contraire la manifestation des droits du rentier, le moyen de les conserver ou de les revendiquer. Tel sera le cas de l'opposition faite par le rentier au paiement des arrérages en d'autres mains que les siennes, ou celle faite en cas de perte ou de vol de ses titres. Doivent de même être autorisées les oppositions que ferait le tuteur ou l'administrateur des biens d'un incapable pour empê-

1. Conseil d'Etat, 3 janv. 1813, S. T. IV, 2, 226 et D. R., *eod.*, n° 1158 ; 22 mars 1836, S. 36, 2, 257 ; 22 juin 1846, D. R. n° 1170.

cher que celui-ci ne dispose de ses rentes en dehors des formalités ou malgré les prohibitions de la loi (1).

Notre principe ne doit donc être opposé qu'à ceux qui prétendent sur des rentes à exercer les droits de créance ; s'agit-il de propriété, toutes mesures seront possibles. Par exemple on pourra demander la nomination d'un séquestre : il y a bien une sorte de main mise sur les titres, mais accorder à l'un des contestants de se prévaloir de l'insaisissabilité à l'égard de l'autre, serait préjuger de la question de propriété. Ainsi en décida le tribunal de Montmorillon (16 juin 1829), cependant sur appel, la Cour de Poitiers (2) débouta les demandeurs, mais pour des motifs de valeur bien inégale. « Attendu, dit-elle d'abord, que le séquestre ne peut comprendre que des choses corporelles ; qu'il ne peut en être ainsi de la rente ; que ce n'est pas le titre matériel de cette rente trouvé en d'autres mains que celles du propriétaire actuel ; dont on a demandé le séquestre ; que c'est la rente incorporelle, c'est-à-dire la chose incorporelle qui... ». Mais nous savons que les titres de créance peuvent parfaitement être donnés en dépôt, et par suite faire l'objet d'un séquestre qui n'est qu'une variété de dépôt ; de même un droit de créance peut être donné en gage et pour cela le titre en doit être mis en la possession du gagiste. Ce premier attendu n'avait donc aucune portée, mais la Cour avait une meilleure raison, celle-là tirée de l'espèce

1. Paris, 4 déc. 1846, D. R., n° 1164 ; 13 févr. 1845, D. 45, 2, 158 ; Seine, 1^{er} mars 1860, *le Droit*, 15 mars 1860 ; Conseil d'Etat, 8 juin 1883, D. 85, 3. 17.

2. 16 juillet 1830, S. 31. 2, 135 et D. R. n° 1166.

elle-même, pour rejeter la demande de séquestre : il s'agissait au fond d'une véritable saisie déguisée sous une demande de séquestre et formée par des créanciers.

Dans cette deuxième partie, l'arrêt renferme l'idée d'une distinction que nous allons retrouver formulée d'une façon plus nette, c'est qu'un séquestre ne peut être nommé que lorsque le fond du litige est une question de propriété. Il s'agit alors non pas d'une opposition de créanciers tendant à l'exécution forcée, mais bien d'une opposition faite en qualité de propriétaire, par suite permise aux termes de l'article 7 de la loi du 22 floréal an VII. Cette distinction fut faite par un jugement de la Seine⁽¹⁾, confirmé par la Cour de Paris, et en ces termes par la chambre des requêtes : « Attendu que la défense de se dessaisir faite au notaire par N..., ne peut être assimilée aux saisies-arrests ou oppositions formées dans l'intérêt de simples créanciers du titulaire, puisque N... agissait comme propriétaire indivis avec la demanderesse ».

La doctrine était définitivement assise sur ce point, aussi ne trouvons-nous plus depuis cette date qu'une seule décision de jurisprudence absolument conforme⁽²⁾.

Toute autre opposition que celle du propriétaire, de ses représentants légaux ou de ses mandataires, est donc interdite. Cependant cette prohibition est-elle générale quant aux différentes espèces de rentes ?

Lors de la création du Grand Livre il n'existait qu'une seule espèce de rentes, le tiers consolidé ne comprenait

1. Seine, 14 mai 1835 ; Paris, 7 juillet 1836, et Cass. civ., 28 nov. 1838, D. 39, 1, 6, et S. 39, 1, 226 ; D. R., n° 1166.

2. Paris, 19 déc. 1889, D. 91, 2, 19.

que des rentes 5 o/o, mais depuis, outre de nombreux emprunts à des taux différents, des conversions ont été faites et la dette publique ne tarda pas à perdre son caractère d'unité primitive. Cependant il n'est pas douteux que les lois de l'an VI et de l'an VII s'appliquent également à toutes les parties de la dette publique. En effet non seulement les lois autorisant l'émission de rentes nouvelles n'ont pas modifié la législation de la dette sur ce point, mais le principe a été confirmé expressément par l'article 3 de la loi du 11 juin 1878, créant la rente 3 o/o amortissable, et par les plus récentes lois de conversion : 27 avril 1883, 17 janvier 1894.

A un autre point de vue la dette publique a perdu son unité de forme : l'ordonnance des 29 avril-19 mai 1831 a autorisé les rentiers à convertir à leur gré leurs titres nominatifs en titres au porteur ou à les ramener à la forme nominative. Le législateur se proposait cette fois encore de faciliter le plus possible la transmission des rentes, de les rapprocher du numéraire, mais par un tout autre moyen que celui qu'avaient employé les lois de l'an VI et de l'an VII. Les titres au porteur allaient-ils échapper à l'insaisissabilité ? Assurément non, c'eût été contraire au but poursuivi. De plus, comment admettre qu'une même inscription, selon que son propriétaire en fait suivant son caprice, un titre nominatif ou au porteur, change de nature et devienne tantôt saisissable, tantôt insaisissable. Enfin la loi est restée muette (1).

En fait, cependant il faut bien convenir que la forme

1. Bordeaux, 1^{er} mars 1880, S. 81, 2, 6.

du titre peut avoir une sérieuse influence sur notre privilège. Le transfert d'un titre au porteur se réalise de la main à la main, sans aucune formalité, aucune mention sur les registres de la dette. Par suite le Trésor n'aura plus aucun contrôle, parce qu'il n'a plus à intervenir, et si un tribunal ordonne la vente d'une inscription, sa décision pourra être exécutée sans obstacle. Mais en principe il n'y a pas lieu de distinguer entre ces deux sortes de titres.

Mais si les rentes, sous quelque forme qu'elles se présentent, échappent à toute poursuite des créanciers, il n'en peut être ainsi du capital provenant de leur aliénation. La loi a bien entendu favoriser le rentier, mais non celui qui cesse de l'être. Dès lors si un créancier trouve, aux mains de son débiteur ou d'un tiers détenteur, des deniers, alors même qu'il est constant qu'ils proviennent de la réalisation d'un titre de rente, il n'y a plus aucune raison de les couvrir du privilège (1), ils n'ont aucune individualité propre.

Arrérages. — Et il en est de même des arrérages, à peine ont-ils été payés par le Trésor, qu'ils ne sont plus que des fonds quelconques dont la provenance ne peut être prise en considération (2). Ce qui nous conduit à dire que les arrérages, bien que déclarés insaisissables par la loi, au même titre et de la même façon que les rentes elles-mêmes, ne le sont en réalité qu'aux mains du Trésor,

1. Paris, 23 juin 1830, confirmé par Cass. req. 21 juin 1832, S. 33, 1, 344, D. 32. 1, 331 et D. R. n° 1163.

2. Paris, 28 nov. 1860, réformant Seine, 24 mars 1840, S. 41, 2, 91 et D. R. n° 1163.

puisqu'ils ne possèdent qu'en ses mains la qualité d'arrérages, pour la perdre dès qu'ils en sont sortis.

Cependant pourra-t-on permettre qu'une saisie-arrêt se produise à l'instant même où le fondé de pouvoirs d'un rentier vient toucher ses coupons, et dans les bureaux mêmes du Trésor, ou entre les mains de l'agent de change chargé de réaliser un titre ? Cela a paru impossible à M. Mollet (1), qui veut que « le rentier ait le temps légalement et moralement nécessaire pour toucher, sans cela le bénéfice de la loi serait illusoire ». Par temps légal, il entend les cinq jours accordés à l'agent de change pour consommer sa négociation. Nous ne pouvons pas admettre une semblable solution dans une matière d'exception comme la nôtre, par suite soumise à une interprétation restrictive. De plus, si M. Mollet trouve un délai à appliquer en cas de transfert, quel sera ce délai à l'égard des arrérages ? Enfin et surtout, on ne comprend pas que le rentier qui, en aliénant ses titres, renonce à son privilège et consent à faire entrer leur valeur dans le gage commun de ses créanciers, puisse retarder arbitrairement l'application des mesures propres à conserver ou faire valoir les droits de ceux-ci, pour lui permettre peut-être de dissimuler cette partie de son actif.

Nous savons maintenant ce qui est insaisissable, une seconde question se pose : à qui cette insaisissabilité peut-elle être opposée ?

Un bien est insaisissable, lorsqu'il échappe à ceux qui prétendent sur lui exercer un droit de créance, soit le

1. Bourses de commerce, n° 303.

droit de gage général tel qu'il est organisé par les articles 2092 et 2093 du Code civil, soit un droit particulier. Cette définition s'applique aux rentes françaises, mais leur insaisissabilité est encore plus étendue, car elle n'est pas relative à une quotité de biens comme l'insaisissabilité de droit commun, mais à une nature de biens, aussi se révélera-t-elle toutes les fois que d'autres personnes que leurs propriétaires voudront exercer des droits sur elles. Elle pourra donc être opposée à tous ceux qui prétendront sur des rentes un droit de créance quelconque.

Gage commun. — Envisageons tout d'abord le cas du créancier qui ne peut invoquer sur les inscriptions de rente de son débiteur que les droits que lui donne son gage général. Il demeurera impuissant : de sa part, aucune voie d'exécution n'est possible, sans qu'il y ait lieu de faire des distinctions suivant la cause de sa créance ou la qualité du créancier, suivant que le titre est aux mains du débiteur ou d'un tiers détenteur.

Le principe est absolu, si sacrés que soient les droits du créancier, quelque privilégiés que soient les intérêts dont il se réclame, le débiteur est à couvert (1). C'est ainsi que le rentier tenu par la loi d'assurer des aliments à ses parents, à son conjoint, alors même qu'un jugement aura été pris contre lui, pourra se soustraire à ses obligations, ainsi que l'a reconnu un arrêt de la Cour de Paris du 22 janvier 1847 (2). Il en sera de même du

1. Paris 12 ventôse an XII, D. R. v. privilège et hypothèque, n° 769.

2. D. 47, 4, 432 ; dans le même sens Paris 18 janvier 1865, réformant Seine, 23 avril 1864.

tuteur tenu de rendre ses comptes de tutelle, du mari obligé à restituer la dot de sa femme: s'ils ont eu la précaution de réaliser toute leur fortune en rentes sur l'Etat, aucun moyen n'existera de les contraindre sur leurs biens personnels et ils invoqueront victorieusement la complicité de la loi. Cependant certains auteurs (1) ont refusé d'admettre de telles conséquences et proposé d'écarter dans de semblables hypothèses le privilège accordé aux rentes, par analogie de la loi du 11 avril 1831 (art. 28) qui décide que les pensions militaires incessibles et insaisissables, perdent ce double caractère à l'égard des obligations qui naissent du mariage. Mais c'est une loi spéciale qu'on ne peut par conséquent étendre arbitrairement hors des cas prévus par son texte. Observons d'ailleurs que le fondement de ces deux insaisissabilités est tout différent: d'une part ils s'agit d'une faveur accordée en considération de la personne du bénéficiaire de la pension, de l'autre, d'un privilège attaché à une nature de biens.

Caisses d'épargne. — Quelques difficultés se sont élevées dans des hypothèses un peu particulières, celle par exemple des caisses d'épargne. La loi du 5 juin 1835 (art. 11) a permis aux créanciers de saisir-arrêter les sommes déposées par leur débiteur dans les caisses d'épargne. D'autre part la loi du 30 juin 1851 impose à celle-ci l'obligation d'acheter des titres de rente lors-

1. M. Dumesnil, *Législation spéciale du Trésor public* n° 99.

que le montant des sommes déposées atteint un certain chiffre (1000, 1.500 ou 2.000 francs, le taux a varié suivant les époques). Mais supposons une saisie pratiquée avant que les sommes déposées n'aient atteint le maximum légal, empêchera-t-elle cet achat qui va la rendre inopérante ? Le tribunal de la Seine (1) a jugé que la saisie ne pouvait décharger la caisse d'épargne de l'obligation d'acheter de la rente. Cette solution a été unanimement critiquée, elle porte un trop grave préjudice à un créancier qui a fait toutes les diligences en son pouvoir et n'a aucune faute à se reprocher ; elle permet de plus au débiteur au préjudice duquel une saisie a été faite, de la rendre inutile en se hâtant de compléter la somme qu'il a en dépôt, de façon à obliger la caisse à lui acheter un titre. Mais indépendamment de ces considérations pratiques, pourquoi ne pas admettre que la saisie a rendu les fonds indisponibles aux mains de la caisse comme en celles de tout autre dépositaire : l'obligation que lui impose la loi n'est certes pas plus étroite que celle qui résulte d'un mandat pour lequel le saisi aurait confié des fonds à un tiers quelconque, et qui pourtant se trouve paralysée. Enfin la caisse d'épargne avait toujours la ressource de consigner les sommes saisies et de se dégager ainsi de toute responsabilité.

Cependant malgré ces objections si sérieuses, le système posé par le tribunal de la Seine est toujours suivi en pratique, si bien que le *Journal du notariat* a pu aller jusqu'à dire, dans son numéro du 3 septembre 1896 que

1. 8 avril 1858, *le Droit*, 17 avril 1858.

« depuis la loi du 20 juillet 1895, les livrets de caisse d'épargne sont assimilés désormais aux rentes sur l'Etat. » Inutile de dire combien une semblable extension dans une matière aussi exceptionnelle que l'est celle de l'insaisissabilité, est contraire à tous les principes.

Il est permis de dire que sur ce point la jurisprudence a dépassé l'intention du législateur et appliqué l'insaisissabilité dans un cas où il eût été de bonne justice en même temps que logique, de l'écarter : on peut s'expliquer que la loi ait voulu favoriser les rentiers, mais non les personnes qui à leur insu vont le devenir. Mais on allait à cette époque si loin dans l'extension des conséquences de notre principe, qu'un arrêté du ministre des finances du 6 juin 1840 interdisait aux créanciers de demander au Trésor les renseignements sur les rentes qui pouvaient appartenir à leur débiteur. C'était supposer gratuitement que tout rentier est un individu dépourvu de sens moral qui osera se prévaloir de l'insaisissabilité pour repousser les réclamations les plus légitimes de ses créanciers. Ces derniers ont donc, quoi qu'en pensât le ministre, un intérêt certain à connaître les rentes de leur débiteur.

Une autre application intéressante de l'insaisissabilité s'est imposée au sujet des sociétés d'assurances mutuelles sur la vie. Leurs statuts contiennent en général une clause qui les oblige à employer en rentes dans les 5 jours les versements de leurs associés ; par suite lors de la répartition, ce sont les coupons de rentes qui sont remis aux associés. Aucune saisie ne peut donc être

faite aux mains de la société qui n'est débitrice que de titres insaisissables (1).

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la façon la plus commune dont on peut se prévaloir du droit de gage général accordé aux créanciers sur tous les biens de leur débiteur, de la saisie sous quelque forme qu'elle se produise, mais il peut être mis en œuvre par d'autres moyens, soit qu'on se prévale de la compensation, du droit de rétention, soit qu'on exerce l'action paulienne.

Compensation. — La compensation légale ne peut se présenter que dans un seul cas, les rentes ne constituant pas des choses fongibles et les fonds provenant de leur aliénation ou du paiement des arrérages n'étant plus que des deniers qui ne bénéficient pas des privilèges accordés aux rentes. Ce cas est celui de l'Etat débiteur des arrérages ou du remboursement du capital, pourra-t-il opposer la compensation au rentier du chef de ses contributions par exemple ? Assurément non, ainsi que l'a jugé le Conseil d'Etat (2). On s'explique très bien en effet que la compensation, c'est-à-dire un paiement imposé par la loi qui se résout en une double exécution forcée, ne puisse se produire dans un cas où la loi elle-même refuse au créancier la faculté de pouvoir imposer à son débiteur un paiement réalisé avec une certaine catégorie

1. C. Montpellier 17 juin 1870, réformant trib. de Montpellier 18 nov. 1869. D. 71, 2, 179; Seine 28 janvier 1873 D. 74, 3, 88.

2. 19 janvier 1864, Rec. de Lebon 56, 381.

de biens qu'elle a garantie affranchie de toute mainmise de la part des créanciers. D'autre part comment admettre que l'Etat qui a voulu accorder une faveur à des prêteurs, puisse leur refuser d'invoquer ce privilège à son égard.

Mais rien ne s'oppose au contraire à ce que le rentier oppose la compensation à l'Etat. Ce droit lui a d'ailleurs été reconnu législativement par la loi du 14 avril 1819, mais cette loi a moins établi au profit du rentier un droit qui découlait naturellement des principes du droit civil, que le mode administratif d'exercer ce droit. Par une simple déclaration au trésorier-payeur général, le rentier peut obtenir que les arrérages de ses inscriptions se compensent avec ses contributions directes.

La compensation judiciaire ne pourra pas davantage être prononcée, car elle n'est pas autre chose qu'une exécution forcée à laquelle le rentier pourra toujours se refuser.

Droit de rétention. — Supposons maintenant que le créancier du rentier, nanti des titres, soit en position d'invoquer le droit de rétention (nous laissons de côté pour le moment le nantissement), le pourra-t-il ? c'est par exemple le cas d'un dépositaire qui a dû faire des dépenses pour la conservation des titres, il aurait incontestablement le droit d'user du droit de rétention s'il s'agissait de toute autre chose que d'une inscription de rente, mais l'insaisissabilité ne s'y oppose-t-elle pas et lorsque le rentier lui réclamera la restitution du dépôt, pourra-t-il la refuser ? Pour trancher la question il suffit

de nous rappeler quelle est la nature intime du droit de rétention : le créancier rétenteur se change à lui-même son titre de possession, il prétend conserver la chose non en vertu des droits qui résultaient du contrat ou du quasi-contrat qui l'avait mis en possession, mais en vertu de son droit de gage commun s'exerçant sur un des biens de son débiteur. Or sur les rentes nous savons qu'il ne peut prétendre à exercer ce droit de gage commun, il ne peut donc user sur elles du droit de rétention.

Article 1116 et 1167 du Code civil. — L'exercice des droits d'un débiteur par son créancier et l'action paulienne sont des applications des articles 2092 et 2093 du Code civil, c'est assez dire que les articles 1166 et 1167 du Code civil ne pourront jamais être invoqués lorsque des rentes seront en jeu. Un insolvable répudie une succession uniquement composée de rentes sur l'Etat, ou s'appauvrit en donnant les inscriptions qu'il possédait, ses créanciers ne pourront attaquer cette renonciation ou cette donation. En effet l'action paulienne n'est donnée que dans la mesure où l'acte critiqué a causé ou augmenté l'insolvabilité du débiteur ; or les créanciers ne pourront ici justifier d'aucun préjudice, puisqu'ils n'auraient pu obtenir leur paiement sur ces biens. De même leur débiteur néglige de toucher ses coupons de rente et se trouve sur le point de laisser la prescription s'accomplir, ils ne pourront interrompre la prescription et les toucher pour lui (s'ils sont nominatifs).

Ils n'auront pas davantage le droit de s'attaquer au tiers qui par sa faute aura permis à leur débiteur de disposer de ses rentes. C'est ce qui a été jugé à l'égard d'un notaire qui s'était rendu coupable d'une faute professionnelle, en délivrant un acte de notoriété qui avait permis à un failli de vendre des titres de rente recueillis dans une succession (1). Ils n'avaient pas d'intérêt à faire rentrer les titres dans le patrimoine de leur débiteur, le notaire ne leur avait donc causé aucun préjudice.

Tout ce que nous venons de dire peut se résumer d'un mot : toutes les fois qu'un créancier quelconque prétend à exercer sur des rentes son droit de gage général, il doit se trouver arrêté par leur insaisissabilité. Mais nous savons que le propriétaire peut pratiquer des oppositions sur ses titres de rente, aussi a-t-on vu des créanciers chercher à déguiser leurs prétentions sous la forme d'une contestation de propriété et demander la nomination d'un séquestre (2).

Mais un créancier peut demander à exercer d'autres droits que ceux qui résultent du gage général établi par la loi, les rentes ne sont pas incessibles, elles ont pu faire l'objet de contrats dont le créancier réclame l'exécution. Supposons un cessionnaire qui demande la mise en possession et la réalisation du transfert, par quels moyens l'obtiendra-t-il si son vendeur la lui refuse ?

1. Paris 30 juillet 1853 D. 54, 2, 70, confirmé par Cass. req. 8 mai 1854, D. 54, 1, 146, S. 54, 1, 309.

2. Seine 26 juin 1888, *Ann. de droit commercial*, 88, 1, 158; Paris 19 déc. 1889, D. 91, 2, 19.

Vente. — Nous savons en effet que la propriété d'un titre de rente nominatif n'est pas transmise à l'acheteur par le seul fait de la convention, il faut en outre un transfert réalisé dans certaines formes essentielles sur le Grand Livre de la dette publique. Jusque-là il n'est que créancier (1) et la loi ne lui reconnaît aucun moyen de suppléer au manque de la signature du vendeur : il est créancier d'une obligation de faire qui se résoudra en dommages-intérêts puisqu'il n'en pourra obtenir l'exécution directe. Il n'aura donc que des moyens de contrainte indirecte car les tribunaux ne pourront ordonner un transfert forcé que l'insaisissabilité des rentes rend impossible. Un tribunal saisi de la question ne pourrait qu'impartir un délai pour opérer le transfert et à défaut ordonner la restitution du prix et condamner à des dommages-intérêts (1142 du Code civil).

Prenons maintenant le cas d'un vendeur qui a opéré le transfert avant d'avoir été payé, pourra-t-il exercer son action en résolution et aura-t-il le privilège du vendeur ? Le cas sera rare si la négociation a été opérée par le ministère d'un agent de change qui aurait engagé sa responsabilité en restant à découvert et contre lequel le vendeur aurait un recours. Mais si au contraire la cession a eu lieu par acte sous seings privés ou par acte

1. Valence 27 déc. 1866, confirmé par Grenoble 27 juillet, 1867, S. 68, 2, 79, D. S. p. 582 ; C. Toulouse 12 juin 1869, confirmé Cass. req. 5 juillet 1870, D. 72, 1, 71, S. 72, 1, 184 ; alors même que la cession aurait eu lieu par acte notarié, Paris 3 juin 1836, S. 36, 2, 305. — D. R. n. 1206 ; contra Mollot, Bourses de commerce, n. 254.

notarié et que l'agent de change ne soit intervenu que pour la réalisation du transfert, le cessionnaire aura pu opérer à crédit. Les tribunaux pourront déclarer la vente rétroactivement résolue, mais le transfert subsistera : le vendeur pourra-t-il obliger l'acquéreur à lui retransférer le titre ? De même si son acheteur devient insolvable pourra-t-il user du privilège de l'art. 2102-4 ? il lui faudrait pour cela contraindre son débiteur sur les rentes dont il est devenu propriétaire, non par l'effet d'une vente comportant en cas de non-paiement une clause résolutoire tacite, mais par l'effet d'un transfert indépendant de la convention, qui se suffit à lui-même. L'admettre serait porter atteinte à l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat

Nantissement. — Il est pourtant un cas où un créancier pourra prétendre à des droits sur des rentes sans qu'on puisse lui opposer l'insaisissabilité, c'est l'hypothèse du nantissement.

Ici en effet l'intérêt du rentier s'oppose à l'admission de l'insaisissabilité, à peine de voir ce privilège se retourner contre son bénéficiaire. Supposons qu'un individu dont le patrimoine se trouve exclusivement composé de rentes, se voit à un moment donné dans la nécessité de contracter un emprunt, quelle garantie donner à un prêteur en présence de l'insaisissabilité dont jouissent les rentes ? Il faut donc bien permettre au rentier de donner son inscription engage et de renoncer en même temps au bénéfice de l'insaisissabilité. Admettre la solution contraire serait lui enlever le seul moyen de crédit dont il

dispose peut-être. Rien ne s'y oppose d'ailleurs : n'est-il pas de règle qu'on peut toujours renoncer à une faveur qui n'est pas d'autre part imposée par la loi au nom de l'ordre public ou des bonnes mœurs. C'est d'ailleurs cette même idée qu'un privilège fondé sur une idée de faveur, doit trouver sa limite dans l'intérêt même de son bénéficiaire, qui a inspiré au législateur l'autorisation accordée aux rentier de pratiquer eux-mêmes des oppositions aux mains du Trésor ; c'est elle encore qui fait qu'on leur permet de compenser leurs impositions avec les arrérages de leurs rentes (loi du 14 avril 1819).

Si donc une inscription de rente a été donnée en gage par un contrat valable, le rentier se trouve lié vis-à-vis de son créancier et ne peut plus, lorsque celui-ci poursuit la réalisation de son gage, invoquer notre principe et repousser toute voie d'exécution. Le ferait-il, l'unique question à porter devant les juges, serait celle-ci : y a-t-il eu gage valable et par suite consentement anticipé par le rentier au transfert réclamé ? C'est donc moins une question d'exécution forcée que d'existence de consentement de la part du rentier (En ce sens Baudry-Lacantinerie 111, 1018 et 1026).

Ce système fut admis par la jurisprudence et nous voyons un arrêt de la cour de Paris (1) confirmant un jugement du tribunal de la Seine, s'exprimer ainsi : « Attendu que la loi n'excepte pas les rentes des valeurs susceptibles de nantissement, qu'il faut distinguer entre l'exécution forcée que le créancier prétendait exercer,

1. 13 janvier 1356, D. 54, 2, 93, S. 54, 2, 29.

et le consentement librement et volontairement donné par le débiteur à ce que le créancier fasse valoir ses droits sur la rente. » C'est bien l'idée que nous venons de développer.

Mais une question délicate qu'il nous faut examiner, est celle de savoir quelles sont les conditions que doit remplir le nantissement en rentes pour être opposé à l'Etat.

Entre les parties il est certain que la seule convention suffit, mais au regard des tiers et dans un but de protection pour eux, la loi a édicté une série de conditions rigoureuses dont l'absence rend le gage inopposable au tiers. Ceux-ci en effet ont le plus grand intérêt à savoir quels sont les biens qui, dans le patrimoine de leur débiteur, font partie de leur gage général. De là la nécessité de la rédaction d'un écrit ayant date certaine, de la mise en possession du gagiste, de la signification au débiteur de la créance remise en nantissement s'il s'agit d'un meuble incorporel.

Mais en notre matière, il en est tout autrement, les tiers qui en aucun cas ne pourront se prévaloir de leur droit de gage général sur les rentes de leur débiteur, n'ont aucun intérêt à connaître la dation en gage qu'il en a pu faire, par suite les conditions prescrites par le Code civil n'ont aucune raison d'être. Toutefois il peut se faire que le rentier offre ses titres en nantissement à un nouveau créancier, comment connaîtra-t-il la précédente constitution de gage ? il lui suffira d'exiger la remise des titres et l'impossibilité où son débiteur sera de la lui faire, lui ouvrira suffisamment les yeux. Telle

sera donc la seule condition qui puisse être requise à l'égard des tiers.

Cependant le débiteur de la créance engagée, c'est-à-dire l'Etat, n'est-il pas un tiers au sens des articles 2074 et suivants? Ces tiers sont des individus étrangers au contrat qui ont un intérêt légitime à le connaître et peut-être à le contester. Or si le débiteur de la créance cédée a bien été étranger au contrat, quel intérêt a-t-il, et l'Etat moins que tout autre, le jour du paiement venu, à connaître la date exacte du nantissement ou à se trouver en face de telle ou telle personne comme créancier? Il faut donc conclure qu'il n'a pas de qualité pour exiger l'accomplissement des formalités prescrites par la loi au profit des tiers (1).

Un doute seulement pourrait s'élever au sujet de la signification que la loi exige même en matière de gage commercial. Mais d'une part le Trésor n'a aucun intérêt à connaître le gage, et de l'autre le besoin ne se fait nullement sentir de mettre l'Etat en demeure de ne pas avoir à se libérer aux mains du rentier : tout d'abord parce qu'il ne le ferait que contre la remise du titre dont ce dernier est dessaisi, et aussi parce que de remboursement il ne peut être question. Tout au plus une conversion pourrait-elle le provoquer, mais alors il est bien certain que gagiste et rentier s'arrangeront entre eux pour parer à ce danger. D'ailleurs la signification au

1. Cass. 13 janvier 1824 : l'absence des formalités de l'article 2076 ne peut être invoquée que par les créanciers, non par le débiteur.

débiteur cédé, ou son acceptation de la cession, n'est prescrite que dans l'intérêt du cessionnaire.

Telle serait la situation de l'Etat si l'on n'avait à tenir compte que de la nature spéciale des rentes, mais nous savons que la loi exige l'accomplissement de certaines formalités pour en opérer le transfert, indépendamment du consentement des parties. En effet aux termes de la loi du 28 floréal an VII, il faut pour faire opérer sur le Grand-Livre de la dette publique le transfert d'une inscription de rente, la signature du vendeur et, depuis l'arrêté du 27 prairial an X, la présence d'un agent de change produisant une déclaration de transfert signée du vendeur. A défaut, la dette ne peut qu'opposer une fin de non-reevoir à la demande de transfert. De là si aucun écrit n'a été dressé constatant le gage, le Trésor sera en droit de refuser le transfert au gagiste qui se présentera muni seulement du jugement autorisant la réalisation du gage, mais sans aucun acte manifestant la volonté actuelle du vendeur. La loi est en effet formelle ; elle exige plus que le consentement du rentier, pourtant constaté par le jugement, sa signature. Il faut donc que l'agent de change produise un acte signé du vendeur, qu'on appelle la minute et qui lui donne pouvoir de vendre.

Mais est-il impossible que cet acte puisse remonter à la date de la constitution du gage, que ce soit l'acte constitutif lui-même ? L'acte constitutif en effet donne au créancier le pouvoir de vendre sous la condition du non-paiement à l'échéance, et l'événement de cette condition est suffisamment constaté par le jugement que doit prendre le gagiste.

Nous sommes donc conduits à dire qu'en outre de la remise de possession, une seconde condition sera nécessaire pour la validité du gage au regard du Trésor, la production d'un écrit constatant de la part du rentier sa renonciation au bénéfice de l'insaisissabilité, et cela pour une raison indépendante en elle-même du nantissement, parce que la disposition entre vifs des rentes sur l'Etat exige un transfert soumis à des formes spéciales.

Jusqu'ici nous n'avons envisagés que les titres nominatifs, mais les rentes sur l'Etat peuvent être représentées par des titres au porteur. Or ces titres sont transmissibles de la main à la main, sans aucun transfert sur les registres du Trésor. Eux aussi vont pouvoir être donnés en gage, il va donc suffire au créancier qui voudra réaliser son gage de se munir du jugement le lui attribuant à titre de paiement (1) ou ordonnant la vente par un agent de change, sans que le Trésor ait à intervenir. Dès lors il doit suffire pour la validité de leur dation en gage que l'existence du nantissement ait été reconnu par le tribunal, sans qu'aucune des conditions exigées par la loi dans l'intérêt des tiers ait été remplie. Nous sommes amenés à dire qu'à la différence de ce que nous avons admis pour les titres nominatifs, la rédaction d'un écrit ne sera pas nécessaire.

Cependant un arrêt de la cour de Dijon du 18 décembre 1855 (2) estime que l'écrit est nécessaire pour prévenir les

1. D. 56, 2, 185, S. 56, 2, 353.

2. L'estimation préalable prescrite par l'art. 2078 C. civ., est ici remplacée par la cote officielle de la Bourse : Cass. 1^{er} juillet 1856, D. 56. 1, 274, S. 56, 1, 785 ; 4 avril 1866, D. 67, 1, 33, S. 66, 1, 433.

fraudes. Qu'il soit utile, c'est trop évident, mais il n'est pas nécessaire à l'existence du contrat. Le consentement des parties suffit à faire naître leurs obligations, il est la seule condition exigée lorsqu'aucun tiers n'a à intervenir au procès et il en sera toujours ainsi en matière de contestation ayant des rentes pour objet. D'ailleurs la nécessité d'obtenir du tribunal l'autorisation de réaliser le gage, sera pour le débiteur une garantie suffisante. Quant à la signification dont l'arrêt écarte la nécessité, elle est incompatible avec la nature même des titres au porteur, on ne comprend même pas que la question ait pu être posée.

Il est enfin une forme de gage qui est dispensée par la loi de toute condition, le gage commercial. (2084 Code civil avant la loi du 23 mai 1863). Il est donc opposable à tout le monde, mais envers l'Etat il n'en peut être ainsi, car ce n'est pas des règles du gage que découle son exigence d'un écrit, mais bien des formalités requises pour le transfert, à l'égard desquelles la forme civile ou commerciale du gage importe peu.

Supposons donc que nous nous trouvons en présence d'une de ces hypothèses où le gagiste, mis en possession d'un titre nominatif, muni du jugement le lui attribuant ou l'autorisant à vendre, voit l'exercice de son droit paralysé par la résistance du Trésor. Il pourra du moins user du droit de rétention et peut-être à force de patience obtenir de son débiteur qu'il consente un transfert régulier. Ce moyen présentera quelque efficacité si la valeur des rentes est bien supérieure au montant de la créance, mais si elle est à peu près équivalente, il perd toute sa force.

Nous avons dit plus haut qu'il était impossible d'invoquer sur un titre de rente le droit de rétention, mais il en est autrement ici. Nous ne sommes plus en effet en présence d'un créancier armé seulement des règles générales du droit civil, mais d'un gagiste qui use de la renonciation que le rentier a faite en sa faveur au bénéfice de l'insaisissabilité : le gagiste a le droit de poursuivre la vente des titres engagés, mais si un obstacle, provenant de la résistance du Trésor, paralyse l'exercice de son droit, il n'en est pas moins vrai que son débiteur ne peut l'obliger à lui restituer ses titres avant de l'avoir désintéressé. Il aura donc un moyen de contrainte indirecte, de contrainte morale, ne tombant pas sous le contrôle de l'autorité administrative, qui lui permettra d'amener son débiteur à composition.

Successions. — Nous avons jusque-là laissé de côté l'hypothèse où le rentier est décédé, il faut maintenant nous demander ce que va devenir l'insaisissabilité dans la succession. Nous savons qu'elle est attachée au titre lui-même, que par suite le titulaire quel que soit son titre d'acquisition, peut l'invoquer à l'encontre de tout créancier. Il importe donc peu que le nouveau titulaire soit un héritier ou un légataire et que celui qui le poursuit soit un de ses créanciers personnels ou un créancier héréditaire.

Pour qu'il en fut autrement, il aurait fallu qu'il s'écoulât entre le décès du rentier et le moment où le successeur est devenu propriétaire un certain temps pendant lequel l'insaisissabilité eût été suspendue. Or il n'en est

rien en vertu de la règle que le mort saisit le vif : l'héritier est réputé avoir immédiatement continué la personne de son auteur, et à aucun moment les droits qui reposaient sur la tête du *de cujus* ne se sont trouvés sans titulaire. Si donc des créanciers forment opposition à un partage, ils ne pourront se faire attribuer les rentes sur lesquelles il peut porter, ni même critiquer l'attribution des rentes qui pourra être faite (sur attribution demandée au profit des créanciers, Cour de Toulouse, 5 mai 1838 réformant un jugement du 16 mai 1837) (1).

La séparation des patrimoines ne peut ainsi porter sur les rentes, cependant dans une espèce où des créanciers demandaient la séparation des patrimoines et la vente tant du mobilier que d'un titre de rente, le tribunal de la Seine (23 août 1847) (2) a jugé qu'il n'y avait lieu de « s'arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir fondée sur ce que la rente serait insaisissable, ce qui ne pouvait être pris en considération puisque le titulaire était décédé et que l'inscription n'avait pas été immatriculée au nom du légataire », et il ordonnait la vente. Ainsi ce jugement, dans le désir évident de tourner l'insaisissabilité, était amené à dire que la propriété de la rente était subordonnée à son immatriculation, que jusque-là elle demeurait sans propriétaire. Il oubliait une des règles les plus anciennes et les plus incontestables de notre droit, celle de la saisine, aussi fut-il réformé par la Cour de Paris (16 décembre 1848).

1. D. 38, 2, 136, L. 38, 2, 56.

2. D. 49, 2, 121, S. 49, 2, 413.

Cet arrêt se borne à rappeler à l'application du principe posé par les lois de l'an VI et de l'an VII, mais un jugement du même tribunal de la Seine (16 novembre 1847) s'était déjà élevé avec énergie contre la solution admise par le premier jugement au nom de la règle : le mort saisit le vif. C'était l'affirmation des véritables principes et la Cour de Paris, saisie de nouveau, se borna à adopter purement et simplement les motifs des premiers juges (16 avril 1849) (1).

Les rentes doivent donc demeurer insaisissables aux mains des héritiers et des légataires, malgré la séparation des patrimoines. Il faut conclure de là que les créanciers ne pourront demander la réduction d'un legs de rentes (2), et c'est tout naturel puisque demandée par les héritiers et effectuée en nature, ils n'en pourraient profiter. Ils ne pourront davantage, en invoquant l'article 1166 du Code civil, demander, du chef d'un héritier devenu leur débiteur par son acceptation pure et simple, la réduction d'une donation portant sur des rentes.

L'insaisissabilité ne pourra-t-elle pas être de quelque importance dans les rapports des héritiers entre eux ou avec les légataires ? Entre eux, ce sont des propriétaires prétendant tous des droits égaux, les difficultés qui pourront s'élever ne mettront pas en jeu notre principe. Il n'y aura pas davantage de difficulté au cas où l'un des héri-

1. D. 49, 2, 190, S. 2, 413 ; dans le même sens, Paris, 30 juillet 1853, confirmé par Cass. req. 8 mai 1854, D. 54, 1, 146, S. 54, 1, 309.

2. Seine, 12 août 1877, confirmé par Paris, 2 mai 1878, D. 80, 1, 69, S. 80, 1, 118.

tiers se trouverait tenu de rapporter à la succession une donation de rentes : en effet, il ne s'agit ici que d'effets mobiliers, le rapport s'effectuera donc nécessairement en moins prenant. Il faut distinguer entre les diverses sortes de légataires. Tout d'abord les légataires universels saisis, c'est-à-dire qui ne seront en concours qu'avec les héritiers non réservataires, pourront toujours demander la réalisation des titres, car ils sont propriétaires et sur le même pied que les héritiers, la vente ne sera pas la mise en œuvre d'un droit de créance pouvant porter atteinte à notre principe. A l'action en délivrance des légataires universels non saisis ou des légataires à titre universel, l'insaisissabilité ne pourra pas davantage être opposée. En effet il ne s'agit plus, comme au cas d'une cession entre vifs, d'obtenir un transfert au moyen de la signature du vendeur, mais seulement la remise matérielle par la personne tenue de délivrer et au besoin l'autorisation par la justice de se mettre soi-même en possession. Quant au transfert, il sera obtenu en dehors de l'héritier par la remise de l'inscription et la production d'un certificat de propriété délivré par le notaire détenteur du testament.

Il en sera de même pour le légataire d'une inscription, c'est-à-dire d'un corps certain *in specie* (Seine, 18 août 1877, confirmé par Paris, 2 mai 1878), il est propriétaire et a l'action en revendication. Mais supposons un légataire d'une somme dont le paiement exigerait la vente des rentes dépendant de la succession : pas d'action en revendication, pas d'action hypothécaire s'il n'y a pas d'immeubles dans la succession, il ne restera au légataire que

l'action personnelle qui sert à sanctionner tout droit de créance, et si l'héritier est lui-même insolvable, il ne pourra obtenir l'intégralité de son legs faute de pouvoir exécuter les rentes.

Ainsi le fait que le rentier est décédé ne modifie en rien la situation privilégiée faite aux rentes par les lois de l'an VI et de l'an VII, mais nous avons laissé de côté le cas de la succession bénéficiaire et de la succession vacante qui vont faire avec les autres hypothèses de liquidation générale du patrimoine, l'objet de notre deuxième chapitre.

CHAPITRE II

L'insaisissabilité en présence des modes de liquidation générale du patrimoine.

Nous arrivons à l'étude des conséquences de l'insaisissabilité dans les hypothèses plus spéciales où la liquidation du patrimoine est en jeu. C'est outre la faillite, la liquidation judiciaire et la cession de biens, la succession bénéficiaire qui est une sorte de faillite posthume et la succession vacante assez semblable, quant au rôle du curateur au bénéfice d'inventaire. Cette circonstance que le patrimoine entier doit être réalisé, ne va-t-elle pas faire disparaître le privilège accordé aux rentes sur l'Etat ? Est-ce que seules les rentes vont échapper à cette liquidation générale des biens du débiteur ?

Succession bénéficiaire. — Prenons tout d'abord le cas de la succession bénéficiaire. Le bénéfice d'inventaire a pour but d'empêcher la confusion de se produire entre les biens de la succession et ceux de l'héritier, de façon à permettre à celui-ci d'abandonner aux créanciers héréditaires l'actif de la succession en paiement de son passif, tout en limitant leurs droits à sa valeur. C'est la mise

en œuvre du droit de gage général des créanciers sur le patrimoine entier de leur débiteur décédé, par suite il semble donc que cette mesure d'exécution générale ne puisse porter que sur les biens qui étaient grevés de ce droit de gage, non par conséquent sur les rentes de la succession.

Cependant la jurisprudence n'en décida pas ainsi, peut-être simplement parce que la question ne fut posée devant elle qu'à un moment où une réaction tendait à se produire, au nom de l'équité, contre ce privilège exorbitant.

Bien curieux à ce point de vue sont le jugement de la Seine du 3 mars 1855, l'arrêt de Paris qui l'a confirmé le 22 novembre suivant (1) et un autre arrêt de Paris du 13 juin 1856 (2). Ces décisions commencent par poser en principe que la protection accordée au crédit public doit se concilier avec la morale et le droit, puis se basant sur ce que les rentes constituent des valeurs de la succession, obligent l'héritier bénéficiaire à les comprendre dans l'inventaire et à en tenir compte aux créanciers à peine de déchéance du bénéfice d'inventaire. La raison en est que pour accepter bénéficiairement une succession, il faut s'engager de bonne foi à en réaliser complètement l'actif au profit des créanciers héréditaires et que celui qui invoque le bénéfice de l'insaisissabilité ne peut nécessairement être de bonne foi.

Mais est-ce bien comprendre le caractère du bénéfice d'inventaire que d'en tirer de telles conséquences. Son

1. D. 56, 2, 69, S. 56, 2, 237.

2. D. 57, 2, 194, S. 57, 2, 212.

but est de mettre l'héritier à l'abri des poursuites des créanciers de la succession en leur abandonnant les valeurs qui la composaient, mais a-t-il pour effet de faire entrer dans le gage commun des créanciers des biens qui jusqu'alors n'en faisaient pas partie, sur lesquels ces créanciers n'ont jamais pu compter ? c'est au moins douteux. Si l'héritier a assumé des obligations, il n'a pas entendu aggraver sa situation en invoquant une institution juridique qui est un bénéfice pour lui. Or, héritier pur et simple d'une succession insolvable, mais uniquement composée de rentes, il est tenu de toutes les dettes, mais s'il est lui-même insolvable, il pourra conserver les rentes au mépris des droits des créanciers héréditaires ; est-il au contraire héritier bénéficiaire, il serait tenu d'employer le prix des rentes au paiement des dettes du défunt. Et s'il s'y refuse, la Cour de Paris le menace de la déchéance du bénéfice d'inventaire qui va définitivement placer ces rentes hors de la portée des créanciers : cette déchéance se résout en une faveur et le décharge de ses obligations. Etrange contrainte !

C'est illogique, et d'autant plus que cet héritier pourra être un incapable et comme tel obligé à n'accepter que bénéficiairement : ici, comme cela arrive si souvent, la mesure de protection se retourne contre celui au profit de qui elle est édictée.

A un autre point de vue, ce système nous semble inadmissible : Le bénéfice d'inventaire, étant une mesure de protection pour l'héritier, ne lui impose que des obligations restreintes : administrer la succession et rendre compte, obligations dont il va même pouvoir se décharger

par une cession aux créanciers de tous les biens de la succession. Mais cette cession comprendra-t-elle les rentes?

Remarquons tout d'abord que les règles de la cession de biens ordinaire consentie par un débiteur à ses créanciers, ne peuvent s'appliquer ici : quand elle est ordonnée par justice, il est bien évident qu'elle ne peut porter sur les rentes, le consentement du débiteur faisant défaut ; mais au contraire est-elle volontaire? les rentes n'y pourront échapper, c'est alors en effet un contrat auquel les créanciers vont refuser leur consentement tant que le débiteur se refusera au transport de ses rentes. Mais la cession de l'héritier bénéficiaire est un acte unilatéral, l'héritier se borne à signifier sa décision aux créanciers sans que ceux-ci puissent s'y opposer.

Une condition nécessaire est que l'abandon porte sur tous les biens de la succession, sans exception, dit-on. Ne faut-il pas dire plutôt sur tous les biens de la succession qui composaient le gage des créanciers et seulement sur ceux-là? Nous savons que les créanciers de la succession, par l'effet du bénéfice d'inventaire, se retrouvent placés vis-à-vis de la succession dans la même situation où ils étaient vis-à-vis du défunt. Par suite, aucune raison n'a pu faire disparaître l'insaisissabilité attachée aux rentes. Or l'abandon par l'héritier des biens de la succession n'a pas eu pour but et n'a pu avoir pour effet de modifier cette situation : son seul effet a été de décharger l'héritier de ses obligations d'administrateur.

Ainsi, quoi qu'en dise la jurisprudence, le bénéfice d'inventaire n'a pu suspendre l'insaisissabilité dont sont dotées les rentes sur l'Etat.

C'est le point de départ même de cette doctrine qui est inexact tel que le formulait elle-même la Cour : « Considérant qu'il est certain que la loi n'a pas entendu autoriser les débiteurs à soustraire leurs rentes à leurs créanciers au mépris de leurs droits ; que si quelquefois ce résultat immoral se produit, c'est par un abus de la loi, abus qu'elle ne peut punir, mais qui flétrit ceux qui s'en rendent coupables ». Mais non, il faut avoir le courage de le reconnaître, la loi a fort bien entendu permettre aux créanciers de l'Etat de conserver leurs rentes malgré tous les droits de leurs créanciers, « leur accorder une situation qu'aucun autre débiteur n'est capable de leur donner », comme dit l'arrêt de Toulouse du 5 mai 1838. De deux choses l'une, ou le rentier respectera les droits de ses créanciers, et il devra renoncer au bénéfice de l'insaisissabilité, ou il l'invoquera, et cela au mépris de la morale.

On pourrait songer à ce point de vue à comparer notre principe à la prescription (1), comme elle, c'est un droit accordé à des individus non pour eux-mêmes, mais pour répondre à des préoccupations plus générales. Ceux qui invoquent l'un ou l'autre ne seront le plus souvent que des personnes peu délicates ou des administrateurs uniquement soucieux de faire valoir tous les droits de personnes dont les intérêts leur ont été confiés. Mais alors que la prescription répond à de véritables nécessités pratiques, qu'elle est la base même de la propriété terrienne, quel est aujourd'hui le besoin qui légitime l'insaisissabilité des rentes, s'il a jamais existé ?

1. V. tr. du Mans, 19 janv. 1892, D. 92, 2, 90.

Aussi s'explique-t-on fort bien les arrêts que nous venons de citer. Voici un héritier qui, grâce au bénéfice d'inventaire, réussit à s'affranchir de toutes les charges qui auraient pu peser sur lui du chef de la succession, tout en se réservant le pouvoir de profiter de l'excédent de l'actif sur le passif s'il s'en trouve, qui va même pouvoir se décharger du soin de liquider la succession, n'est-il pas juste qu'il renonce à tout ce qu'il tient d'elle dans la mesure où cela porte atteinte aux droits des créanciers. Il y avait un rapprochement à faire entre l'acceptation bénéficiaire d'une succession et la faillite du rentier et nous verrons que la jurisprudence la fit plus tard. Mais ces arrêts raisonnant uniquement sur le bénéfice d'inventaire, nous semblent avoir voulu en étendre les effets au delà du but que s'était proposé le législateur : les créanciers doivent se trouver en face de la succession dans la même situation que celle dont ils jouissaient du vivant du *de cujus*, l'étendue de leur droit de gage ne doit pas être modifiée.

Une exception était donc apportée à l'insaisissabilité, la jurisprudence oubliait que lorsqu'un principe est posé par la loi, on n'y peut admettre d'exception que lorsque les motifs mêmes qui en forment le fondement, ne se rencontrent plus. Or, ici, seules des considérations d'équité poussaient à écarter les conséquences du principe.

Succession vacante. — Une question semblable se posait en cas de succession vacante. Des créanciers avaient obtenu du tribunal de Pau, contre le curateur à une suc-

cession vacante, un jugement leur attribuant une inscription de rente. Cependant le ministre refusa le transfert et le Conseil d'Etat (19 décembre 1839) (1) lui donna raison : « en vertu de cette considération que les rentes ne peuvent pas plus être saisies sur une succession vacante que sur le titulaire lui-même ».

Ce curateur, nous le savons, a une situation assez analogue à celle de l'héritier bénéficiaire (art. 814 Code civil, 1002 Code de procédure civile), toutefois la vente des meubles n'est pas pour lui une faculté, mais une obligation, il a le droit et le devoir de les réaliser. En ce qui concerne spécialement les rentes, un avis du Conseil d'Etat du 15 septembre 1807, approuvé le 18, a déclaré applicable aux héritiers bénéficiaires et aux curateurs à succession vacante, la loi du 24 mars 1806 (2), qui permet aux tuteurs et curateurs de vendre, sans autorisation de justice, les inscriptions de rente, jusqu'à 50 francs. Mais l'insaisissabilité ne doit-elle pas disparaître ?

Je crois que pour trancher la question, il suffit de se rappeler quel but s'est proposé le législateur : il a voulu accorder une faveur aux créanciers de l'Etat « leur assurer des avantages qu'il est impossible à tout autre débiteur de leur offrir », comme a dit la Cour de Toulouse (5 mai 1838). Voilà son but et aussi sa limite. Or, si la succession est vacante, c'est-à-dire si d'une part il n'existe

1. S. 40, 2, 281, D. 40, 3, 68, D. R. p. 1365.

2. La loi du 27 février 1880 ayant abrogé la loi de 1806, la jurisprudence considère comme implicitement abrogé l'avis du Conseil d'Etat qui n'était qu'interprétatif de cette loi : Cass. 4 avril 1881, D. 81, 1, 241, S. 81, 1, 206 ; 13 août 1883, D. 84, 1, 103, S. 84, 1, 177 et la note de M. Lyon-Caen.

aucun héritier légitime connu ou qu'ils aient tous renoncé, et que, d'autre part, il ne se présente aucun donataire ou légataire universel ou successeur irrégulier, pas même l'Etat, il ne se trouve plus personne qui puisse bénéficier du privilège ; rien n'empêche plus l'application des principes généraux et le gage des créanciers doit retrouver toute son étendue. Nous ne sommes plus en présence que des créanciers, sans personne au profit de qui sacrifier leurs droits.

On peut objecter qu'un héritier peut toujours se révéler et pendant fort longtemps ; en effet il se peut que par suite de suspensions successives de la prescription, le droit de réclamer une succession dure beaucoup plus de 30 ans. Dans ce cas, en effet, cet héritier se trouvera lésé, mais ne peut-on dire que c'est par sa faute ou du moins celle de ses représentants légaux, pourquoi avoir attendu si longtemps ? Notez que le plus souvent pareille hypothèse ne pourra se produire que par suite de l'ignorance où s'est trouvé le curateur, de la personne de l'héritier et en même temps de la cause de suspension de prescription dont il bénéficiait, que par conséquent il aura cru à la réalisation de la prescription.

Cependant, nous l'avons dit, le Conseil d'Etat a admis que le curateur à succession vacante pouvait opérer le transfert des rentes. Mais si ce curateur qui n'est pas propriétaire peut disposer des inscriptions de rentes de la succession, c'est bien évidemment pour permettre la distribution du prix aux créanciers. A quoi donc sert cette insaisissabilité que veut maintenir le Conseil d'Etat ?

Nous estimons que si le pouvoir pour le propriétaire

de vendre les rentes et l'insaisissabilité de ces mêmes rentes sont indissolublement liés, parce que l'insaisissabilité est la protection du droit d'en disposer, il en doit être autrement ici, parce que le droit de disposition du curateur de la succession vacante ne lui est accordé que pour lui permettre de réaliser le patrimoine du *de cujus* et de désintéresser les créanciers héréditaires.

Réfléchissons d'ailleurs à ce qui va se produire si le curateur pour une raison quelconque se refuse à réaliser les rentes. Les créanciers ne pourront l'y contraindre, alors les agents du fisc voyant une succession, comprenant encore des valeurs après la liquidation complète, vont l'accepter au nom de l'Etat qui se trouvera avoir éteint sa dette par la confusion, sans qu'on puisse lui opposer l'article 1298, puisqu'aucune saisie n'a pu intervenir.

De toute façon l'exception que nous proposons d'apporter à l'insaisissabilité en cas de succession vacante nous paraît préférable à ce système hybride qui consiste à reconnaître au curateur le droit de disposer des inscriptions de rentes de la succession tout en conservant l'insaisissabilité. Elle se justifie en effet par cette considération que le fondement du principe a presque totalement disparu et que si, dans des cas extrêmement rares et improbables, un héritier doit se trouver lésé ; ce sera presque toujours par sa faute.

Cession de biens. — Il est cependant un cas où le rentier ne pourra se retrancher avec succès derrière l'insaisissabilité de ses rentes, nous voulons parler de la cession de biens, qu'elle soit volontaire ou judiciaire. Volon-

taire, elle est en effet un véritable contrat et les créanciers en pourront discuter les conditions, imposer la renonciation au privilège et si, par la suite, ils ne pouvaient réaliser les rentes de leur débiteur en raison de son refus, ils auront la ressource de poursuivre la résolution de leurs conventions ; par suite, au cas où, moyennant la cession, ils lui auraient fait remise du surplus de ses dettes, ils recouvreront l'intégralité de leur droit de poursuite. La cession judiciaire peut au contraire être imposée aux créanciers, mais pour en obtenir le bénéfice, le débiteur doit, aux termes de l'article 1268 Code civil, réunir trois conditions : être malheureux, de bonne foi et contraignable par corps. Or la bonne foi, quand on offre en justice la cession de biens, suppose évidemment qu'elle est faite sans restriction, qu'elle comprendra l'actif entier du débiteur, même les rentes qui normalement auraient échappé aux poursuites (*contra* Laour p. 41). Si donc le débiteur revendiquait les effets de l'insaisissabilité, il perdrait tout droit au bénéfice de la cession de biens.

Au premier abord il semble surprenant que la solution soit contraire à celle que nous avons admise pour l'héritier bénéficiaire, mais il y a une raison de traiter différemment celui qui offre en justice la cession de biens : c'est que l'héritier a le droit de n'accepter que bénéficiairement la succession de son auteur et qu'alors il n'est pas obligé *personnellement* envers les créanciers héréditaires, tandis au contraire que notre débiteur n'est pas maître d'imposer la cession de biens à ses créanciers. Le juge seul peut agréer son offre et en imposer

l'acceptation aux créanciers : son jugement constitue donc un contrat judiciaire qui doit être exécuté de bonne foi par le débiteur et cela, par une cession faite à l'audience du Tribunal (article 901 Code pr.), sous le contrôle du juge.

Jusque-là nous n'avons pas, à proprement parler, rencontré d'exception à l'application de notre principe. Il est difficile en effet de qualifier d'exception la solution admise par la jurisprudence pour le nantissement ou celle que nous venons de proposer pour la cession de biens, ce sont simplement des cas de non-application de principe par suite de la renonciation qu'a consentie le rentier au bénéfice de la loi. Quant à la succession bénéficiaire, la jurisprudence semble avoir voulu y voir un cas du même genre, une renonciation tacite par l'héritier au privilège de l'insaisissabilité, résultant de cette considération qu'il devait être de bonne foi pour réclamer le bénéfice d'inventaire. Mais nous allons maintenant nous trouver en présence d'une véritable exception, consentie par la direction de la dette publique elle-même, une exception dont l'importance devint considérable, car c'est d'elle, comme nous le verrons, que naquit le système de l'insaisissabilité relative.

Faillite (1). — Par la déclaration de faillite, le failli se trouve dessaisi de l'administration de tous ses biens,

1. La situation du commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire est la même que celle du failli : en effet si le liquidé reste saisi de l'administration de ses biens, sous la seule condition de l'assistance des liquidateurs, si les créanciers se

fallait-il appliquer cette mesure aux rentes sur l'Etat malgré leur caractère d'insaisissabilité ?

Le Conseil d'Etat (26 fructidor an^{III}) (1) imagina une distinction : si les créanciers ont réussi à mettre la main sur les rentes, le dessaisissement s'appliquera, mais si au contraire le failli est resté en possession matérielle de ses inscriptions, les créanciers ne pourront s'opposer à ce qu'il en dispose à son gré, « attendu, dit le ministre des finances en rapportant cet avis du Conseil d'Etat dans son instruction du 1^{er} mai 1819 (2), attendu que d'après les dispositions de la loi, les inscriptions doivent être considérées comme l'écu que le créancier peut saisir quand il le trouve dans la caisse de son débiteur en faillite, mais dont il ne peut arrêter la circulation, si ce débiteur infidèle le lui a frauduleusement soustrait ».

Ainsi, si les syndics ont réussi à s'emparer des inscriptions de rente, ils pourront les réaliser et en distribuer le prix. Mais cependant la faillite, qu'est-elle autre chose qu'un ensemble de voies d'exécution s'appliquant à l'universalité du patrimoine d'un commerçant ? Nous sommes donc en présence d'un cas où des rentes vont être exécutées malgré la généralité des termes de la loi de l'an VI, mais où se trouve le fondement de cette excep-

mettent en état d'union ou si le concordat contient un abandon d'actif, la liquidation sera faite par les liquidateurs conformément aux règles de la faillite, c'est-à-dire sans le concours du liquidé.

1. D. R. n^o 1161.

2. D. R. p. 1382.

tion ? Dans les dispositions de la loi, dit le ministre. Il vise sans doute le rapport de Vernier qui voulait, au moyen de l'insaisissabilité, lever tout obstacle à la libre circulation des titres de rente. Nous avons vu en effet que Vernier rêvait de voir dans les titres de rente une sorte de papier-monnaie. Mais de ce souhait, conclure que l'on puisse traiter les rentes comme le numéraire, n'est-ce pas aller un peu loin ?

Et d'autre part, quelle est donc la situation de l'argent appartenant au failli, qui ne se trouve pas dès l'abord placé sous les scellés ? De deux choses l'une, il se trouvera aux mains du failli ou d'un tiers : dans le premier cas, le failli, s'il ne le verse pas aux mains des syndics, sera coupable de dissimulation d'actif et soumis aux peines de la banqueroute frauduleuse, et dans le deuxième, les syndics pourront toujours pratiquer une saisie-arrêt qui arrêtera la circulation des fonds.

A quoi tend donc cette assimilation des deniers et des rentes ? A permettre aux syndics de vendre les rentes du failli sur lesquelles ils auront pu mettre la main. Ce n'est pas une raison, car cette assimilation pourrait tout aussi bien se faire au cas où les titres se trouvent aux mains d'un tiers. Pourquoi enfin ne faire cette assimilation que lorsque le rentier est en faillite, le rapport de Vernier, si tant est qu'il signifie quelque chose, ne contient pas le principe de cette distinction.

Pourquoi, en second lieu, avoir limité l'exception au cas où les titres sont tombés aux mains des syndics, et n'avoir pas poursuivi l'assimilation jusqu'au bout ? Parce qu'alors il aurait fallu avoir recours à une saisie. Cette

limitation nous explique donc comment le Conseil d'Etat a pu admettre cette exception : il s'est refusé à voir dans l'institution de la faillite ce qu'elle est en réalité, un ensemble de mesures d'exécution s'appliquant à l'universalité d'un patrimoine. Voilà la raison apparente qui fit adopter cette exception, mais la véritable, la seule, fut qu'on se rendait compte, ainsi que cela fut vérifié plus tard, qu'elle était de toute nécessité.

De tout cela, ce qu'il est intéressant de retenir, c'est que le Conseil d'Etat et le Trésor, qui sont encore les défenseurs acharnés de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'Etat contre les tentatives répétées de la jurisprudence, ont été les premiers à la tempérer d'une exception.

Cependant, les tribunaux ont tout d'abord refusé de suivre dans cette voie l'autorité administrative. On en peut être surpris, mais il semble qu'on en puisse trouver les raisons dans l'espèce même qui a fait l'objet des deux décisions que nous trouvons sur ce point : Paris, 30 juillet 1853, et sur pourvoi, Req., 8 mai 1854 (1).

La voici : Un sieur G... avait été déclaré en faillite. Au cours des opérations de la faillite, il lui échut une succession qui comprenait un titre de rente et G... parvint à en disposer malgré les syndics, au moyen d'un certificat de propriété ne mentionnant pas son état de faillite que lui délivra un notaire. De là une action en responsabilité formée par les syndics contre le notaire. Il s'agissait donc plutôt d'apprécier quel préjudice pouvait

1. Paris, D. 54, 2, 70, Cas. req., D. 54, 1, 146, S. 54. 1. 309.

résulter de la faute professionnelle commise par le notaire, que de dégager les conséquences plus ou moins injustes que pouvait entraîner l'insaisissabilité à l'égard des créanciers de la faillite. Les juridictions saisies se trouvaient en présence d'un principe universellement admis dont les effets n'apparaissaient qu'au second plan, et elles n'avaient pas à tenir compte d'une jurisprudence qui n'existait pas encore, puisque la question n'avait pas jusque-là été soumise aux tribunaux judiciaires. Aussi ont-elles tiré du principe cette conséquence : les rentes étant soustraites au gage des créanciers, qu'importait à ceux-ci que l'acte du notaire eût constitué une faute professionnelle, puisqu'elle ne leur avait pas été dommageable, ils n'avaient point intérêt à le critiquer, partant point d'action pour le faire.

En décidant ainsi que « le principe qui soustrait les rentes sur l'Etat à toute espèce de mainmise de la part des tiers, n'est pas modifié par l'état de faillite du propriétaire de la rente », la Cour de cassation n'avait pas envisagé les suites que pouvait avoir sa doctrine. Elle avait été imprudente, on le lui fit bien voir. Armés de cet attendu, de nombreux commerçants, menacés par la faillite, réalisèrent leurs biens en rentes et réussirent à frustrer leurs créanciers, si bien que des réclamations se produisirent et que la Cour de cassation fut amenée à se déjuger moins de cinq ans plus tard.

Nous sommes arrivés ainsi jusqu'à l'arrêt de Lyon qui, le premier, va oser soutenir que les oppositions prohibées par la loi de l'an VI sont uniquement celles qui pourraient être pratiquées aux mains du Trésor, que

l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat n'est que relative. Avant d'aller plus loin, résumons l'œuvre de la jurisprudence pendant cette première époque.

Nous avons admis que le législateur avait entendu doter les rentes sur l'Etat d'une insaisissabilité absolue, mais que cette insaisissabilité ne constituant qu'une faveur faite aux créanciers de l'Etat, ceux-ci y pouvaient renoncer, en d'autres termes, qu'elle n'était pas d'ordre public. Quel a été le système de la jurisprudence ?

Si l'on excepte les quelques premiers jugements intervenus sur la question, la jurisprudence s'est conformée d'une manière générale à la doctrine du Trésor et du Conseil d'Etat, et nous avons vu qu'elle a poussé le système même au delà de ses plus extrêmes limites : la question des caisses d'épargne, l'arrêté du ministre du 6 juin 1840.

Sur la question du séquestre, la jurisprudence a fait une distinction fondée et recherché si la demande était faite par un individu prétendant à un droit de propriété ou par un créancier, sans avoir égard aux termes sous lesquels il cherchait à couvrir le véritable objet de son action, l'attribution à son profit des rentes de son débiteur.

La jurisprudence a reconnu avec nous, sans pour cela porter atteinte à l'insaisissabilité absolue, que les rentes étaient susceptibles d'être données en gage et réalisées à l'échéance par le créancier à défaut de paiement.

Cependant, en cas de faillite, le Trésor permet aux syndics de réaliser les rentes du failli lorsqu'il les trouve sous les scellés. Mais la jurisprudence a refusé

d'admettre cette demi-exception qui n'est pas inscrite dans la loi et ne se justifie que par des raisons d'équité. S'il fallait en effet consulter l'équité, ne serait-ce pas en effet l'existence du principe entier qui serait en jeu ?

La mort du rentier ne saurait porter atteinte à l'insaisissabilité des rentes. En vain, le tribunal de la Seine tente de l'écarter en oubliant le principe de la saisine ; son jugement est brutalement réformé par la Cour de Paris, et une autre chambre du même tribunal lui fait assez durement la leçon.

Nous n'avons pas à revenir sur l'influence du bénéfice d'inventaire sur l'insaisissabilité, constatons seulement que, sur ce point, la jurisprudence a réussi à apporter un correctif au principe, et que le système forme encore la doctrine sur cette question. Il faut cependant remarquer que l'arrêt de Paris de 1855 ne s'est pas placé dans la même disposition d'esprit que le législateur de l'an VI : suivant lui, la loi n'a pu vouloir « autoriser les débiteurs à soustraire leurs rentes à leurs créanciers », alors que nous savons que tel a été précisément son but. Il ne heurte pas de front l'insaisissabilité absolue, mais cet arrêt est cependant le précurseur direct de la nouvelle théorie qui argumentera de la même façon.

Enfin, faut-il considérer comme une exception à l'insaisissabilité le droit accordé par le tribunal de Pau au curateur à une succession vacante, d'attribuer les inscriptions de rente aux créanciers ? Nous ne connaissons pas les motifs de ce jugement, mais à notre point de vue ce n'est pas, à proprement parler, une exception, car,

dans cette hypothèse, quoi qu'en ait pu dire le Conseil d'Etat, l'insaisissabilité demeure sans fondement. C'est d'ailleurs la seule exception qu'il nous semble possible d'admettre.

En résumé, la jurisprudence a accepté l'insaisissabilité absolue et les efforts qu'elle a parfois tentés pour échapper à quelques-unes de ses conséquences, en sont le plus sûr garant, et nous pouvons même dire que pendant cette première période, les tribunaux se sont montrés plus fidèles à l'insaisissabilité absolue que le Trésor et le Conseil d'Etat : n'ont-ils pas repoussé l'exception que ces derniers proposaient en matière de faillite.

DEUXIÈME PARTIE

La lutte de 1859 à 1894

Un demi-siècle s'est écoulé depuis l'an VI et la France est sortie depuis longtemps de la crise financière qui avait suivi la chute de l'ancien régime. Le budget de 1856 venait pour la première fois depuis bien des années, malgré le service des emprunts, de présenter un équilibre réel des dépenses et des recettes.

Mais pendant toute cette période, l'emprunt public avait été le grand expédient auquel tous les gouvernements successifs avaient eu recours. La dette publique perpétuelle qui en l'an VI s'élevait à 86 millions, représentant un capital de 1.720 millions, formait en rentes 4 1/2, 4 et 3 o/o un total de 359.954.895 fr. représentant un capital de plus de 10 milliards.

Malgré cet accroissement énorme de la dette nationale, le crédit de l'Etat était allé sans cesse se fortifiant et la faveur accordée aux rentes était telle que deux conversions avaient pu être réalisées, l'une par la loi du 1^{er} mai

1825 (conversion facultative), l'autre par le décret du 16 mars 1852 (conversion forcée). Les raisons qui avaient donné naissance à l'insaisissabilité avaient donc disparu. Pourquoi lorsque chaque emprunt à peine émis, était aussitôt couvert, pourquoi chercher encore à attirer la faveur des capitalistes par un privilège qui se résolvait toujours par des atteintes à l'équité ? On comprend donc qu'une réaction se soit produite contre ce privilège exorbitant, que chacun avait facilement accepté jusqu'alors, en considération des motifs d'intérêt général dont on l'appuyait.

Deux moyens vont être employés par la jurisprudence pour attaquer notre principe : lui apporter des exceptions d'une part, de l'autre, chercher à le modifier dans sa nature même. Malheureusement elle divisa ses forces en rendant pendant près de 40 ans les décisions les plus diverses, les plus opposées qui s'affaiblissent les unes les autres et retardent la victoire. Il faut le déplorer, car il y a tout lieu de croire que si le mouvement s'était dessiné d'une façon plus ferme et plus générale, il aurait entraîné une réforme législative ou tout au moins la confirmation des principes en termes plus nets que ceux du texte de la loi de l'an VI.

La question de la faillite fut l'occasion de l'apparition du système de l'insaisissabilité relative, et elle présente en outre un intérêt considérable pour la façon dont elle réagit sur toutes autres faces du problème. Admise comme une exception nécessaire par les partisans de l'insaisissabilité absolue, on ne tarda pas à s'armer d'elle pour chercher des analogies et tenter d'introduire de nouvelles

exceptions, partout elle revient dans la discussion, qu'on l'admette ou qu'on la réforme. Ce fut en quelque sorte la maille rongée qui emporta tout l'ouvrage. Aussi est-ce par son étude que nous commencerons cette deuxième partie.

CHAPITRE PREMIER

Les modes de liquidation générale du patrimoine et le nantissement

On se rappelle que le ministre dans son instruction du 1^{er} mai 1819, s'inspirant de deux décisions du Conseil d'Etat, avait permis aux syndics de disposer des inscriptions de rente du failli à la condition qu'ils aient pu mettre la main sur elles, puis que la Cour de cassation en 1854 avait rejeté cette distinction pour décider que le dessaisissement de la faillite ne pouvait s'appliquer aux rentes. On vit bientôt les conséquences de ce système : des commerçants, sur le point d'être mis en faillite, se hâtaient d'écouler leurs marchandises et achetaient de la rente, de telle sorte que la faillite n'avait plus aucune prise sur eux et que leurs créanciers se trouvaient réduits à l'impuissance. De nombreuses protestations s'élevèrent et la Cour suprême se vit contrainte de modifier sa doctrine en confirmant un arrêt de la Cour de Lyon appliquant le dessaisissement aux rentes sur l'Etat.

Il fallait trouver un moyen de permettre aux syndics de mettre la main sur les rentes et de les réaliser. Mais

comment cela ? allait-on attaquer le principe dans son existence même, ou seulement lui apporter une exception ne concernant que la faillite ?

« Attendu, dit le tribunal de Lyon, que ce n'est pas seulement en cas de succession ou de pétition d'hérédité que le transfert peut s'opérer par autorité de justice. » Voilà tout d'abord qui n'est pas exact : quand il s'agit d'un transfert entre vifs, à titre onéreux, la question est tranchée par l'art. 3, de la loi du 28 floréal an VII, il faut la signature du rentier ; quant à l'art. 6, s'il parle de transferts opérés sur jugement il s'occupe uniquement des mutations par suite de succession, testament ou donation, il ne s'agit donc uniquement que de jugements attributifs de propriété, ce qui ne peut être le cas en matière de faillite. Le tribunal cherche à appuyer son système d'un argument d'analogie : si un voleur convertit en rentes le produit de son vol, on peut attribuer l'inscription à la victime à titre de réparation. Il doit en être de même en cas de faillite où les détournements opérés au préjudice de la masse constituent un délit. Mais c'est surtout à titre de répression, qu'on traitera ainsi le voleur ; la situation du failli n'est pas la même : Les créanciers ont eu le tort d'avoir confiance en lui ; en achetant de la rente, s'il leur a causé préjudice, il n'a fait qu'user de son droit et profiter de la faveur de la loi ; d'ailleurs le code de commerce organise une sanction spéciale contre le failli de mauvaise foi, c'est la banqueroute, mais les rentes sont définitivement hors de la portée des créanciers.

« Attendu, dit-il en deuxième lieu, que les syndics qui

pourraient se faire attribuer l'inscription de rente acquise par le failli, ne peuvent, à plus forte raison, être contraints de relâcher le titre ». Il ne tient donc aucun compte de l'arrêt de 1854, mais seulement de l'ancienne pratique du Trésor. Et ce motif aurait suffi à motiver le jugement, mais il fallait aller plus loin ; le Trésor ne permettait la vente par les syndics que lorsqu'ils avaient pu mettre la main sur les titres, et cette distinction n'était pas justifiée, pourquoi dans ce cas seulement écarter le privilège ?

« Attendu qu'il n'est pas question au procès d'une opposition signifiée par les syndics aux agents du Trésor, acte que la loi a prohibé en vue de débarrasser la comptabilité nationale des difficultés que lui créait autrefois la faculté laissée aux tiers de paralyser les transferts et le paiement des arrérages par des oppositions ; qu'il s'agit seulement pour les syndics de n'être pas dépossédés d'un titre de rente dont ils se sont nantis... ». N'est-ce pas là l'apparition du système de l'insaisissabilité relative : la loi a voulu dégager de toute entrave la comptabilité nationale, ce ne sont donc que les oppositions aux mains du Trésor qui sont prohibées. Voilà l'idée qui va faire son chemin, être retenue par des décisions de plus en plus nombreuses et aujourd'hui triompher presque unanimement dans la jurisprudence.

Et cette déclaration de principe est d'autant plus caractéristique qu'elle n'était pas absolument nécessaire en l'espèce pour donner raison à la justice. Il s'agissait de rentes qui avaient été données en nantissement par le failli, mais sur lesquelles les syndics avaient réussi à

mettre la main en désintéressant le créancier nanti. Par suite, outre qu'ils se trouvaient saisis et en position d'invoquer la pratique du Trésor, ils pouvaient avec raison se dire subrogés aux droits du créancier nanti au profit duquel le failli avait renoncé au bénéfice de son privilège.

Enfin il ne fallait pas oublier que le mouvement était provoqué par les plaintes qui s'élevaient contre les manœuvres des commerçants de mauvaise foi : « Attendu qu'admettre la prétention du demandeur serait offrir un encouragement funeste à la mauvaise foi ». C'est une préoccupation qui va devenir de plus en plus fréquente pour la jurisprudence, à mesure que les rentes se multipliant toujours, offraient un plus vaste champ aux opérations des gens peu scrupuleux et habiles à profiter des points faibles de la loi.

Le failli interjeta appel de ce jugement et la Cour de Lyon rendit, le 19 juin 1857, l'arrêt suivant (1) :

« Considérant que les lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII ont eu pour objet de débarrasser la comptabilité nationale de difficultés incessantes et de faciliter à la fois le service des rentes et le transfert des titres, mais qu'il n'est point entré dans l'intention du législateur de créer une nature particulière de biens jouissant d'un privilège exorbitant ;

« Considérant que l'effet du jugement déclaratif de faillite a été de dessaisir B.. de l'administration de tous

1. S., 60, 1, 148, note de Dutruc, D. 59, 1, 145, D. R. n° 1161, *Journal du Palais*, 59, 545, note de Labbé, *Gazette des tribunaux*, 7 juin 1860, note de Mollet.

ses biens sans exception ; que c'est avec raison que les syndics ont compris dans les biens dont le dessaisissement a été opéré, le titre... ; que si le système présenté par B... était consacré par la jurisprudence ou par la loi, il conduirait aux plus funestes conséquences, puisque d'une part il serait interdit aux tuteurs, curateurs, séquestres judiciaires et syndics de faillite de comprendre dans leur administration les rentes appartenant aux mineurs, interdits, absents, faillis et gens frappés d'une incapacité partielle ou absolue ; que d'autre part un encouragement dangereux serait offert à la mauvaise foi et aux détournements frauduleux ».

On le voit cet arrêt abonde entièrement dans le sens du jugement attaqué et se borne à reproduire ses arguments, mais d'une façon plus doctrinale, en faisant plus abstraction des circonstances de fait de la cause. Il se place au-dessus de la seule hypothèse de la faillite et décide qu'en aucun cas l'insaisissabilité absolue ne peut et ne doit s'appliquer. Mais il est difficile de comprendre pourquoi elle ferait obstacle à l'administration d'un tuteur ou curateur, en dehors de toute exécution forcée poursuivie par les créanciers : les tuteurs, à l'encontre des syndics, ne représente què l'incapable et celui-ci n'est pas dessaisi de la possession de ses biens comme le failli. Quant au séquestre nous avons vu qu'il fallait distinguer suivant qu'il était nommé à la requête de créanciers ou de personnes prétendant sur les rentes un droit de propriété.

La Cour de cassation à son tour fut saisie et, tout en confirmant l'arrêt au fond, elle reconnaît encore l'insai-

sissabilité absolue, mais lui apporte une exception en ce qui concerne la faillite (1).

« Attendu qu'aux termes des lois de l'an VI et de l'an VII, les rentes sur l'Etat sont insaisissables ; mais qu'autre chose est la saisie ou l'opposition dont ces rentes sont affranchies, autre chose la main mise qui succède à l'égard du failli à son dessaisissement de l'administration de tous ses biens sans exception.

« Que cette main mise peut sans doute, selon les exigences de la liquidation de la faillite, être suivie de l'aliénation des rentes sur l'Etat dépendant de l'actif ; mais qu'alors c'est au nom du failli et comme ses mandataires légaux que procèdent les syndics, sans porter en conséquence aucune atteinte aux règles de comptabilité et de crédit public qui ont fondé les dites lois...

« Que l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi ».

Ainsi la Cour suprême n'osait aller aussi loin que la Cour de Lyon, et rejeter l'insaisissabilité absolue, mais on sent qu'elle cherche un biais pour l'écarter. Pour cela elle imagine de voir dans le syndic un mandataire légal du failli qui comme tel exerce tous les droits dont jouissait le failli : avec la seule autorisation du juge commissaire et malgré l'opposition du failli lui-même, il doit pouvoir aliéner les rentes.

Cette théorie est fort critiquable, en quoi le dessaisissement diffère-t-il tant de la saisie ? comme elle il est une voie d'exécution forcée, et c'est seulement en ce qu'il porte sur le patrimoine entier et en ce qu'il a fallu assurer

1. 8 mars 1859, mêmes références.

une égale répartition entre des créanciers souvent fort nombreux, qu'il peut s'en distinguer, mais sa nature est la même, c'est la mise en œuvre du principe qui fait du patrimoine entier le gage commun des créanciers.

Remarquez d'ailleurs que si cette distinction était juste, il serait inutile de chercher à expliquer par d'autres raisons les pouvoirs que l'on veut reconnaître aux syndics : s'il n'est pas une voie d'exécution, pourquoi soustraire les rentes au dessaisissement, c'est-à-dire à l'administration des syndics ?

Aussi la Cour a-t-elle cherché autre chose : le syndic est le représentant à la fois des créanciers et du failli et en cette dernière qualité va pouvoir opérer le transfert des inscriptions de rentes comprises dans l'actif de la faillite. Mais est-ce bien exact ? Oui, le syndic représente la masse et le failli quand leurs intérêts sont semblables, mais n'est-il pas surtout le mandataire des créanciers, chargé de réaliser en leur nom le patrimoine du failli ? Par suite quand les intérêts de ces divers mandataires sont en opposition, c'est sa qualité de représentant des créanciers qui doit l'emporter. Mais n'est-ce pas comme représentant des créanciers eux-mêmes mis aux droits du failli, qu'il liquide le patrimoine de celui-ci ? D'ailleurs comment dire qu'il peut agir au nom et pour le compte du failli quand ce dernier s'oppose formellement et catégoriquement à l'acte qu'il se propose d'accomplir, n'est-ce pas au contraire en désaccord complet avec la théorie même du mandat ?

Aussi ce système fut-il unanimement critiqué par la doctrine : M. Dutruc dans Sirey, M. Mollot dans la *Gazette*

des Tribunaux, M. Labbé dans le *Journal du Palais*, le Répertoire de Dalloz, etc. Cependant M. Labbé, tout en critiquant l'argumentation, applaudit à la solution et un des premiers soutient l'insaisissabilité relative : l'insaisissabilité ne serait, selon lui, qu'une contre-vérité parvenue à s'ériger en axiome par suite de la trop grande facilité avec laquelle chacun l'aurait admise. Nous avons dit au début de cette étude quel était notre avis. Le législateur, s'il s'est mal exprimé, n'en a pas moins voulu accorder, un privilège général au rentier : il y était poussé par des considérations actuelles qui fort heureusement n'ont pas tardé à disparaître, et dont la disparition aurait dû entraîner celle du privilège inscrit dans la loi.

Ainsi la Cour de cassation était revenue sur son premier système, et tout en reconnaissant encore le principe de l'insaisissabilité elle y apportait une exception. Et en cela elle allait plus loin que le Conseil d'Etat et rejetait la distinction que celui-ci faisait, suivant que les syndics avaient pu ou non mettre la main sur les rentes du failli. Cette distinction qui ne se justifiait pas en effet dans le système du Conseil d'Etat, ne se comprenait plus du tout avec la théorie qui voulait voir dans le syndic un mandataire du failli habile à exercer tous ces droits.

Il est un moyen auquel la jurisprudence ne semble pas avoir songé et dont elle avait déjà usé à l'égard de l'héritier bénéficiaire. C'est un moyen de contrainte indirecte qui, peut-être, aurait suffi à écarter toute difficulté en matière de faillite. De même que la jurisprudence menaçait l'héritier de la déchéance du bénéfice d'inventaire, s'il se refusait à réaliser les rentes de la

succession, n'aurait-elle pu menacer de la banqueroute frauduleuse, le failli qui n'aidait pas les syndics à mettre la main sur ses inscriptions de rente ; n'est-ce pas en effet un véritable détournement d'actif tombant sous le coup de l'article 591 Code civil et entraînant par suite une condamnation aux travaux forcés à temps pour banqueroute frauduleuse (C. p. 402) ? En effet, la faillite est un bénéfice qui n'est accordée qu'au commerçant malheureux et de bonne foi. Sa situation est donc absolument semblable à ce point de vue à celle de l'héritier bénéficiaire : si ce dernier, d'après la jurisprudence, ne peut être considéré comme étant de bonne foi, quand il se refuse à réaliser les rentes de la succession, n'en faut-il pas dire autant du failli qui oppose le même refus à ses syndics. Dans les deux cas, les créanciers reprennent sur le patrimoine entier du rentier toute l'étendue de leurs droits qu'ils avaient perdue dans le cas de bénéfice d'inventaire ou à laquelle ils avaient peut-être renoncé pour partie dans le cas de concordat. On peut donc s'étonner que la jurisprudence n'ait pas pensé à utiliser ce moyen de contrainte indirecte, de contrainte morale qui ne tombait pas sous le contrôle de l'autorité administrative.

Mais nous avons dit combien cette doctrine était critiquable, aussi cet arrêt ne réussit-il pas à fixer la jurisprudence, trois systèmes restent en présence et inspirent des décisions : l'insaisissabilité absolue avec ou sans exception et l'insaisissabilité relative.

Tout d'abord, nous trouvons un jugement de la Seine (20 novembre 1869) qui se conforme à la doctrine de la

Cour suprême, mais le 9 avril 1878 la Cour d'Orléans proclame l'insaisissabilité relative (1).

Cet arrêt est extrêmement curieux, peut-être unique dans son raisonnement.

En effet, la généralité des décisions qui admettent l'insaisissabilité relative, n'y veulent voir qu'une mesure propre à faciliter la comptabilité du Trésor et écartent au contraire le plus important des motifs donnés lors du vote de la loi de l'an VI, l'intérêt même du crédit public. En cela, elles considèrent la loi non plus dans son histoire, mais uniquement au point de vue actuel : le crédit de l'Etat n'a pas besoin d'une semblable faveur, il ne peut donc plus être la cause de notre principe. Au contraire, la Cour d'Orléans reconnaît un double fondement de l'insaisissabilité, le crédit de l'Etat et un intérêt d'administration financière, mais elle déclare d'autre part que ces motifs ne suffisent pas à donner au texte la portée qu'on lui avait jusque-là accordée.

« Attendu que les rentes ne sont pas insaisissables de leur essence ; que la loi du 8 août 1793.... ; que si pour favoriser le crédit de l'Etat, et dans un intérêt d'administration financière, les lois de l'an VI et de l'an VII ont déclaré que ..., il ne ressort ni du texte ni des motifs de ces lois pris dans leur ensemble que le législateur ait entendu imprimer à ces valeurs, devenues aujourd'hui l'un des principaux éléments de la richesse publique, un caractère d'insaisissabilité absolue, et

(1) S. 78, 2, 183, D. S., n° 773.

conférer aux titres ce privilège exorbitant de les voir, même en cas de faillite, échapper à toute atteinte, même de la part des créanciers les plus légitimes. — Attendu que ramenées à leur véritable signification et renfermées dans leur cadre, les dispositions de ces lois ne sont donc pas inconciliables avec l'article 443 du Code de commerce ; et il faut reconnaître que par l'effet du dessaisissement prononcé contre le failli par cet article, les titres de rentes échus dans le patrimoine d'un débiteur, soit avant l'ouverture de sa faillite, soit durant le cours de cette faillite et avant la cessation de cet état, tombent dans l'actif devenu le gage commun des créanciers, et cela, sans que ces derniers aient besoin de recourir à la voie d'action prohibée par les lois de l'an VI et de l'an VII ».

On le voit cet arrêt, sans entamer aucune discussion des termes employés par Vernier dans son exposé des motifs de la loi, sans chercher par des arguments d'analogie à justifier une interprétation nouvelle des textes, cet arrêt se borne à affirmer avec sérénité que le principe de l'insaisissabilité absolue n'est pas inscrit dans la loi, bien différent en cela de certaines décisions postérieures moins hardies que nous verrons entreprendre des dissertations ardues pour soutenir leur opinion.

Cependant, l'insaisissabilité absolue conservait encore des partisans :

Seine, 8 juillet 1880, cité par George et Debray (1) ;

Soissons, 26 janvier 1881 ;

Digne et Aix, 31 juillet 1882 (2) ;

1. *Manuel des transferts*, n° 322.

2. S. 84, 2, 110, D. 84, 2, 94, D. S. n° 774.

Rouen, 6 mars 1888 (1);

Seine, 26 juin 1888 (2).

Devant le tribunal de Digne (19 déc. 1881), les syndics d'une faillite, pour revendiquer contre les héritiers du failli des rentes qui lui étaient échues au cours de la faillite, argumentaient de l'arrêt de cassation de 1859. Cependant, le tribunal refusa de se ranger à la doctrine de la Cour de cassation : la loi de l'an VI est une loi spéciale, dérogeant par conséquent aux articles 443 C. com. et 2092 C. civ. et ses termes sont trop généraux pour permettre la distinction qu'a voulu introduire cet arrêt, suivant que le débiteur est ou non commerçant; cet arrêt, de plus, est isolé et en contradiction aussi bien avec la jurisprudence qu'avec la doctrine du Conseil d'Etat; enfin, l'exposé des motifs de Vernier éclaire suffisamment le texte.

La Cour d'Aix, 31 juillet 1882, se rangea au même avis, pour une double raison. Tout d'abord, la faillite n'est qu'un ensemble de mesures conservatoires et de mesures d'exécution; les syndics ne peuvent argumenter de ce que leur revendication n'est qu'une mesure conservatoire, car celle-ci ne peut être qu'un acheminement à une mesure d'exécution, il s'ensuit que là où les mesures d'exécution sont prohibées, il en doit être de même des mesures conservatoires. Le législateur a eu surtout pour but de favoriser le crédit de l'Etat, motif trop absolu pour permettre cette distinction.

En deuxième lieu, on ne peut admettre, comme le

1. D. 88, 2, 291, Pand. fr. 88, 2, 278, *la Loi*, 2 septembre 88.

2. *Ann. de droit commercial*, 88, 1, 158.

propose la Cour suprême, que la qualité du syndic de mandataire du failli lui permette d'accomplir des actes contraires à l'intérêt de son mandant. En un mot, la Cour reprend les critiques que M. Mollet avait adressé à l'arrêt de 1859.

En réponse à ces décisions, voici un jugement de la Seine, 26 février 1885, confirmé par la Cour de Paris, 19 janvier 1886 (1), qui adopte le système de la Cour de cassation. Mais ces juridictions avaient connaissance des critiques qu'il avait soulevées, aussi s'attachent-elles à le développer et à le défendre.

Suivant le tribunal de la Seine, il semble que si le syndic est mandataire du failli, c'est en quelque sorte par délégation du juge-commissaire, et c'est ce qui expliquerait qu'il peut agir malgré la volonté formelle du failli. La loi lui a conféré le pouvoir de se mettre en possession de tous les biens du failli et n'a fait aucune distinction.

Mais on peut se demander à quoi tend ce beau raisonnement ? Est-ce à soutenir l'exception formulée par l'arrêt de 1859 ? Non pas ; en effet, dans sa deuxième partie, le tribunal juge « que l'action du syndic ne nécessite aucune opposition au Trésor ; qu'ainsi l'exercice de son mandat ne viole aucune disposition des lois de l'an VI et de l'an VII ». Ainsi, il adopte, mais sans le discuter, le système de l'insaisissabilité relative, et rend superflue toute la première partie de son jugement. De quelles décisions de jurisprudence peut-il s'appuyer, à moins qu'il ne s'inspire

1. D. 86, 2, 233, S. 87, 2, 1 note de Labbé, D. S. n° 773, J. des valeurs mobilières, 85, 167.

directement de la doctrine de M. Labbé. Je crois qu'il en faut surtout tirer la raison des considérations morales qui forment la troisième partie du jugement et qui vont préoccuper de plus en plus la jurisprudence.

Ce que le tribunal n'avait pas fait, fut l'œuvre de la Cour de Paris, qui, après avoir invoqué l'équité, la possibilité du nantissement, s'être appuyée de l'arrêt de 1859, rappelle le principe de l'interprétation restrictive des lois spéciales et estime « qu'il en doit être ainsi des lois de l'an VI et de l'an VII dont le texte précis et le sens littéral, parfaitement clairs, se bornent à interdire dans l'intérêt du Trésor et de sa comptabilité les saisies-arrêts des rentes; qu'il suit de là que les rentes ne sont pas frappées d'une indisponibilité absolue au profit des tiers, ainsi d'ailleurs que dans la pratique les agents supérieurs du Trésor le reconnaissent en matière de gage et de faillite ».

Déjà, la Cour d'Orléans (1878) n'avait pas cru que de la combinaison de l'art. 4 de la loi de l'an VI et du rapport de Vernier, résultât l'insaisissabilité absolue qu'on avait si longtemps vue dans la loi, la Cour de Paris va plus loin : elle se trouve en présence d'un texte clair et précis, pourquoi lui faire dire autre chose que ce qu'il exprime si nettement et le compléter avec les termes d'un rapport, dont il n'est nullement certain qu'il ait voulu s'inspirer. Qu'on s'en tienne donc au texte et qu'on écarte une interprétation dont les résultats sont aussi choquants pour l'équité.

Voilà le système qui tend aujourd'hui à prévaloir en jurisprudence ; est-il exact ? Nous ne le croyons pas. En effet, Vernier, dans son rapport, exposait les motifs qui

poussaient le Conseil des Cinq-Cents à proposer la loi, les besoins auxquels elle devait répondre, les députés avaient déposé un mémoire dans ce sens, comment croire que la loi votée se soit proposée un autre but, qui tout au moins à cette époque, ne devait pas avoir une bien grosse importance, un intérêt de comptabilité financière. C'est bien peu probable.

M. Labbé qui, en 1859, dans la *Gazette du Palais* (1), avait applaudi à l'arrêt de la Cour de cassation, tout en critiquant le moyen tiré du double mandat des syndics, a profité de cette nouvelle occasion pour combattre dans une note du Sirey l'insaisissabilité absolue et développer un système que nous ne saurions admettre, en tant du moins que l'expression de la volonté du législateur.

Avec l'arrêt de Rouen (6 mars 1888), nous revenons à la théorie de l'insaisissabilité absolue et il invoque non seulement l'exposé des motifs de la loi de l'an VI, mais la discussion de la loi du 24 mai 1842 (sur la saisie des rentes autres que les rentes sur l'Etat), et la loi des 11-12 juin 1878. Or « les articles 2093 Code civil et 443 Code civil n'ont pu déroger à une prescription d'ordre public », le dessaisissement ne peut donc porter sur les rentes. Cette doctrine serait absolument exacte, si la cour n'avait eu la mauvaise et inutile inspiration de déclarer d'ordre public un principe qui, nous l'avons vu, ne peut pas l'être, et cela bien inutilement, car ne suffisait-il pas de dire que notre matière étant exceptionnelle, seul un texte formel y pouvait apporter une exception.

Cependant cet arrêt, malgré cette déclaration de principe, s'incline devant l'autorité de la cour de cassation et semble consentir à admettre l'exception, mais ramenée à de justes limites. En effet la cour de cassation se fondait, sur l'idée du double mandat conféré aux syndics, mais il ne fallait pas se trop hâter de généraliser et de dire que dès qu'il y avait faillite, le privilège attaché aux rentes devait disparaître, encore fallait-il que le failli fût en possession de son inscription. C'est pourquoi, dit la cour, le syndic ne pouvait invoquer la jurisprudence (il revendiquait des rentes données en gage par le failli avant le jugement déclaratif, mais dont le Trésor n'avait opéré le transfert que postérieurement) « le titre de rentes a été donné en gage et n'est pas resté en la possession du failli ; le syndic ne saurait agir qu'au nom des créanciers, puisqu'il invoque le prétendu défaut d'une formalité, transfert ou signification, qui était exigée seulement au regard des tiers et non au regard du failli ». Il eût donc fallu recourir à une saisie.

De la même façon statuait aussi le tribunal de la Seine 20 mars 1893 (1) : il adopte à regret l'exception. « Attendu que dans les cas où des rentes se trouvent dans le patrimoine d'un failli, dessaisi de l'administration de ses biens, mais dans ce cas seul, il a été admis que la rente pouvait être vendue par autorisation de justice au profit de la masse créancière ; mais que, lors même que l'exception paraîtrait justifiée par la transformation et l'amélioration du crédit de l'Etat qui se sont opérées

depuis la confection des lois de l'an VI et de l'an VII, il n'y a pas lieu en l'espèce de s'en préoccuper. »

L'unité était donc loin d'être réalisée et nous pouvons même dire que les quelques tribunaux qui s'étaient cru obligés de se ranger à l'avis de la cour suprême ne l'avaient fait que malgré eux et pour se mettre à couvert d'une cassation possible. C'est le cas de nos deux dernières décisions et du jugement de la Seine, du 20 novembre 1869. Quant aux autres, les unes comme celles de la cour de Paris (19 janvier 1886) et de la cour d'Orléans (9 avril 1878) vont hardiment de l'avant dans la nouvelle direction indiquée par la cour de Lyon, les autres se retranchent derrière la rigidité des principes et restent fidèles à l'ancienne jurisprudence (Digne, Aix).

Cependant le premier pas était fait, ce n'était plus une décision isolée qui avait admis la théorie de l'insaisissement relative, et les trois systèmes se trouvaient soutenus par des partis importants de la doctrine. On peut même remarquer que la majorité des auteurs se montre favorable à l'insaisissabilité relative ; c'est qu'en effet ceux-ci moins que les tribunaux se trouvent liés par la loi, que plus facilement ils la dominent du haut de leurs spéculations plus abstraites que des jugements, qu'il leur est plus aisé de conseiller le législateur.

Pourtant beaucoup de tribunaux se bornent à se conformer à la doctrine de la cour de cassation et admettent qu'en cas de faillite il y a lieu d'apporter une exception au principe de l'insaisissabilité absolue. C'était dangereux, car c'était arbitraire et une fois entré dans cette voie, on ne sait plus quand on pourra s'arrêter, une ex-

ception entraîne l'autre et d'analogie en analogie, on finit par s'apercevoir qu'on s'est laissé entraîner trop loin et qu'il n'est plus possible de retourner en arrière. Cela est d'autant plus vrai que la cause de l'exception se trouvait dans les considérations pratiques d'équité qui se présentaient partout avec une égale force, chaque fois que l'insaisissabilité était invoquée.

C'est en effet ce qui se produisit et nous allons voir les juridictions qui se refusent à admettre l'insaisissabilité relative, entraînées d'abord à créer de nouvelles exceptions quand elles se trouveront en présence de situations analogues à celle de la faillite, tel sera notamment le cas du bénéfice d'inventaire, même celui de la déconfiture de l'héritier et du légataire ; puis à condamner la théorie même de l'insaisissabilité absolue. Et nous remarquons que dans cette recherche la jurisprudence s'occupe de trouver des analogies avec la situation du failli, mais oublie complètement que pour admettre cette exception elle avait dû s'autoriser d'une fiction et que cette fiction bien spéciale à l'hypothèse de la faillite, ne pouvait servir à justifier de nouvelles exceptions.

La plus frappante des analogies qui pouvaient se présenter est bien celle de la succession bénéficiaire qui comme la faillite est un cas de liquidation du patrimoine. L'héritier en effet est en quelque sorte revêtu du mandat des créanciers du *de cujus* pour réaliser les biens qui formaient leur gage, semblable à un syndic. Cependant il y a entre eux cette différence capitale, qu'il est en même temps le syndic et le failli, plus exactement le successeur du failli ; il est propriétaire, et nous avons vu

qu'il pouvait se refuser à vendre les rentes de la succession sans qu'on pût trouver un moyen de l'y contraindre, que la menace de la déchéance du bénéfice d'inventaire ne pouvait l'atteindre, s'il était insolvable ; que d'ailleurs on pouvait discuter la question de savoir si l'insaisissabilité ne faisait pas obstacle à ce qu'on pût exiger de lui cette vente.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence antérieure après avoir admis avec nous que le bénéfice d'inventaire ne peut en rien modifier la situation spéciale faite aux rentes, avait, pour des raisons d'équité, apporté une exception au principe de l'insaisissabilité absolue, exception qu'elle fondait sur la nature du bénéfice d'inventaire. Deux arrêts de la cour de Paris (22 novembre 1855 et 13 juin 1856) (1) consacrèrent cette règle que l'héritier bénéficiaire devait réaliser les rentes à peine de déchoir du bénéfice d'inventaire, qu'allait-on décider dans notre période de lutte ?

Nous avons déjà constaté par l'étude des décisions sur la faillite, que les considérations d'équité réagissaient de plus en plus fortement contre le principe de l'insaisissabilité absolue. Nombre d'arrêts refusent d'admettre que la loi puisse se trouver en aussi formel désaccord avec la morale. Il était donc naturel que sur un point qui présentait une aussi grande analogie avec l'hypothèse de la faillite, une exception semblable l'emportât, cet argument d'analogie venant fortifier les préoccupations morales auxquelles avait obéi la jurisprudence antérieure. En

1. 22 novembre 1855, D. 56, 2, 69 ; S. 56, 2, 237 ; 13 juin 1856 ; D. 57, 2, 194 ; S. 57, 2, 212.

effet la seule décision que nous rencontrons, un jugement du tribunal de la Seine (26 février 1885) (1), décide aussi que l'héritier bénéficiaire est tenu de réaliser les rentes de la succession.

On peut citer encore une décision de Bordeaux (11 mai 1887) (2) qui, cherchant à faire prévaloir l'insaisissabilité relative, invoque les tendances de la jurisprudence et dit qu'on ne peut objecter que les seules décisions favorables à sa théorie sont intervenues en matière de succession bénéficiaire et de faillite.

La succession vacante avait soulevé une question analogue. Nous avons vu que, pendant la première période, un jugement du tribunal de Pau (1838) avait autorisé la saisie des rentes d'une succession sur le curateur à cette succession, mais que le Conseil d'Etat avait donné raison au ministre qui refusait le transfert. Nous avons admis cependant qu'une exception semblait s'imposer à ce sujet au principe de l'insaisissabilité, parce que la raison d'être elle-même du principe ne se rencontrait plus : ici plus de rentier qui profitera du privilège de la loi, si ce n'est l'Etat lui-même qui n'est et ne peut être un rentier. C'est même, on peut le dire, l'hypothèse la plus choquante au point de vue moral, que puisse présenter notre matière. Il est donc naturel de croire que la jurisprudence, si elle avait eu à nouveau à se prononcer sur la question, n'aurait pas hésité à rejeter la doctrine du Conseil d'Etat.

1. Sous Paris, 12 janvier 1886, D. 86, 2, 233 ; S. 87, 2, 1.

2. D. 88. 3. 55.

C'est d'ailleurs ce qui semble résulter d'un arrêt de la Cour de Toulouse, 12 juin 1869 (1).

Un débiteur s'était fait consentir une quittance notariée et en échange, par un acte sous seings privés, avait cédé une inscription de rente à son créancier sans en opérer le transfert. Quelque temps après, il meurt sans héritier et le créancier réclame son inscription. Les créanciers de la succession obtiennent alors un arrêt de la Cour de Toulouse, 12 juin 1869, aux termes duquel, la loi exigeant des formalités spéciales pour le transfert des rentes, la rente dont s'agit se trouvait dans la succession et appartenait à tous les créanciers. L'acheteur forma un pourvoi et la Chambre des requêtes (5 juillet 1870) estima que l'arrêt attaqué n'avait pas décidé que le transfert d'une rente ne pouvait être opéré sur la demande d'un curateur à succession vacante, et n'avait donc pas violé la loi. C'était dire que ce curateur peut vendre, mais nous savons que le droit lui a été reconnu, par un avis du Conseil d'Etat du 15 sept. 1807, de vendre les inscriptions inférieures à 50 francs, sans autorisation de justice.

Au point de vue pratique, la question ne présente pas, il semble, une très grande importance. En effet, la conséquence du système du Conseil d'Etat, c'est que le curateur à succession vacante peut vendre, mais qu'on ne peut l'y contraindre. Supposons qu'un curateur se refuse à cette vente, son devoir, le but même de sa nomination, c'est la réalisation du patrimoine du défunt dans le but de désintéresser tous les créanciers, ceux-ci

1. Sous Cass., req. 5 juillet 1870, D. 72, 1, 71, S. 72, 1, 184.

auront donc le droit de se faire rembourser par un autre qui s'exécutera, et cette menace sera le plus souvent une contrainte suffisante, le curateur se souciant fort peu de voir lui échapper les émoluments de sa fonction. Dans tout cela, le Conseil d'Etat ne pourra rien dire ; dès lors qu'il n'y aura aucune saisie, aucun conflit ne pourra naître entre lui et l'autorité judiciaire. Voilà ce qui nous explique le silence de la jurisprudence depuis 1839 : la loi laissait place à un moyen détourné d'éviter l'application rigoureuse du principe.

Si sur ces deux questions la succession bénéficiaire et la succession vacante, la jurisprudence, peu nombreuse, s'est montrée si calme, il n'en fut pas de même au sujet du nantissement. Nous avons vu que si, dans la première période, elle avait quelques hésitations sur les formalités qu'elle devait exiger, elle admettait d'une façon certaine la possibilité de la dation en gage des rentes et cette opinion continua à régner sans conteste jusqu'à un arrêt du Conseil d'Etat de 1878 (Paris, 17 janvier 1868 ; Saumur, 22 juin 1874 et Angers, 14 mai 1875 ; Valenciennes, 16 avril 1875 et Douai, 20 déc. 1875) (1).

Le tribunal de Valenciennes, et après lui la Cour de Douai, avaient jugé que la preuve résultait de la correspondance des parties, que trois titres de rentes avaient été donnés en gage, et, par suite, ils autorisaient les créanciers à les faire vendre. Le ministre leur en refusa le transfert et le conflit fut déféré au Conseil d'Etat.

1. Paris, 17 janv. 1868, S. 68, 2, 79 ; Saumur et Angers, D. 78, 2, 76 ; Valenciennes et Douai, sous Conseil d'Etat, 6 août 1878, D. 79, 3, 41, S. 79, 2, 25.

Devant cette juridiction, trois systèmes se trouvèrent en présence. Le ministre voulait, à défaut du concours du rentier à l'aliénation, la production d'un acte portant sa signature ; il admettait notre système. Pour le commissaire du gouvernement, cette distinction n'était pas juridique. Il doit suffire, disait-il, que le rentier ait consenti à un moment donné et qu'il y ait des actes, des faits, desquels on puisse induire ce consentement : devant les tribunaux, l'existence du contrat peut être établie par tous moyens, l'écrit de 2074 et 2075 n'est pas exigé entre les parties. Et il citait un exemple de titre suppléant au consentement : l'ordonnance ou jugement d'envoi en possession d'une rente léguée sur le refus de l'héritier. Mais il oubliait que la loi exige pour le transfert des rentes, la manifestation du consentement du vendeur par sa signature. Quant à son exemple, il était assez malencontreux : en cas de legs d'une rente, c'est-à-dire d'un corps certain, qui est-ce qui transfère ? C'est le testateur au moyen de son testament revêtu de sa signature et dont la production suffira pour faire opérer la mutation : du jour du décès, le légataire est propriétaire.

Mais le Conseil d'Etat se détermina pour un troisième système : en aucun cas, la dation en gage des rentes ne peut être opposable au Trésor, parce que les transferts ne peuvent être opérés que sur la déclaration du propriétaire et que la minute doit être signée par lui ou par son fondé de pouvoir. Tel est le seul motif invoqué, le Conseil ne se préoccupe pas de réfuter les arguments des autres doctrines, mais M. Glasson l'a fait pour lui dans une note du Dalloz à laquelle nous allons essayer de répondre.

Tout d'abord, pour savoir si l'insaisissabilité peut faire obstacle à la dation en gage des rentes, il faut se rappeler quel était son but. Le législateur de l'an VI voulait faire une faveur aux créanciers de l'Etat en leur permettant de soustraire leurs rentes aux poursuites de leurs propres créanciers, mais non leur enlever un moyen de crédit en les rendant indisponibles. Consentir un gage, c'est accepter l'aliénation conditionnelle de la chose engagée, pourquoi refuser ce droit au rentier ?

Parce que, dit M. Glasson, notre principe est d'ordre public, établi dans l'intérêt du crédit de l'Etat et, par suite, hors du champ des conventions des particuliers. Mais nous nous sommes déjà élevés contre cette doctrine. Non, l'insaisissabilité n'est pas d'ordre public : qu'importe au crédit de l'Etat que tel rentier refuse de se prévaloir de la faveur de la loi pour berner un créancier, il lui suffit que l'insaisissabilité soit envisagée comme un précieux privilège par ceux dont la conscience est assez large pour oser l'opposer aux justes réclamations de leurs créanciers.

Dès lors, pourquoi refuser au rentier le droit de donner ses rentes en nantissement ? M. Glasson en voit une raison : c'est que le gagiste n'a pas le droit de vendre, qu'il lui faut pour le faire l'autorisation de justice. Est-ce exact ? Je crois au contraire qu'il a le droit de vendre et que ce qu'il lui faut demander aux tribunaux, ce n'est pas tant l'autorisation de vendre que la constatation de son droit. Et, en effet, la mission du juge est de constater qu'il y a gage valable et, cela fait, il ne peut se refuser à permettre la mise en œuvre du droit qui en

découle. Si l'on veut se rappeler que le fondement de cette obligation de prendre jugement est la protection du débiteur, on se l'explique fort bien. La constitution du gage est une aliénation éventuelle dangereuse à plusieurs titres : tout d'abord, parce que le débiteur dont le crédit est assez compromis pour avoir besoin de le fortifier par un nantissement, escompte toujours un retour de fortune qui lui permettra d'acquitter sa dette et libérer son gage, et aussi parce que le créancier, seul maître de la situation, se trouverait trop naturellement porté à en abuser, à imposer des conditions léonines dans l'évaluation à vil prix de la chose engagée et dans les moyens de la réaliser qu'il obligerait le débiteur à lui consentir. Il fallait donc protéger le débiteur et placer le gage sous la surveillance nécessaire des tribunaux, mais il n'en est pas moins vrai que c'est de la constitution du nantissement que découle pour le créancier le droit de faire vendre la chose.

Quant aux lois spéciales qui ont autorisé dans certains cas la mise en gage des rentes et dont M. Glasson veut conclure que hors ces hypothèses limitativement énumérées, elle doit être impossible, n'en peut-on tirer avec plus de raison un argument en notre faveur. Ce sont les nombreuses lois autorisant les personnes astreintes à fournir un cautionnement à le constituer en rentes : elles venaient déroger à la loi du 28 avril 1816 qui n'acceptait en cautionnement que le numéraire, elles rapprochaient du droit commun une matière qui lui avait été soustraite. Ce sont les lois permettant à la Banque de France, au Crédit foncier, aux monts-de-piété, de consentir des prêts

sur tous les effets publics français : elles venaient autoriser ces établissements, placés à raison de leur importance nationale sous le contrôle du gouvernement et dont les opérations sont limitées étroitement, à se livrer à cette opération qui n'était nouvelle que pour eux.

Cependant M. Glasson soulève une nouvelle objection : puisque le débiteur s'oppose à la réalisation de la chose et que nous voulons l'y contraindre, nous sommes bien en présence d'un cas d'exécution forcée et l'insaisissabilité y doit faire obstacle. En effet, dit-il, de deux choses l'une, ou le gagiste agit comme mandataire et alors le débiteur peut toujours révoquer le mandat qu'il lui a donné, ou il agit comme créancier et doit se trouver arrêté par la loi. Mais pourquoi vouloir opter entre ces deux situations dont en réalité les caractères se fondent en se modifiant pour former la situation spéciale du gagiste. Il est à la fois mandataire et créancier, il jouit d'une procuration *in rem suam*, d'un droit qui ne lui est pas conféré à titre gratuit, mais en qualité d'accessoire au prêt qu'il a consenti. Remarquons d'ailleurs que dire que le débiteur peut révoquer le mandat donné au gagiste, c'est dire que celui-ci en réalisant le gage, peut vendre la chose d'autrui. Il est donc autre chose qu'un mandataire ou plutôt son mandat est modifié et rendu irrévocable en raison des circonstances qui lui ont donné naissance. Le gage, nous l'avons dit, peut être envisagé comme le pouvoir, consenti sous condition, de se payer avec la chose engagée sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Si aujourd'hui le débiteur se repent d'avoir renoncé au privilège que la loi lui accordait de

soustraire ses rentes aux poursuites de ses créanciers, il ne peut plus s'en prendre qu'à lui-même.

A un autre point de vue, la réalisation du gage se différencie de l'exécution forcée du droit commun. Celle-ci, en effet, est fondée sur une présomption de volonté des parties : elles ont entendu permettre, à défaut de paiement, l'exécution forcée sur tous les biens du débiteur. Au contraire, en cas de nantissement, ce n'est pas l'exécution forcée qui revit malgré l'insaisissabilité édictée par la loi au profit des rentes, mais une exécution qui ne découle pas de l'article 2092, mais uniquement de la volonté expresse des parties.

Quoi qu'il en soit, le Conseil d'Etat en son autorité souveraine, en décida autrement : le nantissement en rentes ne peut être opposé au Trésor et le gagiste se trouvait réduit à ne pouvoir user que de son droit de rétention. Qu'allaient faire la pratique et la jurisprudence en présence de cet obstacle qu'on ne pouvait lever, mais qu'il était naturel de chercher à tourner ?

On imagina d'employer un usage depuis longtemps reçu dans la pratique et admis par nombre d'auteurs : le créancier exigea que son débiteur lui remît, lors de la constitution du gage, un transfert d'ordre. C'était un procédé qui avait été imaginé par les agents de change dans le but de mieux conserver le secret de leurs opérations pour les titres qui, comme les rentes sur l'Etat, exigeaient un transfert signé du vendeur : L'agent de change vendeur signait un transfert au nom de l'agent de change acheteur, qui à son tour signait un deuxième transfert à un acheteur. Ce procédé avait été reconnu valable par un

jugement du tribunal de commerce de la Seine confirmé par la Cour de Paris (8 décembre 1832) (1).

Il ne peut y avoir d'obstacle à ce que ce transfert d'ordre soit contemporain de la constitution même du gage, le créancier va donc se le faire remettre et se trouvera ainsi suffisamment armé pour obtenir la réalisation de son gage. Une contre-lettre suffit pour garantir le débiteur contre l'abus que le créancier pourrait commettre.

En possession de ce moyen, la pratique le généralisa rapidement, soutenue qu'elle était par la jurisprudence. Et non seulement la jurisprudence le reconnaît valable, mais elle est entraînée à voir dans la remise d'un transfert d'ordre le seul procédé possible pour donner une rente en gage, et à dire qu'à défaut le gage n'est pas régulier (Melun, 5 août 1886 confirmé par Paris 4 décembre 1886; Seine, 30 novembre 1892 et deux autres jugements de la Seine réformés par Paris, 27 décembre 1894) (2). Le jugement de la Seine du 30 novembre 1892 était allé jusqu'à dire qu'un créancier ne pouvait être mis en possession d'une rente donnée en gage que par un transfert. C'était outrepasser l'intention de la loi et cela conduisait à cette conséquence surprenante que le créancier ne pouvait même user du droit de rétention auquel donne droit la simple mise en possession. Un tel résultat ne pouvait naître que de l'incessibilité.

1. Il a été autorisé par un avis de la direction du contentieux des finances du 4 juin 1877, rendu sur la demande des agents de change de Paris. V. Mollot, *Bourses de commerce*, I, n° 276; Buchère, *Valeurs mobilières*, n° 140; Labbé, S. 87, 2, 1.

2. Paris, 4 décembre 1886, D. 88, 1, 147, S. 88, 1, 165; 27 décembre 1894, D. 96, 2, 123.

Aussi la Cour de Paris ne tarda pas à se déjuger, d'abord en essayant d'un autre procédé pour rendre le gage efficace à l'égard du Trésor, (arrêt du 21 mars 1889) (1), puis en revenant tout simplement à son ancien système qu'avait ébranlé le Conseil d'Etat (arrêts 26 janvier 1894 et 27 décembre 1894; *id.*, Seine, 12 février 1887, 23 décembre 1892) (2).

L'arrêt du 21 mars 1889 est intéressant non seulement au point de vue qui nous occupe, mais aussi parce qu'il propose un système intermédiaire entre ceux de l'insaisissabilité absolue et de l'insaisissabilité relative. Nous le retrouverons plus loin. Après avoir reconnu la validité d'un gage dont la constitution n'avait pas été accompagnée de la remise d'un transfert d'ordre, la cour ordonne « que sur le titre mention sera faite d'une affectation spéciale à titre de gage et nantissement au profit du créancier ». Le débiteur restait donc non seulement propriétaire mais titulaire de son inscription. Mais faire admettre semblable mention par la direction de la dette n'était-ce pas obtenir d'elle la reconnaissance du gage ? Cette mention en effet ne rendait-elle pas le titre inaliénable jusqu'au jour où en le restituant, le créancier en permettait la radiation, par suite ne constatait-elle pas la mainmise du créancier sur la rente ?

Quant aux autres arrêts qui écartent la nécessité du transfert tout en reconnaissant la possibilité du nantissement, ils déclarent tout simplement que cette formalité

1. D. 90, 2, 61, S. 91, 2, 134.

2. Paris, 26 janvier 1894, D. 94, 2, 215 ; Seine, 23 décembre 1892, D. S. n° 807.

n'a jamais été imposée par la loi que pour certains établissements particuliers de crédit, la Banque de France et le Crédit Foncier que le créancier nanti peut, par analogie de l'article 6 de la loi de l'an VII, faire opérer en vertu d'un jugement le transfert à son profit ; qu'enfin « les lois civiles sont formelles, obligatoires pour tous et que l'on ne saurait prendre prétexte des difficultés que leur exécution peut parfois rencontrer dans la pratique pour renoncer à leur exécution ». Si l'argument tiré de l'article 6 de la loi de l'an VII n'est pas concluant, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, le dernier motif est absolument fondé : pas plus que l'autorité administrative n'est tenue de plier devant les tribunaux judiciaires, ceux-ci ne peuvent être obligés de conformer leurs jugements à une doctrine qu'ils condamnent.

Ainsi la jurisprudence, pendant notre deuxième période, n'a cessé d'admettre que les rentes pouvaient être données en gage, et qu'aucune condition, hors la mise en possession, ne pouvait être exigée au regard du Trésor, que notamment la signification de l'article 2075 n'était pas prescrite, ce qui fait l'objet d'un des motifs d'un jugement du tribunal de Saumur au sujet d'un gage commercial (22 juin 1874, confirmé par la Cour d'Angers 14 mai 1875) (1). Surprise un moment par l'avis du Conseil d'Etat de 1878, elle est tentée de reconnaître la nécessité de la remise d'un transfert d'ordre, mais elle se ressaisit vite et revient à son ancien système.

Le conflit semblait devoir demeurer ouvert entre la

1. D. 78, 2, 76.

Rimaud

jurisprudence et l'autorité administrative, insoluble entre ces deux autorités également souveraines, chacune dans sa sphère. Et ce qui explique la résistance du Conseil d'Etat, c'est qu'il voyait dans la question du nantissement une exception que la jurisprudence tentait d'apporter au principe, alors qu'il n'y fallait voir qu'un cas où l'insaisissabilité ne pouvait être invoquée par le rentier qui y avait volontairement et définitivement renoncé. Cependant depuis quelques années le Trésor est revenu sur la décision formulée en 1878 par le Conseil d'Etat, et il consent, comme l'ordonnait la Cour de Paris, le 21 mars 1889, à ce que mention du gage soit portée sur le titre, et cela sur la production d'un certificat délivré par le notaire qui a reçu l'acte de nantissement. C'est une véritable acceptation par le débiteur de la créance engagée, cette mention constituant un acte authentique par le concours du directeur de la dette (1).

Nous en avons terminé avec les hypothèses spéciales soit de liquidation générale du patrimoine, soit de dation en gage des rentes, dans lesquelles la jurisprudence dès la première période avait vu des exceptions à l'insaisissabilité ou tout au moins des cas où elle ne devait pas s'appliquer.

Au sujet de la faillite la question de l'insaisissabilité relative fut soulevée incidemment, mais aussitôt écartée par la Cour de cassation qui avait imaginé une autre façon d'arriver au même résultat, un biais qui permettait de voiler l'exception apportée au principe. Le Conseil

1. Berthaud, *Manuel des certificats de propriété et des opérations concernant les rentes sur l'Etat*, p. 300.

d'Etat admettait pourtant, et depuis longtemps, cette exception, mais la jurisprudence qui se souciait plus d'appliquer scrupuleusement la loi que de se mettre en harmonie avec la pratique administrative, s'efforçait de la justifier à ses propres yeux, contrainte qu'elle était de l'adopter aussi, en présence des conséquences de l'insaisissabilité. La question de l'insaisissabilité relative semblait donc écartée au sujet de la faillite, cependant l'idée émise par la Cour de Lyon avait fait son chemin, et nous avons vu des décisions judiciaires proclamer l'insaisissabilité relative même sur des espèces de faillite : il importait, d'ailleurs fort peu au Trésor les motifs d'arrêts qu'il acceptait d'exécuter pour d'autres motifs, que nous ignorons d'ailleurs, car le Conseil d'Etat n'a pas pour habitude de motiver à l'excès ses avis.

En cas de succession bénéficiaire et de succession vacante, l'autorité administrative permettait aussi que les rentes fussent vendues par l'héritier ou le curateur pour le prix en être distribué aux créanciers, mais à la condition que ceux-ci ne fissent procéder à aucune saisie.

Quant à l'hypothèse du nantissement la jurisprudence a toujours admis avec nous qu'elle était hors du champ d'application de l'insaisissabilité, simplement parce que le rentier est toujours en droit de renoncer à un privilège qui ne lui est accordé que dans son intérêt, et qu'admettre le contraire serait consacrer l'incessibilité des rentes sur l'Etat.

Jusqu'ici, grâce aux exceptions admises par le Trésor, la jurisprudence ne se trouve pas en conflit avec l'autorité administrative, mais où le problème va se poser

d'une façon plus intéressante c'est dans toutes les hypothèses où les créanciers cherchent à exercer leur droit de gage commun sur les rentes de leurs débiteurs en dehors des circonstances spéciales que nous venons d'étudier, et qui ont modifié le champ d'application du principe et se heurtent directement à la doctrine administrative.

CHAPITRE II

Le droit de gage commun des créanciers,

Nous avons vu que dans la première période, la théorie de l'insaisissabilité absolue s'était assise presque sans hésitation et n'avait bientôt plus trouvé de contradicteur. Comment ce principe qui n'est pas écrit d'une façon formelle dans la loi, fut-il admis si facilement, cela tient tout d'abord à l'influence des décisions du Conseil d'Etat avec lequel les tribunaux judiciaires voulaient, rester en accord, et aussi à ce que ceux-ci croyaient que vraiment une telle mesure était utile, nécessaire même au crédit de l'Etat. Mais depuis, on a jugé cette prétendue utilité et non seulement on s'est rendu compte du peu de valeur de ce motif, mais on a mesuré sa véritable portée au point de vue économique ; surtout on a pu constater l'iniquité des conséquences pratiques du privilège, violeur de toute morale et de toute justice qui permet au débiteur aux abois de soustraire une partie de ses biens aux poursuites légitimes de ses créanciers. En voilà assez pour expliquer que l'on devait être porté à profiter de ce que la loi de l'an VI ne s'était pas exprimée clairement,

et pour justifier les tentatives que nous allons avoir à examiner.

Mais tout d'abord, il nous faut étudier quelles vont être les conséquences du système de l'insaisissabilité relative, et pour cela rappeler quel est le fondement que la nouvelle doctrine assigne au principe. Suivant elle, la loi de l'an VI, ainsi que son texte semble l'indiquer, n'aurait eu pour but que de prohiber les oppositions que les créanciers des rentiers auraient pu mettre aux mains du Trésor, soit sur le remboursement du capital et généralement sur le droit de disposition des titulaires, soit sur le paiement des arrérages. Elle entendait simplement écarter de la comptabilité publique les difficultés qui avaient surgi pendant la période révolutionnaire ; elle ne réservait la possibilité d'une opposition que par le propriétaire lui-même. Ainsi la règle édictée se réduit à cela que les créanciers du rentier ne pourront pratiquer aucune saisie ou opposition aux mains des agents du Trésor, mais, en dehors de cette prohibition, aucune atteinte n'est portée à leurs droits tels qu'ils résultent des articles 2092 et 2093 Code civil. Observons de plus que cette règle est édictée dans un but d'utilité publique, que ses conséquences sont hors du champ des conventions, en un mot qu'elle est d'ordre public, ce qu'il faut entendre en ce sens qu'un rentier ne pourrait autoriser son créancier à mettre une saisie-arrêt sur ses rentes aux mains du Trésor public.

Déjà pour le système de l'insaisissabilité absolue, les oppositions ne pouvaient être reçues par l'administration de la dette, le nouveau système limite à cela le prin-

cipe. Ramené à ces proportions, il ne va plus choquer l'équité.

Et en effet toute exécution va être possible : au cours d'une saisie-exécution le créancier qui trouvera des titres de rentes chez son débiteur va pouvoir les mettre sous la main de justice et en faire opérer la vente ; le rentier a-t-il déposé ses inscriptions chez un tiers, elles pourront être saisies-arrêtées ; les a-t-il données en gage, le Trésor ne pourra s'opposer à l'exécution du jugement qui en ordonnera la réalisation.

Peu importe la personne du créancier : l'Etat lui-même pourra opposer la compensation et non seulement au remboursement du capital, mais encore au paiement des arrérages. En effet la raison du principe sous son nouvel aspect, c'est l'embarras qui pourrait naître dans la comptabilité publique de la multiplicité des oppositions, mais rien ne s'oppose à ce que l'Etat lui-même renonce pour un instant à cette mesure qui n'est édictée que dans son intérêt, pour pratiquer une opposition, une saisie entre ses propres mains et se payer par compensation.

Peu importe la nature des titres, nominatifs ou au porteur. Mais cependant la situation des arrérages est-elle bien changée ? Considérons en effet que s'ils n'ont pas encore été payés, le seul moyen serait une saisie aux mains du Trésor, ce qui demeure prohibé, et que dès qu'ils ont été versés au rentier ou à son mandataire, ils ne sont plus des arrérages, mais des deniers quelconques ne jouissant, même sous l'empire de l'insaisissabilité absolue, d'aucun privilège. Leur situation ne se trouve donc aucunement modifiée par la doctrine nouvelle,

sauf cependant ce que nous venons de dire au sujet de la compensation que l'Etat pourra opérer sur eux.

Remarquons encore que la question de l'insaisissabilité ne présente plus grand intérêt au sujet des titres au porteur. En raison de leur transmission qui ne nécessite aucun transfert sur le Grand-Livre de la dette, l'utilité d'une saisie aux mains du Trésor ne se rencontrerait que si la rente venait à remboursement, ce qui ne se présentera guère qu'en cas de conversion repoussée par le rentier.

En résumé la question de l'insaisissabilité n'intéressant plus que le capital, ne présentant guère d'intérêt que pour les rentes nominatives ou mixtes, est tellement restreinte qu'elle ne blesse plus aucunement l'équité, d'autant moins que ce privilège se trouve justifié par un intérêt public qui, s'il n'a pas une énorme importance, a au moins le mérite d'être réel.

Nous avons dit que le revirement de la jurisprudence rencontra une vive résistance, en effet pendant près de 40 ans, de 1857 à 1894, les décisions les plus contradictoires se répondent d'une juridiction à l'autre et jusqu'entre les chambres d'un même tribunal. Nous allons essayer de suivre pas à pas l'histoire de cette lutte qui devait être sinon éteinte, du moins apaisée par les deux arrêts de Cassation de 1894.

Cependant nous ne pouvons étudier toutes les décisions qu'embrasse cette période de lutte. Beaucoup en effet, fidèles à l'insaisissabilité absolue, se bornent à l'appliquer, consacrant les conséquences qui en avaient déjà été dégagées. Les seules qui nous intéressent sont celles

qui admettent au contraire la nouvelle doctrine ou parmi les premières celles assez nombreuses qui combattent manifestement en faveur de l'insaisissabilité absolue et en présence du nombre toujours croissant des décisions nouvelles, s'efforcent de justifier leur attachement à l'ancien système.

Comment et sous l'influence de quelle idée est apparue pour la première fois l'insaisissabilité relative, nous le savons : le Tribunal de commerce et la Cour de Lyon avaient été amenés à l'admettre devant les conséquences qu'entraînait l'ancienne règle en matière de faillite. L'arrêt avait fait grand bruit, la doctrine s'en était emparé et la grande majorité des auteurs applaudissait à cette première attaque. Cependant de longtemps encore aucune tentative ne fut faite et il nous faut arriver jusqu'à un jugement du tribunal de Valence (mentionné sous Grenoble, 27 juin 1867) (1) qui valide une saisie-arrêt pratiquée sur des rentes formant un cautionnement venu à remboursement. Ce jugement passa inaperçu et ne nous est révélé que par l'exposé des motifs d'un jugement du même tribunal (27 décembre 1866) qui déclare inopposable aux tiers la cession d'une inscription qui n'avait pas été réalisée par un transfert (id. req. 5 juillet 1870) (2). Mais en l'espèce ces tiers étaient des créanciers et nous savons que ceux-ci n'ayant à prétendre aucun droit sur un titre de rente, ne peuvent à son égard invoquer l'article 1690 ou user des droits que leur confèrent les articles 1166 et 1167. Par suite le fait par le

1. S. 68, 2, 79, D. S. p. 582.

2. D. 72, 1, 71, S. 72, 1, 184.

tribunal de les admettre à critiquer cette cession pour faire comprendre le titre dans leur gage général était bien reconnaître leur droit à procéder sur lui à des voies d'exécution. La Cour de Grenoble (27 juin 1867) confirma ce jugement qui sans parler de saisie était, sans doute possible, favorable à l'insaisissabilité relative.

Vers la même époque nous pouvons citer un jugement du tribunal de la Seine (23 avril 1866) (1) qui, prononçant la séparation de corps, condamnait le mari à payer à sa femme une pension à prendre sur les revenus d'un majorat en rentes. C'était bien un cas d'exécution forcée puisque les juges autorisaient formellement une saisie (exécution) des droits qui appartenaient au mari sur des titres de rente.

Mais ce sont des décisions isolées et 10 ans s'écoulaient encore avant que l'insaisissabilité relative inspire de nouveaux jugements. Nous trouvons au contraire deux jugements, l'un du tribunal de Montpellier du 17 juin 1870 (2), l'autre du tribunal de la Seine du 28 janvier 1873 (3), qui rejettent des demandes en validité de saisies-arrêts pratiquées sur les coupons de rente qui formaient la part de personnes faisant partie de sociétés d'assurances mutuelles, dans une répartition. C'est encore un arrêt de la Cour de Paris (2 mai 1878) (4) qui décide qu'un legs de rentes échappe à l'action des créanciers de

1. Réformé par Paris 18 janvier 1865.

2. D. 71, 2, 179.

3. D. 74, 3, 88.

4. D. 80, 1, 69, S. 80, 1, 118.

la succession à raison de l'insaisissabilité, sans qu'ils puissent invoquer la séparation des patrimoines.

Enfin le 9 avril 1878, la Cour d'Orléans (1) rend un arrêt important dont nous avons déjà longuement parlé en étudiant la faillite. Elle reprend la thèse de la Cour de Lyon et au lieu d'admettre, avec la Cour de cassation, qu'il y a lieu en matière de faillite d'apporter une exception au principe, elle affirme hautement que le législateur n'a pas voulu imprimer aux rentes un caractère d'insaisissabilité absolue et leur conférer le privilège exorbitant d'échapper à toute atteinte des créanciers. La raison de décider ainsi, c'est simplement que l'ancien système ne peut s'appuyer ni du texte ni des motifs de la loi, et que si le législateur avait pu avoir la pensée de conférer aux rentes un privilège aussi exorbitant, il s'en fut expliqué autrement. La Cour rendait ainsi un véritable arrêt de principe : en effet la Cour de cassation admettait en matière de faillite une exception à l'insaisissabilité absolue, il suffisait donc pour satisfaire à l'équité d'admettre cette exception, cependant la Cour s'est placée au-dessus de l'espèce qui lui était soumise, pour condamner l'ancienne jurisprudence.

De même le tribunal de Bordeaux reconnaît que l'exception qui aurait porté atteinte au principe général que tous les biens d'un débiteur forment le gage commun de ses créanciers, que cette exception ne se rencontre pas dans les lois qui, en organisant la dette publique, ne se sont préoccupées que de simplifier la comptabilité natio-

1. S. 78, 2, 183, D. S. n° 773.

nale. De là cette conséquence intéressante que le principe ramené à cette proportion, n'est plus en aucun cas applicable aux rentes au porteur, celles-ci ne faisant l'objet d'aucun transfert sur les registres de la dette.

Cependant la Cour de Bordeaux (1) réforma cette décision car elle entend interpréter la loi de l'an VI à l'aide du rapport de Vernier, et alors il est bien certain qu'il n'y a plus lieu de soustraire les rentes au porteur à l'application du principe, la loi ne faisant aucune distinction. et l'ordonnance de 1831 qui a créé les titres au porteur n'ayant nullement entendu déroger à la législation antérieure. Selon la cour en effet le but que se proposait le législateur de l'an VI était de lever tout obstacle à la transmission des titres, afin « de leur donner le caractère et la valeur du numéraire dont le déficit pesait si lourdement sur toutes les transactions ». Fort heureusement, cette assimilation des titres de rentes avec le papier-monnaie rêvée par le Conseil des anciens, ne s'est pas manifestée autrement que par la création de notre privilège, car il est bien probable qu'ils auraient subi le même sort que celui des assignats ou des mandats territoriaux. En réalité ce ne fut qu'un but bien secondaire, la seule raison déterminante de l'insaisissabilité était la pensée d'accorder un privilège aux créanciers de l'Etat, afin d'attirer leur confiance, leurs capitaux par l'appât d'un privilège qu'aucun autre débiteur ne pouvait offrir. Mais c'est aussi ce que les tribunaux n'osent plus reconnaître comme le faisait la Cour de Toulouse (5 mai 1838), et dès

1. 1^{er} mars 1880, S. 81, 2, 6.

lors un principe qui n'est plus soutenu que par d'aussi faibles motifs que celui que lui reconnaît la Cour de Bordeaux, devait perdre beaucoup de son autorité, alors surtout qu'il n'est formulé que d'une façon aussi insuffisante par le texte qui l'établit. Le rapport de Vernier était pourtant bien explicite lorsqu'il disait que « les rentiers libres et sans danger d'opposition, leurs titres seront portés à un plus haut prix et d'un commerce plus facile ». Comment expliquer que ce motif si net ne soit qu'aussi rarement invoqué par la jurisprudence ? Ne serait-ce pas parce qu'il répugne aux tribunaux de donner pour fondement à l'insaisissabilité la pensée d'accorder une faveur aux rentiers et qu'ils préfèrent choisir parmi les motifs donnés par Vernier celui qui ne heurte pas la morale ? Toujours est-il que le fait de donner au privilège, la raison que nous admettons comme principale, l'intention de favoriser les rentiers, aurait écarté toute discussion possible, alors au contraire que le rattacher à l'assimilation rêvée en l'an VI entre les titres de rentes et le papier-monnaie, c'est reconnaître que le principe se trouve aujourd'hui sans aucun fondement dans nos lois.

En effet lorsqu'un tribunal veut bien admettre que la loi s'est proposé d'accorder une faveur aux rentiers, il est conduit à appliquer l'insaisissabilité absolue sans distinction ou exception d'aucune sorte. Tel est le cas de la cour d'Aix (31 juillet 1882) (1). Le tribunal de Digne saisi de la demande formée par un syndic en revendication contre les héritiers d'un failli de rentes attribuées

1. D. 84 2. 94, D. S. 774, S. 84, 2, 110.

par succession à ce dernier, se décida par interprétation du rapport de Vernier, à rejeter la demande, après avoir dit que l'arrêt de la Cour de Lyon de 1857, bien qu'adopté par la Cour de cassation, se heurtait à de nombreuses décisions en sens contraire. La Cour d'Aix à son tour confirma ce jugement en se fondant sur ce que « les motifs qui ont inspiré les lois de l'an VI et de l'an VII, sont surtout tirés du désir d'augmenter le crédit de l'Etat en créant un privilège pour ces rentes ». Puis l'arrêt est nécessairement amené à dire que si le principe doit être admis lorsque le rentier est *integri status*, il en doit être de même en l'absence de tout texte formel, lorsqu'une cause quelconque, telle que la faillite, a amené le dessaisissement de ses biens, et il rejette la distinction faite par la Cour de cassation.

Cette solution, assurément, est celle commandée par les principes, elle n'en est pas moins surprenante au point où nous sommes parvenus dans l'évolution de la jurisprudence. L'autorité administrative accepte en matière de faillite le sacrifice du privilège accordé au rentier et la Cour de cassation a imaginé un biais plus ou moins heureux qui permet, sous l'apparence d'une distinction juridique, de légitimer cette exception, et cependant quelques tribunaux se refusent à appliquer cette solution conforme à la justice et à toutes les règles de notre droit : n'y a-t-il pas lieu d'en demeurer quelque peu surpris ?

En revanche, trois ans plus tard, le tribunal de la Seine 26 février 1885, rendait une décision (1) qui révèle bien

(1) D. 86, 2, 233, D. S., n° 773, S. 87, 2, 1.

l'époque de lutte et d'incertitude que traversait la jurisprudence. Elle est, à notre avis, fort critiquable, hybride pour ainsi dire, en ce qu'elle admet à la fois le biais inventé pour la faillite par la Cour de cassation et l'insaisissabilité relative.

Ce jugement présente cela de curieux, c'est qu'il s'efforce de répondre aux critiques formulées par la Cour d'Aix au sujet de la théorie du double mandat du syndic. Il explique que si le syndic peut malgré le failli invoquer son mandat, c'est qu'il a un mandat légal, par suite irrévocable, qui est en quelque sorte une délégation des pouvoirs du juge-commissaire. Mais il ajoute : « l'action du syndic ne nécessite aucune opposition aux mains du Trésor, l'exercice de son mandat ne viole donc aucune des dispositions des lois de l'an VI et de l'an VII ». Mais c'est trop évident : s'il agit vraiment comme mandataire du failli, qu'importe qu'il ait besoin de pratiquer ou non des oppositions aux mains du Trésor ou d'un tiers quelconque ?

La Cour de Paris confirma ce jugement (18 janvier 1886) sans suivre de semblables errements. Selon elle, quand on se trouve en présence d'un texte précis et dont le sens littéral est parfaitement clair, alors surtout qu'il s'agit d'une loi spéciale, il ne peut être question que de l'appliquer à la lettre : tel est le cas de la loi de l'an VI qui interdit les saisies-arrêts sur les rentes dans l'intérêt du Trésor et de sa comptabilité. Cet arrêt est manifestement inspiré de l'article que M. Labbé avait fait paraître dans le *Journal du Palais* (1859, 545), suivant lequel l'insaisissabilité absolue ne serait qu'une contre-vérité par-

venue à s'ériger en axiome par suite de la trop grande facilité avec laquelle chacun l'aurait admise. D'ailleurs, ajoute-t-il, les rentes ne peuvent être frappées d'une indisponibilité absolue au profit des tiers, puisque les agents supérieurs du Trésor eux-mêmes la reconnaissent en matière de gage et de faillite. En matière de gage, nous avons dit qu'il n'y avait pas lieu à proprement parler à une exception, mais, quant à la faillite, nous voyons que l'exception admise par la direction de la dette sert d'arme pour combattre la théorie qu'elle n'a cessé de défendre, vérifiant cette règle qu'il est toujours dangereux d'admettre une exception injustifiée et arbitraire, à peine souvent d'être entraîné plus loin qu'on ne le pensait tout d'abord.

Les deux décisions que nous venons d'examiner sont surtout guidées dans leur réaction contre l'insaisissabilité absolue par des préoccupations d'ordre moral : elles jugent inique que les créanciers de l'Etat puissent jouir d'un semblable privilège. Elles semblent de bonne foi en adoptant le système de M. Labbé, alors que nous verrons de nombreuses décisions, les plus récentes notamment, déclarer que la loi n'a *pu* vouloir apporter une telle exception aux règles du droit commun, et sacrifier l'équité en même temps que les droits des créanciers : ne semblent-elles pas, en s'exprimant ainsi, reconnaître que le législateur a bien entendu poser l'insaisissabilité absolue, mais que ce privilège remplaçant ceux emportés par la tempête révolutionnaire, à son tour a fait son temps et doit disparaître de nos lois.

Cette observation est encore confirmée par un juge-

ment du tribunal de Bordeaux qui, fidèle à l'insaisissabilité relative, qu'il avait adoptée déjà en 1880, la proclame une seconde fois le 11 mai 1887 (1), malgré la réformation dont son premier jugement avait fait l'objet de la part de la Cour.

Ce jugement est encore intéressant à un autre titre, en ce qu'il montre avec évidence que la nouvelle doctrine est née de l'exception apportée au principe en matière de faillite. Ce ne peut être, dit-il, une exception, car elle ne se comprend pas, ce n'est donc que l'application de la règle ; « dès lors si l'on admet que le syndic puisse céder les rentes qu'il trouve dans l'actif de la faillite, malgré l'opposition du failli lui-même ou de ses héritiers, il faut également décider qu'en matière ordinaire les créanciers ont pu saisir, non point au Trésor, mais entre les mains de leur débiteur ou de tiers, ce qui constitue le gage légitime de leur créance. » Ainsi se trouve vérifié ce que nous avons dit dans la première partie de cette étude, que la dérogation admise dès le début au principe par l'autorité administrative elle-même, forme le point faible sur lequel se porte tout l'effort du nouveau système, l'exception qui, grossissant sans cesse, va emporter la règle, parce qu'elle n'est pas justifiée, parce qu'elle est arbitraire.

Cependant, une difficulté retardait la généralisation de la nouvelle règle, c'était et c'est encore la résistance de la direction de la dette, et ce jugement nous le révèle

1. D. 88, 3, 55, Pand. fr., 87, 2, 361 ; *id.* Rouen, 12 mai 1885, sous Paris, 20 novembre 1895, D. 96, 2, 444, Pand. fr., 96, 2, 157.

clairement, en déclarant que les tribunaux n'ont pas à se préoccuper du point de savoir si leurs décisions se trouveront paralysées par le refus de les exécuter que pourra opposer le Trésor. Voilà bien, en effet, la véritable raison qui arrête l'élan de la jurisprudence et entraîne nombre de tribunaux à sacrifier l'équité au respect d'une loi vieillie dont les conséquences sont unanimement condamnées.

Recueilli par Dalloz et les Pandectes françaises, ce jugement provoqua une véritable réponse de la part de la Cour de Rouen (6 mars 1888) (1). Après avoir posé la règle de l'insaisissabilité absolue, l'avoir défendue à l'aide d'arguments tirés de la loi du 24 mai 1842 (C. pr. c., L. V, t. X) qui, en réglementant le mode de saisie des rentes sur les particuliers, omet de parler des rentes sur l'Etat, de la loi du 11 juin 1878 qui déclare les nouvelles rentes 3 o/o amortissables, insaisissables, conformément aux dispositions des lois de l'an VI et de l'an VII, l'arrêt déclare qu'elle doit s'appliquer même en cas de faillite, le dessaisissement équivalant à une saisie générale et aboutissant à l'expropriation forcée des biens du débiteur. Quant à l'exception adoptée par la Cour de cassation, si tant est qu'il faille l'admettre, elle doit au moins être réduite à ses limites naturelles, et ne peut être invoquée que lorsque le syndic agit vraiment comme mandataire du failli.

L'insaisissabilité relative faisait pourtant des progrès et, ce qui est caractéristique, elle se sentait forte d'un

1. D. 88, 2, 291, S. 88, 2, 171, Pand. fr., 88, 2, 278.

assez grand nombre d'adhésions pour s'affirmer sans aucune discussion dans deux jugements du tribunal de la Seine des 16 et 28 juin 1888 (1). Et dans ces deux décisions, les espèces en jeu ne portaient pas sur des hypothèses plus ou moins exceptionnelles, mais mettaient directement en cause le principe : c'étaient des demandes en validité de saisies-arrêts.

Mais presque à la même date, le 26 juin, une autre chambre du tribunal de la Seine rejetait une demande semblable en un long jugement qui fut confirmé par adoption de motifs par la Cour de Paris (19 décembre 1889) (2), oublieuse de son arrêt de 1886. Ce jugement se termine en réservant son appréciation sur le mérite de l'exception admise en matière de faillite. Mais ce qui est très particulier, c'est que ce soit maintenant aux partisans de l'insaisissabilité absolue à défendre leur opinion par de longues considérations, alors que la théorie contraire a acquis assez d'autorité pour s'affirmer purement et simplement.

Nous arrivons à un arrêt curieux (21 mars 1889) (3) que nous avons déjà signalé en parlant du nantissement (il ordonnait la mention sur le titre de l'affectation spéciale à titre de gage), dans lequel la Cour de Paris semble admettre une sorte de système mixte. Les rentes seraient insaisissables en ce sens qu'aucune saisie ne pourrait être pratiquée sur elles, mais en certains cas, elles pourraient « être vendues au profit des créanciers,

1. Ann. de dr. com., 88, 1, 158 ; Pand. fr., 88, 2, 277.

2. D. 91, 2, 19.

3. D. 90, 2, 61, D. S., n° 759, S. 91, 2, 134.

notamment en cas de faillite et de succession bénéficiaire. » Ce n'est donc pas l'exécution forcée qui serait prohibée, mais seulement la saisie ; il faudrait donc dire que les rentes font partie du gage commun des créanciers.

Mais alors quel peut être le fondement du principe ainsi compris ? Ce n'est plus le désir d'offrir aux capitalistes une valeur présentant des avantages exceptionnels tels que nul autre débiteur ne les pourrait offrir, ce n'est pas non plus la préoccupation d'écarter de la comptabilité publique des complications gênantes, puisque pour cela il suffisait de prohiber les saisies aux mains du Trésor. Ainsi, cette tentative de conciliation des deux systèmes est inadmissible, parce qu'elle aboutit à poser un principe bâtard qui n'a plus aucune raison d'être, mais on comprend qu'elle ait été faite pour essayer de trouver un système qui rallierait enfin l'unanimité de la jurisprudence. Elle pouvait s'appuyer de l'opinion émise par le ministre des finances dans sa lettre du 1^{er} mai 1819 au sujet de la faillite, cependant nous n'en trouvons nulle autre manifestation dans cette période où les deux systèmes extrêmes restent en présence, réunissant chacun de nombreux partisans.

Le 28 juin 1888, le tribunal de Nantes, et le 31 janvier 1889, la Cour de Rennes (1) rejettent une demande en validité de saisie sur des rentes. Ces deux décisions, après avoir fait l'historique de la jurisprudence et la critique de quelques arrêts, déclarent que si des nécessités prati-

1. D. 90, 2, 61, S. 91, 2, 134.

ques ont fait admettre une exception en cas de faillite, la règle ne se trouve pas infirmée pour cela, d'autant moins que ce n'est pas à proprement parler une exception, puisqu'on se borne à reconnaître que le syndic agit comme mandataire du failli, ce qui est encore une application du principe. C'est exact ou plutôt nous sommes bien en présence d'une exception déguisée à l'aide d'un biais imaginé pour justifier une solution pratique nécessaire, mais que le système de l'insaisissabilité absolue rendait absolument impossible.

C'est encore le tribunal et la Cour de Nîmes (31 décembre 1890) (1) qui proclament l'insaisissabilité absolue, et cela dans une hypothèse qui n'exigeait pas qu'ils prissent parti. Des héritiers et un légataire avaient, après partage des biens de la succession, acheté un titre pour en servir la rente à la veuve du *de cujus*. A la mort de celle-ci, le légataire forma une demande en partage de l'inscription de rente qui pourtant était immatriculée pour une part déterminée au nom de chacun des ayant-droit, le légataire compris : il suffisait donc de transférer le titre en le divisant en autant de fractions qu'il avait de copropriétaires, sans qu'il fut besoin de recourir à un nouveau partage, la part de chacun étant d'ores et déjà fixée. C'est ce qui fut décidé, mais les deux juridictions, saisies tour à tour, firent intervenir l'insaisissabilité qui selon elles, s'opposait à ce que le titre fut vendu pour le prix en être partagé entre les parties. C'était inutile et c'est inexact : inutile parce que les droits de chacun étaient fixés par

1. D. S. p. 583.

le premier partage et que le titre était partageable en nature ; inexact parce qu'on ne peut dire, comme le fit le tribunal, qu'une demande en partage équivaut à une saisie-arrêt lorsqu'elle est formée par un des copropriétaires. L'insaisissabilité ne peut faire obstacle à la règle qui dit que nul n'est tenu de rester dans l'indivision : elle ne tend en effet qu'à paralyser les droits des créanciers, mais en aucun cas ceux du propriétaire.

La Cour statua dans les mêmes termes, mais en ajoutant ce motif, qui montre bien que par son arrêt elle voulait surtout prendre parti dans la question de l'insaisissabilité, que le juge ne peut, pour des considérations d'équité et d'autres raisons tirées de l'intérêt privé, refuser d'appliquer les lois édictées dans un intérêt public et par raison d'Etat.

En sens contraire nous trouvons un jugement du tribunal du Mans (19 janvier 1892) (1) qui attribue les rentes dépendant d'une succession aux créanciers d'un héritier. Mais pour se mettre à couvert d'une réformation possible, il ajoute « qu'au surplus l'héritier se trouve dans un état complet de déconfiture et d'insolvabilité, état qui doit être assimilé au cas de faillite du débiteur ; que dans pareille situation, il est admis par la jurisprudence qu'une rente peut être transférée au profit des créanciers du titulaire ». Voilà deux assertions bien téméraires : assimiler la déconfiture à la faillite, c'est tout d'abord vouloir faire la loi ; quant à dire que la jurisprudence admette que les rentes d'un débiteur en déconfiture puissent être

1. D. 92, 2, 90.

attribuées à ses créanciers, c'est ce que nous n'avons vu nulle part. Et en effet les juridictions qui sont restées fidèles à l'insaisissabilité absolue, admettent ou n'admettent pas l'exception de la faillite, mais aucune ne songe à l'étendre hors de la faillite, parce que son caractère d'exception s'y oppose. Quant à celles qui adoptent l'insaisissabilité relative, il ne saurait être question pour elles d'assimiler la déconfiture à la faillite au sujet du sort des rentes sur l'Etat. Ce jugement, cela est sensible, cherchait à justifier à l'égard des deux systèmes, une décision qui lui paraissait commandée par l'équité. Il fut cependant réformé par la Cour d'Angers (10 janvier 1893) (1), partisan de l'insaisissabilité absolue, qui refusa de le suivre dans son assimilation de la déconfiture à la faillite.

Devant le tribunal du Mans, l'avocat du débiteur avait argumenté d'un moyen que nous ne retrouvons nulle part. Il soutenait que le système de son client était de tous points, semblable à celui de la prescription. Assurément le débiteur qui se prétend libéré par la prescription ne prétend pas faire œuvre morale, mais on a dû l'admettre pour des raisons d'intérêt général : il suffit qu'il établisse l'existence des conditions requises pour que la prescription lui soit acquise, pour que le tribunal soit tenu de l'admettre. De même, disait-il, la loi a édicté l'insaisissabilité pour des motifs supérieurs à l'intérêt privé, les juges n'ont donc pas à se préoccuper du point de savoir si l'admission du moyen invoqué va violer l'équité. Il avait raison, mais

1. D. 93, 2, 111 ; S. 93, 2, 186 ; Pand. fr., 93, 2, 286.

ce raisonnement ne pouvait être invoqué que contre une exception proposée au système de l'insaisissabilité absolue, mais non devant un tribunal qui adoptait l'insaisissabilité relative.

Vers la même époque, le 28 octobre 1892 la Cour de Douai (1) confirmait un jugement ordonnant la vente d'un titre de rente d'une saisie pratiquée aux mains d'un séquestre. Le supplément du répertoire de Dalloz qui rapporte l'arrêt signale ce fait que, pour faire accepter l'opération par le Trésor, le séquestre prit la qualité de notaire liquidateur, et ainsi l'attention de la direction de la dette fut détournée.

Mais bien souvent c'est devant les tribunaux eux-mêmes qu'il faut imaginer des biais pour obtenir d'eux la reconnaissance des droits des créanciers, par exemple chercher à bénéficier, par des assimilations plus ou moins fondées, de l'exception presque généralement admise en matière de faillite. Nous avons vu une tentative de ce genre dans le jugement du tribunal du Mans, de même devant le tribunal de la Seine des créanciers essayèrent de faire juger qu'il y avait lieu d'appliquer l'exception de la faillite à l'égard d'un commerçant qui avait fait faillite mais avait depuis recouvré la possession de son droit d'administration. C'était insoutenable, la seule question qui pouvait se poser était celle du principe même de l'insaisissabilité et le tribunal en profita pour argumenter en faveur de l'insaisissabilité absolue, faisant même

toutes réserves sur le bien fondé de l'exception en cas de faillite (20 mars 1893) (1).

De la même façon, le 27 avril 1873, le tribunal de Ver vins repoussait l'application du dessaisissement de la faillite aux rentes, se fondant sur l'exposé des motifs de Vernier et déclarant que les syndics sont avant tout mandataires des créanciers. Mais la Cour d'Amiens (16 janvier 1893) (2) réforma ce jugement pour adopter la théorie de la Cour de cassation. « Les syndics, dit-elle, sont mandataires légaux du failli et à partir du contrat d'union, ils ont le pouvoir et le devoir de vendre les meubles et immeubles, même hors la présence du failli et nonobstant toute opposition de sa part ». Oui, mais à une condition c'est que les biens dont il s'agit fassent partie du gage commun des créanciers, ce qui n'est pas le cas des rentes sur l'Etat.

L'arrêt va jusqu'à menacer le failli de la banqueroute s'il résiste aux syndics : « Si le failli conservait un titre de rente et continuait à en toucher les arrérages, il se rendrait coupable de banqueroute ». Cette menace ressemble à celle que fait aussi la jurisprudence à l'héritier bénéficiaire de le déclarer déchu du bénéfice d'inventaire s'il refuse de vendre les rentes de la succession, mais elle semble plus sérieuse. En effet si l'on admet que le dessaisissement de la faillite porte sur les inscriptions de rente, il faut bien reconnaître que si le failli a réussi à soustraire un titre aux recherches du syndic, il s'est

1. D. S. n° 823.

2. D. 94, 2, 208 ; S. 94, 2, 239, Pand. fr. 95, 2. 145.

rendu coupable de dissimulation d'actif et se trouve passible des peines de la banqueroute frauduleuse (591 Code de commerce). Cependant c'est aller bien loin : peut-être le failli s'est-il fié sur ce que le tribunal dont il est justiciable, est partisan de l'insaisissabilité absolue, pour refuser à remettre des titres de rente aux syndics, et cela pourra lui valoir les travaux forcés à temps.

Enfin, la dernière décision que nous ayons à signaler est un arrêt de la Cour de Paris (26 janvier 1894) (1), qui, rejetant la nécessité d'un transfert d'ordre pour donner des titres de rente en nantissement, ajoute « qu'on ne peut objecter que le créancier nanti ne pourrait faire vendre les rentes engagées, qu'en effet l'art. 6 de la loi VII prévoit le cas où un transfert devra être opéré en vertu d'un jugement et décide que le nouveau titre sera délivré sur un certificat de greffier ».

Enfin, la Cour, comme le tribunal de Bordeaux, refuse de tenir compte de l'opposition du Trésor : « Ces lois sont formelles, obligatoires pour tous, et l'on ne saurait prendre prétexte des difficultés que leur exécution peut parfois rencontrer dans la pratique, pour renoncer à leur application ».

Nous sommes arrivés aux arrêts que la Cour de cassation rendit en 1894 et par lesquels, abandonnant sa jurisprudence antérieure, elle admet à son tour l'insaisissabilité relative. Jusque-là, pendant cette longue période qui commence en 1859, nous étions toujours en présence de deux systèmes, d'une part l'insaisissabilité relative

1. D. 94, 2, 215.

posée par la Cour de Lyon, de l'autre l'insaisissabilité absolue tempérée par l'exception admise en cas de faillite par la Cour de cassation elle-même. Et cette exception, cependant, est repoussée par un parti important de la jurisprudence qui se refuse à l'accepter parce qu'elle n'est justifiée que par l'apparence d'une distinction juridique.

Ce qui est particulièrement curieux, c'est la passion avec laquelle les tribunaux semblent prendre parti, et aussi ce fait que presque tout l'effort de la lutte porte sur cette exception de la faillite. Les uns la défendent et s'acharnent à la justifier, les autres l'attaquent, enfin elle sert d'arme aux troisièmes pour faire triompher l'insaisissabilité relative ; mais, dans presque tous les jugements, qu'il s'agisse de faillite ou de toute autre application de l'insaisissabilité, elle se trouve invoquée ou combattue. Et ce qui est non moins intéressant à remarquer, c'est que l'idée même de cette exception appartient à l'autorité administrative, au Conseil d'Etat (26 fructidor an XIII), le plus solide défenseur du principe, dont la distinction fut adoptée par le ministre des finances dans son instruction du 1^{er} mai 1819. Tant il est vrai qu'une exception, admise arbitrairement, conduit presque fatalement à des assimilations rendues nécessaires et à la condamnation du principe lui-même.

Si la lutte se prolongeait ainsi, cela tient, nous l'avons déjà dit, à ce que la jurisprudence se trouvait paralysée par la résistance du Trésor. Aussi voit-on plusieurs décisions déclarer que les tribunaux judiciaires n'ont pas à se préoccuper du point de savoir si l'exécution de leurs

jugements sera rendue impossible par l'autorité administrative.

Cependant, la Cour de cassation n'avait pas été appelée à statuer sur la question depuis 1859 et elle allait en être saisie coup sur coup deux fois en 1894 et une fois en 1897. Qu'allait-elle décider et quelle devait être l'influence de la décision sur la jurisprudence et sur la doctrine administrative, tel va être l'objet de notre troisième partie.

TROISIÈME PARTIE

Le conflit avec la doctrine administrative.

L'espèce sur laquelle la Cour de cassation fut appelée à statuer, le 2 juillet 1894 (1), peut se résumer ainsi. Après avoir institué un légataire universel, un testateur qui ne laissait pas d'héritiers à réserve, avait fait un certain nombre de legs particuliers, dont l'un à la fabrique d'une église, en spécifiant qu'un titre de rente sur l'Etat serait vendu pour en acquitter le montant et que le surplus serait attribué à la fabrique. Par convention avec les héritiers légitimes, le légataire universel s'engagea à leur abandonner le tiers de ce qui lui reviendrait sur le legs fait à la fabrique, dans le cas où celle-ci ne serait que partiellement autorisée à recueillir ce legs, à la condition qu'ils fissent cause commune avec lui dans son opposition à cette autorisation. La fabrique ne fut autorisée à accepter que pour partie, mais le légataire universel,

1. D. 94, 1, 497 note de M. Glasson ; S. 95, 1, 5 note de M. Lyon-Caen.

oubliant ses engagements envers les héritiers, refusa d'aliéner le titre de rente. De là la demande de transfert formée par les légataires particuliers et les héritiers légitimes.

Le légataire universel prétendit alors que les héritiers n'étaient que des donataires sous seings privés, qu'ils n'avaient donc aucun titre, et que d'ailleurs les rentes étaient insaisissables. Le tribunal, puis la Cour de Toulouse (6 août 1891 et 25 janvier 1892), rejetèrent cette prétention et ordonnèrent la vente du titre par le notaire séquestre.

Sur le pourvoi du légataire universel, M. le conseiller Monod, dans son rapport, formula cette observation que le testateur, en ordonnant la vente de l'inscription, en avait attribué la propriété aux légataires particuliers et à la fabrique, au prorata des droits de chacun d'eux, qu'ainsi à aucun moment, la propriété n'avait résidé sur la tête du légataire universel. On pouvait même dire que l'insaisissabilité n'était pas en jeu, qu'il ne s'agissait que du capital produit par la vente. Enfin, les héritiers légitimes n'avaient eu à former aucune saisie ou opposition.

Il se présentait donc un moyen pour la Cour d'éviter de se prononcer sur le principe de l'insaisissabilité ainsi qu'elle l'avait déjà fait le 2 décembre 1879, moyen que son rapporteur lui-même lui offrait. Cependant, elle ne se déroba pas et à son tour condamna l'insaisissabilité absolue en termes catégoriques :

« Attendu que l'application des lois spéciales doit être strictement enfermée dans les limites fixées par la teneur même de leurs dispositions ; attendu que du texte de

l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI et de l'article 7 de la loi du 22 floréal an VII, il résulte que ces lois, en déclarant insaisissables les rentes sur l'Etat français, ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts de ces rentes pratiquées aux mains du Trésor public, mais qu'elles n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe fondamental écrit dans les art. 2092 et 2093 du Code civil, de se faire attribuer par la justice les rentes sur l'Etat que leur débiteur est appelé à recueillir dans une succession, du moment que le transfert ne nécessite aucune saisie préalable. — Attendu que les héritiers naturels sont devenus créanciers..., qu'ils ont demandé la vente et la répartition du prix de la rente ; qu'en accueillant cette demande, alors qu'elle n'avait été précédée d'aucune saisie-arrêt aux mains des agents du Trésor, l'arrêt attaqué, loin de violer les textes précités, n'en a fait qu'une exacte appréciation. »

Quelques jours plus tard, le 16 juillet 1894, la chambre des requêtes rendait à son tour un arrêt motivé presque dans les mêmes termes, confirmant deux décisions du tribunal de Nice et de la Cour d'Aix (3 déc. 1889 et 9 nov. 1892). Un père de famille avait remis en dot à ses deux filles deux titres de rente qui, au décès du constituant, se trouvaient encore en la possession des donataires. Le transfert en était nécessaire pour arriver à la composition des lots ; sur le refus des donataires, le tribunal de Nice en ordonna la vente, et c'est sa solution qui fut confirmée par la Cour d'Aix et la Chambre des requêtes (1).

1. Mêmes références que l'arrêt du 2 juillet 1894.

« Attendu que l'application des lois spéciales doit être strictement renfermée dans les limites fixées par la teneur même de leurs dispositions. — Attendu que du texte de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI et de l'article 7 de la loi du 22 floréal an VII, il résulte que ces lois, en déclarant insaisissables les rentes sur l'Etat français, ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts de ces rentes pratiquées aux mains du Trésor public, mais qu'elles ne sauraient faire obstacle à l'application des principes généraux de la législation civile, et notamment de l'art. 829 C. civ., qui impose à chaque héritier de rapporter à la masse les dons qui lui ont été faits, ni s'opposer au transfert de ces rentes, rendu nécessaire pour arriver à la composition légale de l'actif de la succession, lorsque d'ailleurs ce transfert n'exige aucune saisie préalable... »

Aucun doute ne pouvait donc demeurer sur l'opinion de la Cour de cassation, en présence des termes si catégoriques des deux arrêts : les lois révolutionnaires n'ont pas entendu soustraire les rentes sur l'Etat au droit de gage des créanciers, elles n'ont limité les droits de ceux-ci qu'en tant qu'ils auraient pu se manifester par des saisies ou oppositions aux mains du Trésor. Le raisonnement suivi est très simple : les lois de l'an VI et de l'an VII sont des lois exceptionnelles, elles doivent donc être soumises à une interprétation restrictive ; or, un doute s'est élevé sur l'étendue de la prohibition qu'elles édictent, il doit être tranché dans le sens le plus favorable au droit commun, c'est-à-dire à la protection des droits des créanciers.

Ces arrêts furent recueillis par toutes les collections de jurisprudence, accompagnés des notes de leurs meilleurs arrêtistes : MM. Glasson (D.), Lyon-Caen (S.), Buchère (Pand. fr.). Et tous constatent, en la condamnant au point de vue juridique, l'évolution qui, en près de 50 ans, a permis à la jurisprudence de modifier la loi, mais tous également reconnaissent que la nouvelle doctrine est seule équitable et en harmonie avec les besoins actuels et l'économie générale de notre droit et qu'il est à souhaiter que le législateur consacre enfin l'œuvre un peu téméraire des tribunaux.

Malheureusement, ce vœu ne semblait pas près de se réaliser. En effet, un député, M. Bazile, crut devoir interpellier le ministre des finances sur les conséquences qui pouvaient résulter pour les rentiers du nouveau système de la Cour de cassation, et sur la ligne de conduite qu'entendait tenir le Trésor (1).

Le ministre répondit (séance du 9 novembre 1895) (2), après avoir consulté le directeur de la dette, que les rentes étaient et demeuraient soustraites au droit de gage des créanciers, sous la garde vigilante du Trésor. Il ajoutait que les tribunaux ont seuls le droit de statuer quand les questions soulevées ne portent que sur la propriété des rentes, et que le Trésor n'a jamais refusé d'exécuter des décisions de cette nature ; que tel était le cas des deux arrêts dont parlait M. Bazille. Et la Chambre accueillait la réponse du ministre par des exclamations.

1. Laour, p. 29.

2. *Journal officiel*, 10 novembre 1895, p. 2284.

mations : Très bien ! très bien ! On lui parlait en effet de veiller à l'application de la loi ; mais son approbation n'allait pas jusqu'au mérite d'une disposition législative qu'elle ignorait profondément.

Selon le directeur de la dette en effet, dans les deux espèces sur lesquelles la Cour de cassation venait de se prononcer « le défendeur se prévalait vainement de l'insaisissabilité ; il s'agissait, non de poursuites exercées par le créancier, mais d'une reprise de possession par les véritables propriétaires ». Aussi dans les deux cas, les arrêts qui avaient fait l'objet des pourvois, avaient été exécutés par la dette inscrite longtemps avant que la Cour de cassation eût statué. Quant au considérant sur lequel la Cour fonde ses décisions, « il est, dit-il, contraire à la législation en vigueur et si les tribunaux, s'appuyant sur ce texte, voulaient faire rentrer les rentes, comme tous les autres biens du débiteur, dans le gage commun des créanciers, ils arriveraient à rendre des décisions méconnaissant le caractère privilégié des rentes et absolument inexécutables pour le Trésor. Mais ce n'est là qu'une éventualité et les arguments développés par la Cour paraissent seulement révéler une tendance qui est à surveiller ».

Est-ce que le directeur de la dette ne s'illusionne pas sur l'importance que vont avoir nos deux arrêts, n'est-ce pas, quoi qu'il en dise, le triomphe définitif devant la jurisprudence de la théorie de l'insaisissabilité relative et cela en toute connaissance de cause, après les longues disputes qui ont duré près de cinquante ans et le rapport de M. Monod, qui a nettement posé la question devant la Cour ?

Cependant, avant d'aller plus loin, il nous faut dégager l'évolution accomplie par la doctrine du Trésor telle qu'elle se manifeste dans la consultation du directeur de la dette.

Dans la première espèce, le testateur avait prescrit la vente de ses titres de rente pour remplir les légataires du montant de leurs legs, pourrait-on dire que le légataire universel qui avait la saisine n'était pas pour cela propriétaire des inscriptions? les légataires particuliers, qu'étaient-ils autre chose que des créanciers? De plus, le légataire universel avait traité avec les héritiers légitimes et ceux-ci étaient ses créanciers. Il faut donc bien reconnaître que l'action par laquelle les légataires particuliers comme les héritiers légitimes, demandaient la vente des titres, tendait à exécuter leur débiteur, le légataire universel, sur un bien qui, quoiqu'ayant été destiné par le testateur à être réalisé, se trouvait dans son patrimoine, ils n'agissaient donc bien qu'en qualité de créanciers.

Il n'y avait pas eu de saisie, mais en supposant que les demandeurs aient eu recours à cette voie d'exécution, le Trésor serait-il allé jusqu'à dire qu'il ne s'agissait que d'oppositions pratiquées par le véritable propriétaire, c'est-à-dire permises? assurément non, mais c'est pourtant la conséquence nécessaire de la consultation du directeur de la dette.

Sur la deuxième espèce, le directeur de la dette est plus près de la vérité. En effet, la Cour d'Aix avait ordonné le rapport en nature des deux titres de rente, par conséquent, les donataires étaient réputés n'avoir jamais

été propriétaires et se trouvant en présence de copropriétaires par indivis jusqu'à la clôture du partage, on pouvait invoquer l'insaisissabilité. Les motifs admis par la Chambre des requêtes n'en sont que plus caractéristiques, puisqu'il lui était inutile de se prononcer sur la question de l'insaisissabilité, pour arriver à la même solution.

Que conclure de tout cela, sinon que le Trésor lui-même est amené par la force des choses à limiter le plus possible la sphère d'application du principe, à lui chercher des exceptions. Il sacrifie l'article 3 de la loi du 28 floréal an VII qui exige le concours du titulaire de la rente à l'acte de transfert, à l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI qui prohibe toute saisie ou opposition sur les rentes, et cependant la loi du 28 floréal est formelle.

Mais quoi qu'en puissent dire le ministre et le directeur de la dette, les deux arrêts de la Cour de cassation font plus que révéler une tendance en opposition avec la doctrine du Trésor public, mais adoptent franchement le système de l'insaisissabilité relative.

Telle est bien, en effet, l'opinion de tous les tribunaux qui, depuis, ont été amenés à se prononcer, qu'ils admettent ou rejettent le système de la Cour suprême. Et malgré les dissidences qui se manifestent encore, on peut dire que, de ce moment, l'unité tend à se faire sur les bases et dans les termes arrêtés par la Cour de cassation : jugements et arrêts, dès qu'ils adoptent l'insaisissabilité relative, motivent leur décision en reproduisant exactement les termes dont elle s'est servie, et ne s'inquiètent plus de savoir si les droits déduits en

justice, sont ceux d'un propriétaire ou ceux d'un créancier.

C'est ainsi que la Cour de Paris (20 novembre 1895) (1) réforme un jugement du tribunal de la Seine, pour valider une saisie-arrêt; c'est encore le cas d'un jugement du tribunal de la Seine du 27 novembre 1896 (2) qui valide la saisie-arrêt qu'un créancier avait jetée aux mains d'un notaire liquidateur et nomme un séquestre chargé de réaliser ce titre et d'en affecter le prix au paiement du saisissant; d'un jugement du tribunal de Caen du 1^{er} décembre 1896 (3) qui valide une saisie pratiquée par un créancier entre ses propres mains, et encore tribunal de Rouen, 9 avril 1897 (4), Seine, 1^{er} août 1895, Paris, 13 janv. 1897 (5), Riom, 15 mai 1899 (6).

Quelques tribunaux cependant luttent encore. Il faut citer un jugement du tribunal de Melun, 4 mai 1894, confirmé par arrêt de la Cour de Paris, 19 décembre 1895 (7), homologuant le procès-verbal de liquidation d'un notaire qui attribuait des rentes à un héritier malgré l'opposition de créanciers intervenant au partage, et aussi deux jugements du tribunal de la Seine qui méritent de nous arrêter un instant par la façon remarqua-

1. D. 96, 2, 444, Pand. fr., 96, 2, 157.

2. D. 97, 2, 21.

3. *Gaz. Tr.*, 8 janv. 97.

4. *Gaz. Pal.*, 10 mai 97.

5. 97, 2, 486.

6. S. 00, 2, 244. Et encore Seine, 16 nov. 1897, *La Loi*, 97, p. 938.

7. Pand. fr., 95, 2, 80; Marseille, 4 févr. 1897, *La Loi*, 97, p. 158.

ble dont ils refusent de tenir compte de toute considération morale.

Le premier (23 janv. 1896) (1) s'occupe d'une hypothèse qui, par deux fois déjà, avait fait l'objet de décisions judiciaires (Cour de Montpellier, 17 juin 1870, et Seine, 28 janvier 1873), celle d'une saisie-arrêt pratiquée aux mains d'une société d'assurances mutuelles sur la vie, obligée à convertir le montant de toutes ses primes en rentes sur l'Etat. La police venait à remboursement, un créancier mit une saisie aux mains de la société débitrice d'un titre de rente, mais le débiteur refusa de consentir à la réalisation du titre. Le tribunal, après avoir déclaré que si le débiteur était de bonne foi, il consentirait à la vente, reconnaît que la loi est pour lui. C'est aux mains du Trésor que la saisie aurait dû être faite. Mais le Trésor n'est tenu qu'au paiement des arrérages et il s'agissait d'une saisie portant sur le capital. La jurisprudence a pu, dit-il, apporter des exceptions à l'insaisissabilité, mais « seulement lorsque le propriétaire de la rente est dessaisi. » N'était-ce donc pas le cas ? « Et où la propriété a momentanément cessé d'exister » : et la règle que le mort saisit le vif ? et l'effet déclaratif du partage ? Voilà où mène l'admission arbitraire d'exceptions qui n'ont aucun fondement juridique.

Dans la deuxième espèce, Seine, 30 janvier 1896 (réformé par la Cour de Paris, 13 janvier 1897), un sieur P... s'était rendu cessionnaire d'une inscription de rente nominative au mépris d'oppositions faites par des créan-

1. D. 97, 2, 17, note de M. J. Appleton ; Pand. fr., 96, 2, 157.

ciers. P... soutenait que, bien qu'ayant connu les oppositions, il n'avait fait ni fraude ni même échec aux droits des créanciers de ses cédants, puisque les rentes ne sont pas comprises dans leur gage commun, et le tribunal reconnu qu'il avait raison.

Mais ce jugement se termine par une disposition singulière : « Attendu que si le caractère des titres de rente au porteur peut avoir pour conséquence de permettre, dans certains cas, la saisie de ces titres, il n'en saurait être de même des titres nominatifs. » Quels peuvent bien être ces cas, que le tribunal ne juge malheureusement pas à propos de nous faire connaître ? En principe, il ne peut y avoir, au regard de leur insaisissabilité, aucune différence entre ses deux sortes de titre, et en pratique il n'y a qu'une raison qui permette de les traiter différemment : c'est que le Trésor n'aura pas à intervenir dans le transfert des titres au porteur, et que si des créanciers ont eu la bonne fortune de mettre la main sur de tels titres, ils pourront les faire vendre sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Mais est-ce qu'une semblable différence peut exister pour un tribunal qui, comme la deuxième chambre du tribunal de la Seine, proclame aussi haut l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat ? Aurait-elle donc jugé en sens contraire s'il s'était agi de titres au porteur ?

Un autre jugement de la Seine, 11 novembre 1896 (5^e ch.) (1), décide aussi : « que des considérations d'équité et d'ordre moral ne sauraient permettre d'éluider une loi d'ordre public puisqu'elle a pour raison d'être un intérêt de crédit national ».

1. *Gaz. Tr. et Le Droit*, 21 novembre 1896.

A côté de ces jugements un peu légèrement rédigés, nous trouvons des décisions qui, comme un arrêt de la Cour de Paris du 7 août 1896 (1), restent fidèles à l'insaisissabilité absolue, parce qu'au lieu d'envisager les nécessités pratiques actuelles, elles se placent à un point de vue historique et tiennent compte des circonstances au milieu desquelles furent votées les lois de l'an VI et de l'an VII. Cependant il a fallu admettre des exceptions, mais « en vertu de règles de droit tirées d'autres dispositions législatives dont l'application peut être faite sans porter atteinte aux lois précitées ». Cette affirmation n'est-elle pas bien téméraire. Si l'on dit communément que l'exception confirme la règle, ce raisonnement est-il bien juridique?

Ce qu'il faut mettre en lumière, c'est que le terrain de la lutte s'est entièrement déplacé : après avoir porté entre les partisans de l'insaisissabilité absolue et ceux qui voulaient la tempérer par quelques exceptions, la dispute n'existe plus qu'entre ces derniers et les adeptes de l'insaisissabilité relative. Mais si au début les exceptions que la jurisprudence s'efforçait de justifier, avaient une raison d'être, la réaction de l'équité et du droit commun contre une règle injuste et exceptionnelle, il n'en est plus de même aujourd'hui : si elles n'ont été admises que pour satisfaire à des préoccupations morales, pourquoi continuer à les défendre alors que l'idée conductrice qui les avait suscitées, a réussi à renverser le principe qu'elles avaient pour but de tempérer. Soyez

1. D. 97, 2, 113, note de M. Glasson.

partisans de la morale ou restez fidèles au vieux principe, mais ne vous arrêtez pas à mi-chemin, occupés à justifier des exceptions qui s'expliquaient par la lutte engagée contre l'insaisissabilité absolue, mais qui aujourd'hui ne répondent plus à aucun besoin.

Il nous faut parler ici d'une objection assez spécieuse soulevée par les défenseurs de l'insaisissabilité absolue (1). La jurisprudence, dit-on, prétend admettre la saisie-arrêt des titres de rente aux mains d'un tiers détenteur, mais le seul moyen de saisir une créance, est de pratiquer une saisie-arrêt aux mains du tiers débiteur : ainsi la loi du 24 mars 1842 (C. pr. c. art. 636 et s.) a organisé la saisie des rentes constituées sur particuliers aux mains du débi-rentier. Or le débi-rentier est ici l'Etat, la saisie-arrêt n'est donc pas possible, car ne peut être appelée ainsi la main mise, qui ne porte pas sur le droit liant le crédit-rentier et son débiteur, mais seulement sur le titre, sa représentation matérielle, l'instrument au moyen duquel on se fait payer les arrérages et on rapporte la preuve de son droit. Mais une telle procédure n'est pas dans la loi, dont le silence vient ainsi confirmer la règle de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat.

Mais, répond M. Jean Appleton (2), un droit existant ne peut être anéanti par l'insuffisance des moyens que le législateur a organisés pour le sanctionner. Dans notre

1. Conclusions de M. le substitut Bomboy, devant la 2^e chambre du tribunal de la Seine, le 30 janvier 1896, l'Audience n^o 4829.

2. D. 97, 2, 17.

droit, à l'encontre de ce qui avait lieu en droit romain, le fond domine la forme : tout droit, dans son essence même, comporte une action au moyen de laquelle il se réalise dans les faits, et c'est à la pratique, dans le silence de la loi, à établir les formes de cette action. C'est ce qui s'est produit pour la saisie des actions des grandes compagnies, que la loi n'avait pas réglementée.

Cependant M. Glasson (1) combat, sinon l'argumentation, du moins ses résultats. Assurément le nombre des actions n'est pas limité, mais ce principe comporte d'importantes dérogations : il y a des cas où la forme l'emporte sur le fond, telles sont les voies de recours. Mais peut-on argumenter par analogie des voies de recours aux voies d'exécution ? Nous ne le croyons pas ; en effet les voies de recours constituent incontestablement une matière exceptionnelle, qui par suite ne peut être qu'une création de la loi, mais les voies d'exécution sont en quelque sorte les compléments nécessaires des droits qu'elles ont pour but de mettre en œuvre, en conséquence elles doivent posséder plus de souplesse et se modeler, pour ainsi dire, sur les droits auxquels on veut les appliquer. Et on en pourrait dire autant des autres exemples de M. Glasson, qu'il prend dans des matières exceptionnelles.

Il importe donc peu que la saisie des rentes, admise par la jurisprudence, soit la saisie-arrêt telle qu'elle a été organisée par le Code de procédure civile.

On peut encore fortifier la théorie de M. Appleton par

1. D. 97, 2, 113.

une observation d'une autre nature. La saisie-arrêt de droit commun se propose d'abord d'empêcher par le débiteur le remboursement du capital et ensuite la cession de la créance : voilà pourquoi on ne conçoit pas qu'elle puisse être jetée en d'autres mains que celles du débiteur. Mais lorsqu'il s'agit d'une rente sur l'Etat, le but du créancier n'est pas de mettre obstacle à un remboursement possible, et il n'est pas davantage d'empêcher une cession en prévenant le débiteur : quand on a mis la main sur un titre nominatif, on est suffisamment assuré que le titulaire n'en pourra disposer. Par conséquent les deux principales raisons qui font que la saisie-arrêt se met aux mains du débiteur, ne se retrouvent pas ici ; on s'explique donc fort bien que la saisie des rentes sur l'Etat organisée par la pratique, sous quel que nom qu'on la désigne, se fasse en d'autres mains que celles du Trésor public.

Quoi qu'il en soit de cette discussion, d'ailleurs nouvelle dans la doctrine, elle ne semble pas avoir jamais été retenue par la jurisprudence.

Les deux arrêts de cassation de 1894 n'avaient donc pas réussi à faire triompher la doctrine de l'insaisissabilité relative, non pas parce que l'interprétation qu'en avait tentée le Trésor ne voulait voir en eux que l'application de l'ancien principe, mais parce que de nombreuses juridictions entendaient rester fidèles à l'esprit de la loi, tel que l'avait indiqué le rapport de Vernier devant le Conseil des anciens. Cependant si la réponse du mi-

nistre à M. Bazille avait pu faire naître un doute sur la véritable doctrine de la Cour de cassation, ce doute allait être levé par un nouvel arrêt de cassation en date du 23 novembre 1897.

Le tribunal de Melun avait rendu en 1894 un jugement qui homologuait un procès-verbal de liquidation en suite de décès et déclarait les créanciers d'un des héritiers non fondés à exiger une attribution personnelle des rentes sur l'Etat revenant à leur débiteur, par le motif que l'article 882 Code civil n'autorise pas cette attribution et que les rentes sur l'Etat sont insaisissables. Ce jugement fut confirmé le 17 décembre 1895 par la Cour de Paris, adoptant purement et simplement ces motifs. Telle est l'espèce dont fut saisie la Cour suprême. Nous analyserons rapidement le rapport de M. le conseiller Durand, pour bien montrer que la Cour a, cette fois-ci au moins, statué en pleine connaissance de cause.

La loi du 24 août 1793 qui créa le Grand-Livre de la dette publique, reconnut dans ses articles 185 et suivants, le principe de la saisie des rentes par les créanciers, puis la loi du 21 messidor an V vint limiter leurs oppositions au moment où les transferts avaient été visés par la Trésorerie nationale, enfin les lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII déclarent, après la consolidation du tiers, qu'il ne sera plus reçu d'opposition sur le capital ni sur les arrérages. Ces lois ne prohibaient-elles pas seulement les saisies aux mains du Trésor dans le but de faciliter le service et le transfert des rentes en affranchissant la comptabilité nationale de difficultés incessantes? Leur texte n'y répugne pas, d'autant plus que la prohi-

bition s'expliquait dans cette mesure par les circonstances dans lesquelles elle intervenait : de nombreuses oppositions avaient frappé les rentes et le crédit national était fort compromis. Pour rendre confiance aux capitaux et assurer la libre circulation des rentes, il suffisait donc d'interdire l'opposition entre les mains du Trésor. •

Cependant la doctrine de l'insaisissabilité absolue prévalut, appuyée qu'elle était du rapport de Vernier, et il faut bien reconnaître que sous couleur de favoriser le crédit public, elle n'a été qu'un encouragement à la mauvaise foi. Et M. Durand ajoute : « En présence d'un tel état de choses ce qui devait se produire est arrivé. Avec le temps l'idée première s'est transformée, les adoucissements sont venus, des modifications graduelles et ininterrompues ont été apportées à la règle de l'insaisissabilité ». Puis il expose les principales exceptions admises par la jurisprudence. Il arrive enfin à demander à la Cour si elle n'a pas tranchée la question par ses deux arrêts en 1894, malgré ce qu'en a dit le directeur de la dette : oui, car les arrêts ne considèrent bien les opposants que comme des créanciers, c'est ainsi qu'ils les qualifient et leurs termes sont singulièrement précis pour qu'on puisse soulever un doute.

Ainsi, suivant M. le conseiller rapporteur, les lois de l'an VI et de l'an VII avaient bien entendu soustraire les rentes au droit de gage des créanciers, mais cette mesure qui était en disproportion avec le but poursuivi, devait avoir des conséquences tellement inacceptables qu'il lui fallait disparaître sous les exceptions. En somme l'évolu-

tion dès ce moment lui paraissait accomplie et il ne lui semblait pas possible de refuser d'en sanctionner des résultats en acceptant le fait accompli.

La Cour accepta ses conclusions et statua le 2 novembre 1897, dans les mêmes termes que ceux dans lesquels elle s'était déjà prononcée en 1894: « les lois de l'an VI et de l'an VII et toutes celles qui les ont confirmées, ont eu simplement pour objet d'interdire les saisies-arrêts entre les mains du Trésor public, mais n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe fondamental écrit dans les articles 2092 et 2093 Code civil, de faire ordonner par justice la réalisation à leur profit des rentes sur l'Etat de leur débiteur, du moment qu'il n'y a pas lieu à saisie aux mains du Trésor ».

Il est permis de croire que la jurisprudence est enfin fixée et que la dispute qui depuis 40 ans divisait les tribunaux judiciaires est terminée. Cependant depuis 1897, à côté de deux jugements l'un du tribunal de Marseille 26 octobre 1898 (1) et l'autre du tribunal de Soissons, 27 janvier 1898 (2), nous relevons un jugement du tribunal de Villefranche du 17 décembre 1897 qui professe encore la doctrine de l'insaisissabilité; il a d'ailleurs été réformé par la Cour de Lyon, 21 mars 1900 (3).

Mais si l'unité se trouve faite au sein de la jurisprudence, le conflit est toujours aussi vif entre elle et l'autorité administrative. En effet, le 20 novembre 1897, à la veille même du jour où la Cour de cassation rendait l'arrêt

1. Recueil Marseille, 99, 1, 20.

2. Recueil d'Amiens, 98, 113.

3. *Moniteur judiciaire de Lyon*, 17 juillet 1900.

que nous venons de rapporter, M. Cochery, ministre des finances, répondait à M. de Sales, sénateur qui lui avait adressé une note lui signalant les tendances des tribunaux à restreindre l'étendue du privilège accordé aux rentiers, qu'il ne cesserait de se conformer à la théorie de l'insaisissabilité absolue qui a toujours été celle du Trésor et du Conseil d'Etat (1).

L'antagonisme est donc toujours aussi violent entre les autorités judiciaires et administratives. Cependant il serait inexact de croire que la doctrine du Trésor n'a pas subi dans une certaine mesure l'influence de l'évolution qui s'accomplissait dans la jurisprudence.

Nous avons vu que dès les premières années de l'application des lois de l'an VI et de l'an VII, la jurisprudence administrative s'est attachée à distinguer suivant que ceux qui prétendaient exercer des droits sur des rentes, agissaient en qualité de créanciers ou de propriétaires, la loi de l'an VI avait en effet expressément réservé à ces derniers le droit de mettre opposition sur leurs titres de rente, et la loi de l'an VII, exigeait que tout transfert entre vifs fût fait sur le vu d'une déclaration signée du propriétaire. De là en cette matière, il n'était pas vrai de dire que promesse de vente vaut vente, la vente ne transférait pas la propriété dès la seule condition du double consentement nécessaire, il fallait en outre une sorte de tradition solennelle, le transfert sur le Grand-Livre de la dette. Mais, comme toute exécution forcée sur un titre de rente était impossible, il s'ensuivait que si après avoir

1. *Moniteur judiciaire*, 17 janvier 1898.

consenti la cession d'une inscription par acte sous seings privés, même par acte notarié, le vendeur se refusait à réaliser le transfert, l'acheteur qui n'était que créancier d'une obligation de faire, n'avait que la ressource d'obtenir des dommages-intérêts pour inexécution (cass. ch. des req., 5 juillet 1870) (1). De là encore s'il se trouvait qu'une décision judiciaire avait attribué des titres à un créancier, le Trésor se reconnaissait le droit de refuser le certificat du greffier délivré en exécution de ce jugement, dès qu'il s'apercevait qu'il y avait un titulaire et qu'on avait passé outre à son refus de consentir au transfert. Nous avons déjà exposé tout cela dans notre première partie.

Eh! bien aujourd'hui, le Trésor se montre de plus en plus large, lorsqu'il s'agit de déterminer si les droits revendiqués sur des rentes sont ceux d'un propriétaire ou ceux d'un créancier. Nous n'en voulons pour preuve que la note adressée par le directeur de la dette au ministre des finances, le 6 novembre 1895, qui devait servir de fond à la réponse que ce dernier faisait à la tribune de la Chambre à M. Bazille. Nous l'avons vu plus haut, dans cette note, le directeur de la dette s'efforce de reconnaître la qualité de propriétaire à des gens qui n'agissaient et ne pouvaient agir que comme des créanciers. Autrefois les créanciers cherchaient à dissimuler leurs prétentions sous les formes d'une contestation de propriété, aujourd'hui c'est le Trésor qui se charge de les déguiser en forme d'action en revendication.

1. Mollot, *Bourses de Commerce*, n° 258.

Le Conseil d'Etat rendait de son côté, le 8 juillet 1898 (1), un arrêt bien significatif. Voici l'espèce : un sieur Decœur, nu-propiétaire d'un titre de rente, consent par acte sous seings privés, la cession de son titre à un sieur Coudray, et reconnaît en avoir reçu le prix ; il s'engage à lui en consentir le transfert à la première réquisition. A la mort de l'usufruitier, Coudray réclame le transfert de l'inscription, Decœur refuse et le tribunal de Meaux juge que le titre est devenu la propriété de Coudray et autorise celui-ci à en faire opérer le transfert. Mais le ministre refuse le transfert par ce motif que la cession, comme le jugement, n'ont pu conférer à l'acheteur que des droits dont la réalisation reste subordonnée au concours du titulaire actuel, attendu qu'il ne pouvait y avoir en cette matière d'exécution forcée du débiteur. Cette décision du ministre était bien conforme à la théorie que nous venons de rappeler et qu'avaient acceptée tous les tribunaux.

Pendant le Conseil d'Etat rendit l'arrêt suivant :
« Considérant que par jugement définitif le tribunal de Meaux a déclaré que le titre de rente appartient à Coudray ; qu'ainsi ce n'est pas en qualité de créancier, mais en vertu du droit de propriété reconnu par le jugement précité que le requérant a demandé le transfert de ce titre à son nom ; considérant d'autre part qu'à l'appui de la demande, Coudray, a présenté un certificat de propriété délivré en conformité du jugement et qu'il a ainsi satisfait aux prescriptions de la loi du 22 floréal an VII art. 6. Que le ministre n'est pas fondé à prétendre que la muta-

1. D. 99, 3, 108.

tion demandée n'aurait pu être effectuée qu'en violation de l'article 4, de la loi du 8 nivôse an VI et qu'elle aurait constitué une atteinte au principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat..... »

Cet arrêt condamne donc le système jusqu'alors suivi par le Trésor : la simple cession même non suivie d'un transfert suffit à transporter la propriété d'un titre de rente à l'acheteur, car il est bien certain que ce n'a pas été l'œuvre du jugement qui n'a pu que constater l'effet de la vente. Ce premier point est considérable, car il constitue une interprétation entièrement nouvelle d'un texte qui jusque-là n'avait fait l'objet d'aucune controverse, même de la part de l'autorité judiciaire. Mais le Conseil d'Etat va encore plus loin : dès que celui qui réclame un transfert a fourni un certificat de propriété régulier, délivré par un greffier en exécution d'un jugement conformément à la loi, le Trésor n'a plus à examiner si la décision judiciaire a porté atteinte au principe de l'insaisissabilité. C'est bien ce qui résulte de ces mots : le ministre n'est pas fondé à *prétendre*... Le Trésor doit donc renoncer au droit qu'il a toujours revendiqué et qu'on lui a toujours reconnu, d'examiner si les décisions judiciaires dont on lui demande l'exécution, n'ont pas porté atteinte à l'insaisissabilité. En ce dernier sens nombreux arrêts du Conseil d'Etat : 3 janvier 1813 (1), 19 décembre 1830 (2), 6 août 1878 (3).

1. D. R. p. 1365 ; S. IV, 2, 226.

2. D. 40, 3, 68 ; D. R. p. 1365 ; S. 40, 2, 281.

3. D. 79, 3, 41 ; S. 79 2, 25. Dans le même sens, décision ministérielle du 9 août 1816, D. R., p. 1383.

Comment s'expliquent ces variations de la part du Conseil d'Etat ? Par l'influence des nécessités pratiques, de la même façon que l'évolution de la jurisprudence, par l'impérieux besoin de restreindre le champ d'application d'une loi qui ne semblait faite que pour favoriser la fraude et la mauvaise foi. Pourquoi alors n'avoir pas suivi la jurisprudence jusqu'au bout ? Parce que le Trésor se considère comme lié vis-à-vis des rentiers par le contrat passé avec eux lors de l'émission de leurs rentes : il les leur avait offertes dotées du privilège d'une insaisissabilité absolue, le leur retirer aujourd'hui, serait une atteinte à leurs droits (1). Et il faut bien convenir que ce raisonnement est juste, si les conséquences pratiques en sont désastreuses.

Il y a peut-être encore une autre raison à la fidélité que montre le Trésor à notre principe, c'est la responsabilité qui pourrait être mise à sa charge. Ceci exige quelques explications.

Sous l'empire de la loi du 28 floréal an VII, nous savons que les transferts réels, c'est-à-dire faits ensuite de cessions entre vifs et à titre onéreux, se réalisaient par la seule signature du vendeur ou de son fondé de procuration spéciale et authentique, accompagnant la remise du titre.

Ce système entraînait une lourde responsabilité pour le Trésor, dont les agents ne pouvaient vérifier l'identité des rentiers (2). Aussi l'arrêté du 27 prairial an X (complété

1. Laferrière, « Traité de la juridiction administrative », I, p. 509 et 599.

2. Vuhner, *Histoire de la dette publique en France*. II, p. 363

par le décret 13 therm. an XIII) vint-il remédier à cette situation, en exigeant la présence d'un agent de change et la production d'une déclaration de transfert signée de lui et du rentier. L'agent de change décharge ainsi l'Etat et demeure responsable pendant 5 ans de la validité des transferts, en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de la signature et celle des pièces produites.

Pour les mutations ou transferts de forme, on appelle ainsi à la dette inscrite, les transferts qui n'exigent pas le concours des agents de change, c'est-à-dire ceux qui se font en cas de transmission par succession, donation, testament ou en vertu d'un jugement, ce sont les officiers publics et ministériels qui ont délivré les pièces nécessaires, qui assument la responsabilité de la validité des transferts, du moins en ce qui concerne les pièces délivrées par eux et leur contenu.

Mais qu'ils s'agisse de transfert ou de mutation, n'y a-t-il pas place pour une responsabilité incombant au Trésor ? Non, disait le Conseil d'Etat, dans un avis du 7 janvier 1851 « l'intervention du Trésor dans les transferts et mutations est purement administrative ; les lois n'imposent au Trésor d'autres obligations que celles de tenir des registres destinés à leur servir de minutes et de délivrer à l'acheteur un extrait de la nouvelle inscription de rente. La seule responsabilité qu'il encourt est celle qui pourrait résulter du non-accomplissement de ces obligations. » Et le ministre répondait à son tour, le 25 septembre 1851, dans une lettre au syndic des agents de change de Paris, qui l'avait consulté à ce sujet : « Que le bureau des transferts ne doit pas se livrer à des vérifications qui le feraient

sortir du rôle passif où il doit se renfermer ». Le Trésor n'a donc qu'un rôle passif qui consiste à déférer aux réquisitions qui lui sont régulièrement faites, sans avoir à examiner autre chose que la forme des pièces qui lui sont produites. « L'examen dont la direction du Grand-Livre a à s'occuper, est légalement consommé quand elle s'est assurée que les certificats de propriété, délivrés par les notaires, sont revêtus des formalités et renferment les indications voulues » (avis du Conseil d'Etat, 2 juillet 1828) (1).

C'est ainsi par exemple qu'il faudrait déclarer le Trésor responsable dans l'espèce suivante : Un individu pourvu d'un conseil judiciaire obtient main levée de la mesure, mais le jugement est rapporté sur la tierce opposition de sa femme. Dans l'intervalle il avait aliéné un titre de rente, sa femme attaque le Trésor en responsabilité devant le Conseil d'Etat, le jugement avait été rendu par défaut, il n'avait pas été signifié au conseil judiciaire et n'avait donc pu devenir définitif. La direction de la dette aurait dû au moins exiger la production du certificat de non-opposition ni appel, elle avait donc commis une faute, dont elle devait être déclarée responsable. Cependant le Conseil d'Etat en décida autrement (4 mars 1880) (2) s'appuyant sur ce que le rôle du Trésor est purement passif et que les agents de change sont responsables de la validité des transferts. C'était en contradiction avec la théorie administrative, telle que

1. En ce sens C. d'Etat 8 juin 1883; D. 85, 3, 17; 13 mars 1874. D. 75, 3, 27.

2. D. 81, 3, 49.

nous venons de l'exposer : il s'agissait d'une question de forme, dont l'examen n'aurait pas dû échapper à la direction de la dette. Le greffier avait délivré la pièce demandée, mais n'avait pas à se préoccuper du point de savoir si elle était suffisante pour obtenir le transfert.

Mais l'administration est tellement soucieuse d'écarter d'elle toute responsabilité qu'une décision du ministre, du 22 avril 1852, rendue conformément à un avis de la section des finances du Conseil d'Etat refusa l'immatriculation d'un titre sous le prétexte que le certificat délivré par le greffier contenait *in extenso* le texte d'un jugement et qu'ainsi le greffier se déchargeait de sa responsabilité en soumettant à l'examen des agents du Trésor des titres qu'ils n'ont pas à apprécier. Mais un décret de la section du contentieux du Conseil d'Etat annula cette décision : la citation faite par le greffier ne pouvait en rien affaiblir l'affirmation qui faisait l'objet du certificat.

En résumé le Trésor ne peut être responsable que s'il omettait d'exiger des personnes qui requièrent un transfert, l'accomplissement des conditions prescrites par la loi ou s'il se contentait de pièces insuffisantes ou présentant des vices de forme. Mais il doit conserver son rôle passif en ce qui concerne le fond et la vérité des pièces produites.

Cependant le Trésor reste-t-il bien fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est ainsi tracée ? Non, car il se prétend le gardien du privilège des rentiers et comme tel, en droit de refuser tout transfert qui lui paraît être demandé en violation du principe de l'insaisissabilité. C'est un droit

et un devoir, par suite il faut décider que le Trésor engagerait sa responsabilité s'il opérait un transfert sans s'être assuré qu'il est bien requis par le propriétaire des inscriptions qui en font l'objet. Nous avons donc raison de dire que la responsabilité qui peut être mise à la charge de la direction de la dette, aux termes de la doctrine administrative, est une seconde raison de l'attachement qu'elle montre au principe de l'insaisissabilité.

Depuis quelques années, il est vrai, certains auteurs ont repris l'idée que M. Labbé avançait en 1859 (1) que l'insaisissabilité ne serait qu'une contre-vérité qui serait parvenue à s'ériger en axiome par suite de la trop grande facilité avec laquelle chacun l'aurait admise. M. Rozier, dans un ouvrage intitulé : de l'*Insaisissabilité des rentes sur l'Etat* et après lui M. Jean Appleton dans une note du *Répertoire* de Dalloz (2), ont tenté de soutenir que la loi de l'an VI n'avait nullement eu pour objet de soustraire les rentes au droit de gage commun des créanciers, mais ce ne sont que de brillants paradoxes dont M. Glasson a eu facilement raison dans une note en réponse aussi publiée dans le *Répertoire* (3).

On comprend donc très bien la fidélité que le Trésor montre à notre principe, d'une part il ne peut manquer à ses engagements, de l'autre il craint d'engager sa responsabilité et, par suite, veille dans la mesure où cela est en son pouvoir, au maintien des droits de ses créanciers. Tout ce qu'il a pu faire, c'est se montrer plus large

1. *Journal du Palais*, 545.

2. 97, 2, 17.

3. 97, 2, 113.

dans l'interprétation et l'application de la loi. Un premier pas avait été fait lorsqu'il avait permis l'aliénation des rentes des faillis par les syndics, enfin par l'arrêt de 1898 le Conseil d'Etat vient d'entrer dans une voie qui, pour peu qu'il y persévère va aplanir quelques-unes des difficultés.

En effet, que la direction de la dette admette toujours les certificats délivrés par les greffiers, sans examiner comment les tribunaux ont ordonné le transfert et il n'y aura plus conflit entre les autorités judiciaire et administrative, toutes les fois où le créancier aura obtenu un jugement d'attribution : tel sera le cas du créancier gagiste, ou lorsqu'il s'agira de l'acheteur d'un titre dont le vendeur se refuse à réaliser le transfert. Le Conseil d'Etat vient de faire là une concession considérable, mais l'insaisissabilité conserve pour lui son empire toutes les fois, au contraire, où la justice n'aura pu qu'autoriser la vente des inscriptions de rente au profit des créanciers.

Quant à la jurisprudence, bien qu'il lui manque encore la consécration que lui aurait donnée l'autorité d'un arrêt rendu par la Cour suprême, toutes chambres réunies, son œuvre est terminée, elle accepte dans toutes ses conséquences le nouveau principe de l'insaisissabilité relative. Mais il nous faut, avant de terminer cette étude, envisager la situation actuelle que fait aux rentes sur l'Etat la doctrine du Trésor.

Et tout d'abord, d'une façon générale, toute saisie ou opposition aux mains de qui que ce soit, demeure prohibée. C'est la lettre de la loi. Mais faut-il dire que les rentes sont soustraites au droit de gage des créanciers ?

non, puisque les syndics devront les réaliser comme tout autre bien qu'ils trouveront dans l'actif du failli. Il arrivera encore que lorsqu'une inscription sera comprise dans une masse de biens soumise à un partage, les créanciers, grâce à une opposition à partage, pourront les faire vendre à leur profit. Cette opposition, de l'avis de tous, vaut cependant saisie, c'est donc une véritable voie d'exécution. Nous en avons vu un exemple dans l'espèce qui a fait l'objet de l'arrêt de cassation du 2 juillet 1894. La direction de la dette a voulu voir dans l'action des créanciers une revendication. Voilà donc un moyen de triompher des résistances du Trésor : chaque fois qu'un créancier pourra donner à son action les apparences d'une revendication, il aura des chances d'obtenir son transfert.

En matière de nantissement nous savons que le Trésor admet aujourd'hui que le créancier non payé fasse vendre les titres engagés, sous la double condition qu'il y ait eu remise de possession et rédaction d'un écrit. Il consent d'ailleurs, en pratique, à mentionner sur les inscriptions, la dation en gage.

En cas de vente enfin, l'acheteur peut, depuis l'arrêté du Conseil d'Etat du 8 juillet 1898, exiger de son vendeur le transfert que celui-ci lui refuserait en exécution de sa cession, bien qu'il ne puisse lui-même être considéré que comme créancier d'une obligation de faire.

Voilà les seules exceptions que le Trésor accepte au principe de l'insaisissabilité. Elles présentent déjà un notable adoucissement de la théorie première. De plus, en pratique, il arrivera fréquemment que le créancier,

dans l'impossibilité de poursuivre la vente des inscriptions de rente de son débiteur, par les moyens ordinaires de contrainte directe, pourra user à son égard d'une véritable contrainte morale qui, avec un peu de patience, lui permettra d'atteindre son but.

Il en pourra être ainsi toutes les fois où le créancier aura pu mettre un titre sous la main de justice, au moyen soit d'une saisie-arrêt, soit d'une saisie-exécution. Assuré de n'en pas voir prononcer la main levée par les tribunaux, il usera du droit de rétention qu'il aura ainsi acquis. Sa situation sera la même que celle du gagiste, si les conditions exigées par la dette inscrite pour admettre le nantissement, n'ont pas été remplies.

C'est par un moyen du même genre que la jurisprudence oblige l'héritier bénéficiaire à comprendre les rentes de la succession dans la réalisation de tout l'actif : elle ne peut pas l'y contraindre, mais elle le prévient que s'il s'y refuse, elle le déclarera déchu du bénéfice d'inventaire, et la menace sera efficace, pour peu que l'héritier ne soit pas lui-même un insolvable. De même le curateur à une succession vacante sera contraint de vendre les rentes de la succession sous la menace de se voir retirer son mandat. De même encore, le débiteur qui demande au juge de lui accorder le bénéfice de la cession de biens, ne la pourra obtenir qu'en consentant à comprendre ses rentes dans les biens abandonnés à ses créanciers.

Nous avons dit aussi que l'insaisissabilité qui s'applique en principe aux titres au porteur, tout comme aux

titres nominatifs, en fait, ne les protège plus contre les poursuites des créanciers. En effet ce qui permet au Trésor de veiller d'une façon efficace au respect du privilège des rentiers pour les titres nominatifs, c'est la nécessité de faire opérer leur transfert sur le Grand-Livre de la dette publique. Mais les mutations des titres au porteur échappent totalement au contrôle du Trésor et les tribunaux, qui seuls auraient pu empêcher qu'ils fussent traités comme un titre de créance quelconque, condamnent la doctrine administrative.

En résumé, si la jurisprudence n'a pas réussi à triompher des résistances de l'autorité administrative, elle l'a pourtant amenée par l'influence de ses décisions à admettre quelques exceptions au principe, et d'autre part dans nombre de cas elle permet aux créanciers de forcer la main aux rentiers pour les faire consentir à la vente de leurs inscriptions. Enfin il est certain que beaucoup de rentiers ignorent le privilège dont sont dotés leurs titres, et que parmi ceux qui le connaissent, seuls les gens peu scrupuleux et aussi les personnes chargées d'administrer les biens d'autrui, telles que tuteurs ou curateurs, oseront se prévaloir de l'insaisissabilité. Le plus souvent le rentier condamné acquiescera au jugement et ne refusera pas son concours pour en procurer l'exécution.

Mais ce n'est pas une raison, parce que l'intérêt de la réforme s'est atténué, pour cesser de réclamer, au nom des principes de notre droit, au nom de la morale et de l'équité, l'abrogation de ce privilège exorbitant qui n'est plus légitimé par aucun motif d'intérêt général.

CONCLUSIONS

Pour résumer en quelques mots l'œuvre de la jurisprudence, il nous suffira de dire qu'elle a modifié la première interprétation reçue de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI, en refusant de le compléter à l'aide de l'exposé des motifs qu'en avait donné son rapporteur devant le Conseil des Anciens. Et elle a décidé ainsi, parce que cette première interprétation accordait aux créanciers de l'Etat un privilège, insuffisamment justifié par l'intérêt du crédit national, qui était une violation de tous les principes du droit civil et de l'équité. Son but a donc été de rétablir l'accord entre le droit et la morale.

Et en effet, qu'est-ce que le droit ? c'est l'ensemble des moyens d'application des préceptes de morale dont la société a jugé utile d'imposer la reconnaissance et le respect. Mais il ne peut être absolu comme la morale, il doit descendre des sphères abstraites de la spéculation pour faire œuvre pratique. La loi a donc pour mission d'établir l'équilibre, au mieux de la morale, entre les divers intérêts qui se trouvent en présence dans chaque situation de la vie.

La vie étant un état de lutte perpétuelle, conduit à tout instant à des conflits d'intérêts. La société en imposant ses lois a seulement transformé, en les réglementant, les moyens de lutte dont disposait l'homme primitif : elle s'est chargée de trancher ces conflits. Mais il arrive que les intérêts en jeu pour chacune des personnalités en présence sont légitimes, la loi se trouve donc entraînée à sacrifier les uns aux autres, et pour cela doit chercher entre eux des causes de préférence. C'est ainsi qu'elle remplit sa mission et parvient à faire œuvre morale.

C'est un mal que de sacrifier ainsi une individualité à une autre, mais un mal nécessaire qui par suite ne choque pas la morale. Tel est le cas de la prescription : elle immole dans de nombreuses hypothèses particulières des droits qui auraient mérité protection, mais elle est rendue nécessaire par le besoin de fortifier le droit de tous les propriétaires. Elle ne peut donc être une mauvaise institution, mais il en serait autrement d'une règle qui de deux droits ferait triompher le moins digne d'intérêt : elle serait immorale et ne répondrait pas au concept de la loi.

Le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat sacrifie les droits des créanciers à une pensée de faveur pour les rentiers, faveur qui n'avait pour but que d'attirer le plus grand nombre de souscriptions possible aux emprunts nationaux et d'alimenter ainsi les caisses publiques. Est-il moral, en d'autres termes, est-il fondé sur un intérêt plus puissant que celui de la protection naturellement due aux créanciers ? On l'a cru et c'est

dans cette idée, pour fortifier le crédit public, que la loi de l'an VI a été votée.

Mais il est hors de doute aujourd'hui que le privilège, accordé aux rentiers, n'a été pour rien dans la faveur que les capitalistes ont témoigné aux fonds d'Etat. Depuis longtemps déjà les économistes l'ont proclamé. Ce n'est pas davantage le désir que manifestait Vernier, de faciliter la circulation des capitaux et de rapprocher les inscriptions de rente du papier-monnaie, qui peut servir de fondement à notre principe. Faut-il donc n'y voir qu'une mesure ayant pour but de simplifier la comptabilité nationale ? non, car l'insaisissabilité relative y suffit.

Il est donc impossible de trouver, parmi les motifs de la loi de l'an VI, une raison suffisante qui permette de sacrifier aussi complètement les droits des créanciers des rentiers, en violation de toutes les règles du droit civil.

Et cependant cette loi qui est en désaccord avec l'idée de justice, n'a pas encore disparu de notre législation. Sans doute il faut applaudir à la jurisprudence d'avoir, dans la mesure où cela lui était possible, condamné ce principe. Mais cela ne peut suffire, son œuvre n'est pas et ne peut être complète et définitive, sans la sanction du pouvoir législatif, qui seul peut trancher le conflit qui divise les tribunaux et le Conseil d'Etat. Il faut bien convenir qu'en un sens différent, ces deux autorités ont raison et que d'elles-mêmes elles ne parviendront pas à se mettre d'accord.

L'évolution accomplie par la jurisprudence a donc

abouti à une impasse dont l'issue est fermée par le principe de la séparation des pouvoirs. Mais avant de reprocher les conséquences du conflit à ce principe constitutionnel, garant de l'indépendance des pouvoirs publics les uns à l'égard des autres, il faut se demander si ce principe lui-même, mieux appliqué, n'aurait pas empêché la naissance du conflit.

Nous avons vu que le Trésor, pour écarter de lui toute responsabilité, prétendait se renfermer dans un rôle passif, sauf sur un point : il se dit chargé de veiller au respect du privilège accordé aux rentiers. Mais est-ce bien exact ? aucun texte ne lui a attribué ce rôle. N'est-ce pas au contraire une règle de pur droit civil que celle qui fait des rentes sur l'Etat une nature spéciale de biens, soustraite au droit de gage commun des créanciers, dont en conséquence l'observation doit être uniquement confiée à la garde des tribunaux ?

L'Etat a passé un contrat avec ses créanciers, les difficultés qui en pourraient naître entre eux, sont du ressort de la juridiction administrative, mais lorsqu'il s'agit d'apprécier quelles sont les conséquences, à l'égard des tiers, des conditions de ce contrat, il semble bien que le soin de trancher la question appartienne exclusivement à l'autorité judiciaire. Remarquons en effet qu'il n'est pas ici question des obligations de l'Etat. Si donc le Trésor n'a pas reçu de la loi mission expresse de veiller au respect de l'insaisissabilité des rentes, où peut-il prendre le droit de refuser un transfert qu'un tribunal, la seule autorité compétente, a estimé ne pas violer le principe inscrit dans la loi de l'an VI ? Assurément la

direction de la dette n'est pas tenue d'opérer un transfert par cela seul qu'un tribunal l'a ordonné : elle est seule juge, sauf recours au ministre et au Conseil d'Etat, de la question de savoir si les conditions prescrites par la loi sont réunies ; mais il ne s'agit alors que des conditions de forme, et son examen ne peut porter sur les conditions de fond souverainement appréciées par les tribunaux judiciaires.

Voilà où le principe de la séparation des pouvoirs plus rigoureusement appliqué, aurait limité le rôle du Trésor : tout conflit eût été évité. Malheureusement le Trésor s'est trouvé entraîné à sortir de ses attributions par suite d'un rapprochement fâcheux qui s'est produit entre deux dispositions législatives. Tandis que l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI instituait la règle de l'insaisissabilité, la loi du 28 floréal an VII, en réglément les transferts de rente, exigeait la présence et la signature du rentier pour tout transfert entre vifs. Par suite la direction de la dette était conduite à se demander si le transfert était bien requis par le titulaire et à refuser de l'admettre toutes les fois où elle se trouvait en présence d'une vente par exécution forcée, quand le rentier n'y concourrait pas.

En un mot, elle a vu dans la disposition de la loi de l'an VII, la sanction du principe de l'insaisissabilité et comme il lui appartenait de s'assurer si les conditions exigées par la loi pour opérer un transfert, étaient réunies, elle a conclu qu'elle avait pour mission de veiller au respect du privilège accordé aux créanciers de l'Etat.

Nous savons cependant que la loi du 28 floréal an VII

avait seulement pour but d'enlever au Trésor toute responsabilité, pour la mettre à la charge des agents de change et des officiers publics ou ministériels à qui était confié le soin de délivrer les certificats et autres pièces nécessaires. Il est donc contraire à son esprit comme à son texte, d'y voir une disposition donnant à la direction de la dette un pouvoir de contrôle, alors que nous avons vu que le corollaire nécessaire de ce pouvoir est une responsabilité pour elle.

En fait pourtant, l'obligation pour le Trésor de n'opérer un transfert que lorsque toutes les conditions présentées par la loi sont réunies, conduisait à peu près au même résultat : exiger la signature du vendeur toutes les fois où il s'agissait d'un transfert entre vifs, et cela en vertu de la loi de l'an VII, sans s'inquiéter du point de savoir si l'insaisissabilité était ou non violée, menait à refuser tout transfert demandé contre le gré du propriétaire de la renté.

C'est le même résultat, mais en raisonnant ainsi il n'est plus possible de dire qu'il y a conflit entre les autorités administrative et judiciaire. Les tribunaux ont ordonné la vente, le Trésor n'a pas à se demander s'ils ont fait une juste application de la loi, et il ne refuse pas d'exécuter leur jugement, à la condition toutefois que le titulaire des titres vienne signer la déclaration de transfert, conformément à l'article 3 de la loi du 28 floréal an VII.

Obtenir du Trésor qu'il modifie sa doctrine en ce sens, ne serait donc pas aujourd'hui un remède, mais il faut cependant regretter cette erreur. En effet non seulement

elle se trouve la cause du conflit qui divise les autorités judiciaire et administrative, mais il est vraisemblable que si le trésor et avec lui le Conseil d'Etat n'avaient pris parti dans la question de l'insaisissabilité, ce principe condamné par la jurisprudence aurait disparu de notre droit, au moyen de l'intervention législative que réclament tous les auteurs qui ont étudié le privilège des rentes sur l'Etat.

Jusqu'à ce jour chaque fois qu'un membre du Parlement, (MM. Bazille, de Sales), s'est préoccupé de notre principe, ce n'a été que pour s'assurer que le ministre veillait à ce que l'insaisissabilité fût défendue par le Trésor contre les tentatives de la jurisprudence. Aucun projet de loi n'en a proposé l'abrogation.

Ya-t-il une raison à cela ? Serait-ce la crainte de toucher aux rentes sur l'Etat et de provoquer, ne serait-ce qu'un instant, un abaissement de leur cours, en touchant à un des privilèges qui leur sont attachés ? Mais ce motif serait bien faible ; si la mesure réclamée devait avoir un contre-coup sur le taux de la rente, il serait certainement de très courte durée. Combien sont-ils les rentiers qui connaissent leur privilège, et parmi eux combien l'ont pris en considération quand ils ont acquis des créances contre l'Etat ?

Faut-il dire encore que l'Etat est lié vis-à-vis de ses prêteurs par un contrat dont il ne peut par sa seule volonté modifier les conditions ? c'est assurément la raison la plus sérieuse, mais elle est aussi bien faible, car on ne peut croire que l'abrogation de l'insaisissabilité ferait perdre aux rentes une partie de leur valeur qui

réside entière dans le crédit inébranlable que possède l'Etat.

Que sont ces minimes raisons en présence des conséquences injustes et immorales qu'entraîne en pratique l'application de l'insaisissabilité?

LYON, LE 7 JANVIER 1901 :

Le Président de la thèse,

FLURER.

VU A LYON, LE 10 JANVIER 1901 :

Le Doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

LYON, LE 12 JANVIER 1901 :

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université

G. COMPAYRÉ.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I

PREMIÈRE PARTIE

Les conséquences de l'insaisissabilité.

CHAP. I. — L'insaisissabilité en présence des droits parti- culiers des créanciers	18
CHAP. II. — L'insaisissabilité en présence des modes de liquidation générale du patrimoine	47

DEUXIÈME PARTIE

La lutte de 1859 à 1894.

CHAP. I. — Les modes de liquidation générale du patri- moine et le nantissement.	68
CHAP. II. — Le droit de gage commun des créanciers	101

TROISIÈME PARTIE

Le conflit avec la doctrine administrative.

CHAPITRE UNIQUE.	125
CONCLUSION.	157

